

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais

L'ÉTÉ
DU FIGARO



MIRAVAIL : LA PETITE
MAISON DANS LES VIGNES
BRAD PITT,
L'ACTEUR BÂTISSEUR
PAGE 14

Paris 2024
CE QUE LA RÉDACTION
DU « FIGARO » A AIMÉ
ET MOINS AIMÉ PAGES 10 ET 11



FIGURES DE
LA RÉSISTANCE
CHRÉTIENNE

LES COUSINS
TROCME, HÉROS
DU PLATEAU DU
HAUT-VIVARAIS
PAGE 18

WOODY DANS
TOUS SES ÉTATS
LE PIÉTON DE
MANHATTAN

PAGE 20

LES FANTÔMES
DE L'ÉCONOMIE
FRANÇAISE

SUPERPHÉNIX,
AUX RACINES
DE LA DÉFIANCE
ENTRE LE MONDE
NUCLÉAIRE
ET LA POLITIQUE
PAGE 25

LES PETITES
MAINS DES
INFLUENCEURS

LES
MINIAMAKERS,
INDISPENSABLES
EXPERTS
DES VIGNETTES
YOUTUBE PAGE 26

JEUX D'ÉTÉ PAGE 15

VENEZUELA

Les militaires
restent par intérêt
du côté du
président Maduro
PAGE 8

ÉCONOMIE

L'Afrique, nouvel
eldorado
de l'e-commerce
et de la tech
PAGE 22

EUROPE

Succès commercial,
Ariane 6 doit
doubler ses
cadences de vol
PAGE 24

CHAMPS
LIBRES

• Les chroniques
de Renaud Girard
et de Ran Halévi
PAGE 19

FIGARO OUI
FIGARO NON

Votez aujourd'hui
sur lefigaro.fr

Après les JO, suivez-vous
les Jeux paralympiques ?

SONY PICTURES ENTERTAINMENT - HE/
COLLECTION CHRISTOPHE VIA AFP/
LAURIN AMELIE/KMSP VIA AFP

La France rattrapée par une vague de chaleur mondiale

Les deux tiers du pays ont été touchés par des températures caniculaires, alors que l'ensemble de la planète est bien parti pour connaître l'année la plus chaude depuis le début de l'ère industrielle.

Le pays connaît une vague de chaleur, brève mais intense, qui devrait durer jusqu'à mardi pour une quarantaine de départements placés en vigilance orange. Des pics de plus de 41 °C ont été atteints en Aquitaine, diman-

che, et il s'agit pour la France de la deuxième vague de chaleur de l'été, après celle de fin juillet. Mais la saison a été bien plus rude pour le reste de l'Europe, notamment l'Est et le pourtour méditerranéen, où les can-

icules se sont multipliées. À l'échelle de la planète, juillet 2024 est le deuxième mois de juillet le plus chaud jamais enregistré. La Grèce, après avoir connu des canicules et une très forte sécheresse depuis le mois de juin, fait dé-

sormais face à de très violents feux de forêt qui menacent les abords d'Athènes. En réponse à l'appel à l'aide du gouvernement grec, la France va envoyer 180 sapeurs-pompiers, 55 camions et un hélicoptère en renfort.

→ LA TEMPÉRATURE RECORD DES OCÉANS AUGMENTE
LES RISQUES D'ÉVÉNEMENTS VIOLENTS → ATHÈNES SOUS LA MENACE D'UN INCENDIE « BIBLIQUE » → LA CHALEUR TUE PRÈS 500 000 PERSONNES CHAQUE ANNÉE, ALERTE L'OMS
PAGES 2 ET 3

Gérald Darmanin : « Il faut être fier de ce qu'a réalisé la France »

Dans un entretien au Figaro, le ministre de l'Intérieur dresse le bilan de Paris 2024. Pour maintenir un niveau de sécurité semblable à celui des JO, il juge qu'« il faut augmenter les effectifs et continuer à réformer ». PAGE 4



SEBASTIEN SCRAMIOLE FIGARO

L'offensive ukrainienne en Russie, un tournant dans la guerre

Après des mois de recul sur son front de l'Est, l'Ukraine mène depuis le 6 août la plus grande attaque transfrontalière contre la Russie depuis que celle-ci l'a envahie en février 2022. C'est aussi la plus grande offensive d'une armée étrangère sur le sol russe depuis la Seconde Guerre mondiale. Elle aurait permis aux forces ukrainiennes de prendre le contrôle de 28 localités, sur quelque 1000 km², forçant plus de 120 000 civils à fuir. Vladimir Poutine a promis de repousser les envahisseurs. PAGES 6, 7 ET L'ÉDITORIAL

ÉDITORIAL par Philippe Gélie

La démonstration de Koursk

L'Ukraine, qui subit sans relâche depuis trente mois l'agression de son voisin, a décidé de porter la guerre sur le territoire russe. Voilà près d'une semaine que Moscou subit les assauts de plusieurs milliers de soldats dépêchés par Kiev, sans parvenir à les refouler. Les autorités des oblasts de Koursk, Belgorod et Briansk décrivent une situation « difficile », voire « alarmante », qui les oblige à évacuer de dizaines de milliers de civils. Cette « pression » inédite sur le Goliath russe constitue en soi un succès pour l'armée ukrainienne, en position d'infériorité, à court d'hommes et de munitions, forcée de céder du terrain dans le Donbass.

L'opération à Koursk peut avoir plusieurs objectifs, mais peu d'entre eux sont purement militaires : augmenter le coût de la guerre pour les Russes et imprimer chez eux un sentiment de vulnérabilité, peut-être au point de secouer le Kremlin ; rehausser le moral des Ukrainiens, qui en ont bien besoin ; et, ce n'est pas le moindre enjeu, montrer aux Occidentaux que les entraves mises à l'usage de leurs armes n'ont pas lieu d'être. Volodymyr Zelensky veut « rendre justice » et la monnaie

de sa pièce à un envahisseur que son statut de puissance nucléaire était censé sanctuariser. Si d'aventure Kiev parvenait à contrôler durablement une portion, même symbolique, de la Russie, ce serait une carte non négligeable dans d'éventuelles négociations.

Derrière ce pari à hauts risques, il y a donc avant tout une démonstration stratégique. La guerre frontale est dans l'impasse, il faut essayer autre chose.

Les alliés observent avec intérêt et retenue de d'un coup de bluff voué au fiasco, les Russes ne l'oublieront pas. C'est pourquoi les alliés américains et européens de Kiev l'observent avec intérêt et retenue. Washington a fait mine de ne pas être au courant, demandant des précisions à l'état-major ukrainien, mais personne n'a contesté la légitimité de porter la guerre en Russie, ni protesté contre l'usage des armes occidentales. En ce sens, l'épisode marque un nouveau tournant dans le conflit. ■

UNE PEAU PROTÉGÉE
pour savourer chaque
rayon de soleil !

NIVEA
SUN

Visage Corps



Évitez l'exposition au soleil entre 11h et 16h

La France sujette à un coup de chaud planétaire

Marc Cherkic

Les deux tiers du pays ont été frappés par des chaleurs intenses, alors que l'ensemble de l'hémisphère Nord connaît cet été de nombreux records de température.

À 37,1 °C, lundi après-midi, au parc Montsouris, à Paris, la température marquait son premier pic de chaleur significatif depuis le début de l'été dans la capitale. Pour cette journée de lundi, quarante départements étaient placés en niveau de vigilance orange en raison de la chaleur. « Environ les deux tiers du territoire connaissent ce dernier coup de chaud, qui n'est d'ailleurs pas une canicule, au sens météorologique du terme », explique Régis Crépét, prévisionniste à La Chaîne Météo (qui appartient au groupe Figaro). De fait, la région Aquitaine est déjà libérée de cette vague de chaleur depuis lundi, « qui est montée vers la région Centre et le nord du pays et va s'évacuer mardi en direction du Benelux. En Île-de-France, par exemple, il y aura eu deux jours et deux nuits au-dessus des seuils de température pour une canicule (31 °C la journée à Paris et jusqu'à 36 °C pour d'autres départements et 20 °C ou 21 °C pendant la nuit, NDLR), mais pas une durée de trois jours consécutifs nécessaire pour évoquer le phénomène », explique le météorologue.

« Les niveaux actuels de températures vont devenir la norme dans un climat qui se réchauffe »

Simon Mittelberger
Climatologue à Météo-France

« Cet épisode de chaleur s'évacue par le nord et le nord-est, confirme Simon Mittelberger, climatologue à Météo-France. Mais la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Corse ont fait l'objet de fortes chaleurs depuis le 25 juillet. » Dans le centre du pays, il s'agit du deuxième épisode de chaleur depuis celui de la fin juillet au 2 août. Et Simon Mittelberger d'ajouter : « Les niveaux actuels de températures vont devenir la norme dans un climat qui se réchauffe. Comme les températures moyennes augmentent également au sud du bassin méditerranéen, les incursions et les poussées de flux d'air qui viennent du sud apportent des températures plus élevées qu'au cours des précédentes décennies. Pour tenir compte d'un climat qui se réchauffe, nous faisons évoluer nos moyennes de référence sur la base des années 1991-2020, plus élevées que celles des trois décennies précédentes. »

Mais, globalement, la France a plutôt été épargnée cette année par les canicules à répétition, alors que pour la planète le mois passé a battu des records, et a été le deuxième mois de juillet le plus chaud jamais enregistré, juste derrière juillet 2023. Depuis juin, un dôme de chaleur est centré sur la Méditerranée. Et au début de la période estivale, il touchait plutôt les régions et les pays à l'est de la Méditerranée, « qui ont rapporté des températures particulièrement hautes et durables en Bulgarie, en Serbie et dans l'ensemble des Balkans », précise Régis Crépét. Puis la situation s'est prolongée jusqu'au 20 juillet, avec un déplacement de ce dôme de chaleur vers l'ouest de la Méditerranée. « Ce dôme de haute pression avait relativement épargné le centre de la France et les pays du nord de l'Europe, qui ont bénéficié d'un flux d'air océanique, plus frais, jusqu'à la mi-juillet », ajoute le météorologue de La Chaîne Météo.

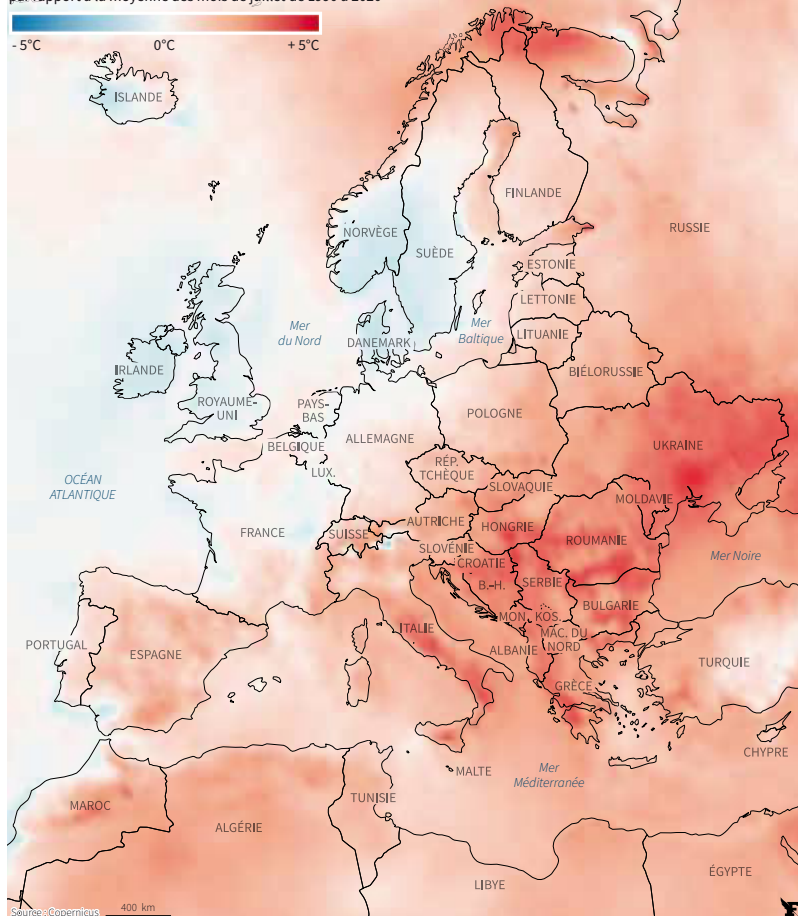
Outre le Vieux Continent, dans l'hémisphère Nord, de nombreux records de températures sont tombés.

Aux États-Unis, un pic historique à 48,9 °C a été mesuré à Las Vegas (Nevada), le 7 juillet. Le Japon a connu son mois de juillet le plus chaud en 126 ans, a indiqué l'Agence japonaise de météorologie, avec un écart de température de 2,16 °C au-dessus de la moyenne en juillet, contre 1,91 °C en juillet 2023. Par ailleurs, début août, les populations de grandes agglomérations à l'est et au nord-est de la Chine ont vécu des canicules (bien au-dessus de 41 °C) remarquables en intensité et en durée. Des records d'autant plus exceptionnels dans l'empire du Milieu que le phénomène climatique récurrent La Niña devait commencer à rafraîchir les températures de surface de l'océan Pacifique près de l'équateur et avoir un impact notamment à proximité de la mer de Chine, soulignaient des météorologistes chinois cités par l'agence Reuters. Cette dernière tendance est confirmée par le service européen sur le changement climatique Copernicus, qui précise que, « malgré le développement de La Niña, les températures de l'air au-dessus de l'océan Pacifique sont restées anormalement hautes dans de nombreuses régions ».

En juillet, « les températures ont été plus élevées que la moyenne dans l'ouest des États-Unis, dans l'ouest du Canada, dans la majeure partie de l'Afrique, du Moyen-Orient, de l'Asie, et dans l'est de l'Antarctique », complète Copernicus. Des températures éloignées des records dans le nord et le centre de l'Europe ont évité que juillet 2024 devienne le mois le plus chaud au niveau mondial depuis le début de l'ère industrielle. Cette relative modération du réchauffement a mis fin à une série de treize mois consécutifs de records pendant la-

Un mois de juillet record en Europe

Anomalie de température à la surface pour le mois de juillet 2024, par rapport à la moyenne des mois de juillet de 1990 à 2020



quelle chaque mois a été plus chaud que le précédent depuis le début des mesures. Toutefois, les 22 et 23 juillet 2024 ont été les deux journées les plus chaudes dans le monde depuis le début des relevés, précise le service européen.

La température moyenne mondiale le mois dernier « a dépassé de 1,48 °C

la moyenne de juillet pour la période 1850-1900 », précise le service européen Copernicus. Avec un tel début d'année, les experts européens tablent déjà sur le fait que « 2024 devrait être l'année la plus chaude jamais enregistrée ». Sinon, il faudrait qu'il y ait un rafraîchissement sur les cinq derniers mois de l'année, ce qui s'est

rarement produit par le passé. « Le contexte général n'a pas changé : notre climat continue de se réchauffer. Les changements climatiques ont commencé bien avant 2023 et se poursuivront tant que les émissions de gaz à effet de serre ne seront pas nulles », prévient Samantha Burgess, directrice adjointe du service européen Copernicus. ■

La température record des océans augmente les risques d'événement

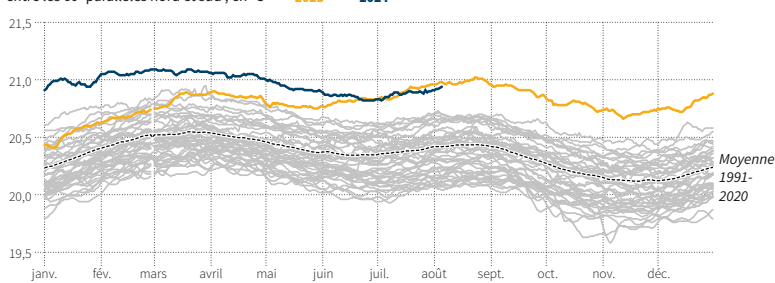
Vincent Bordenave

Si les thermomètres s'affolent à nouveau en surface cet été, ceux des océans suivent la même trajectoire. Et pour cause, les deux phénomènes sont interconnectés. Les températures anormalement élevées des uns n'aident pas les seconds à se refroidir, et ces deux dernières années la température globale à la surface des océans a été particulièrement élevée. Le record absolu atteint en août 2023 à 21,1 °C a été battu de 0,1 °C en avril dernier. « Depuis plusieurs années, on observe une hausse progressive, décrypte Sabrina Speich océanographe au Laboratoire de météorologie dynamique à Paris. En 2023 cette hausse a été plus forte sans qu'on explique encore exactement pourquoi. Cette année, nous sommes dans la même dynamique, avec une hausse certes moins marquée, mais qui partait d'un minimum annuel déjà très élevé. »

Les températures sont ainsi particulièrement chaudes dans les eaux de l'hémisphère Nord, tout particulièrement au large du Japon, et des deux côtes américaines. Le phénomène cyclique El Niño, qui revient tous les deux à sept ans et réchauffe les eaux du Pacifique, a pu contribuer en partie à cette hausse, mais ne l'explique pas seul. « Nous sommes désormais en phase neutre. C'est-à-dire qu'El Niño est terminé, mais que La Niña, son pendant plus froid, ne s'est pas encore développé », explique Thibault Guinaldo, chercheur en océanographie au Centre na-

Pour la 2^e année consécutive, le réchauffement des océans se confirme

Températures moyennes journalières de l'eau en surface, enregistrées depuis 1979 entre les 60° parallèles nord et sud, en °C — 2023 — 2024



Source : Copernicus / Era5

tional de recherches météorologiques (Météo-France/CNRS). Les températures sont donc encore portées par la très forte anomalie de l'année dernière, mais également par une combinaison d'événements locaux. »

La Méditerranée très touchée

Parmi ces phénomènes, la Méditerranée est particulièrement touchée. Le record absolu de température y a été égalé le 10 août dernier avec une moyenne de 28,26 °C. « Il y a une situation anticyclonique qui persiste avec une absence de nuage et des rayonnements solaires importants, explique Sabrina Speich. Cette stabilité entraîne une

baisse des vents en surface et, à l'exception du golfe du Lion, où sévit encore le mistral, l'eau n'est pas brassée, ce qui empêche les courants froids de remonter. » Les couches profondes, plus froides, s'isolent de celles en surface, qui surchauffent. « Il y a des conséquences pour l'ensemble des écosystèmes, continue la scientifique. Les éléments nutritifs, abondants en profondeur et cruciaux pour toute la chaîne alimentaire, ne remontent plus dans les couches de surface. »

Cette hausse est constatée depuis plusieurs années maintenant sur l'ensemble du bassin, avec un effet qui était surtout marqué dans l'est de la Méditerranée. « Si cette année l'ano-

malie semble plus forte sur le bassin occidental, les températures observées à l'est restent plus élevées, l'anomalie y est d'ailleurs observée depuis plus de deux mois », illustre Thibault Guinaldo. Les 30 °C ont été enregistrés au large de Monaco la semaine dernière. Plus au sud, à mi-chemin entre le continent et la Corse, un pic de 29,7 °C a été atteint. Soit environ 4 °C de plus que les normales, l'équivalent de la température des eaux au large de Chypre.

Des températures extrêmes qui n'ont pas pour seule conséquence de rendre la baignade moins rafraîchissante. Depuis plusieurs années, les données sur les précipitations indiquent des épisodes de plus en plus vio-

En Grèce, Athènes sous la menace d'un incendie « biblique »

Alexia Kefalas
Athènes

Telle une ironie du sort, le jour de la clôture des Jeux olympiques de Paris, le 11 août, la ville mythique de Marathon - d'où partait la traditionnelle épreuve de 42 km pour se terminer dans le centre d'Athènes, lors des premiers JO modernes en 1896 - s'est embrasée. Et, telle une épreuve olympique, les flammes ont encore battu des records historiques, atteignant une hauteur de plus de 22 mètres et menaçant toute la banlieue nord-est d'Athènes. Sans surprise, la nuit de dimanche à lundi a été courte pour tous ceux qui se trouvaient dans la capitale : aux messages stridents et répétés de la protection civile demandant aux locaux de « prendre au plus vite la direction du stade olympique Ouka »,

s'ajoutaient les sirènes assourdissantes des pompiers ainsi que l'air irrespirable du nuage de cendres qui avait envahi le ciel athénien.

Les programmes télévisés ont rapidement été interrompus, les journalistes se faisant le relais de la détresse des locaux, privés d'électricité, suffoquant sous la canicule aoûtienne, voyant la langue de feu s'étendre et tentant d'obtenir un maximum d'informations. Louisa, française résidente dans la banlieue de Pendeli, au nord d'Athènes, s'est résignée à quitter son domicile à 4 heures du matin, lundi. « Nous nous sommes organisés avec les voisins, avons aidé ceux qui n'étaient pas véhiculés et nous sommes partis. Le ciel était tellement sombre, nous n'avions aucune visibilité, c'était irrespirable », confie-t-elle au Figaro. L'Union des hôteliers de Grèce a mis des chambres à disposition pour les

évacués, mais Louisa a préféré rester chez des amis, en espérant retrouver sa maison debout. Parmi ses voisins, certains ont refusé de quitter leur domicile, exaspérant les autorités. « Le plus difficile est de voir chaque foyer maîtrisé reprendre quelques heures plus tard », reconnaît Vassilis Vathrakogiannis, porte-parole des pompiers. « Nous comprenons ce que leur habitation peut représenter, mais nous sommes ici pour sauver leur vie. Ils doivent le comprendre. Rester en vie, c'est l'unique priorité », souligne-t-il. Les 685 soldats du feu mobilisés en permanence, épaulés par 27 brigades de gardes forestiers, et 32 engins aériens, ont vite été dépassés. La police et l'armée sont arrivées en renfort, mais les flammes étaient bien plus rapides que la mobilisation. Des maisons dans la région de Varnava ont été détruites en quelques minutes à peine, des routes

ont vite été bloquées par la chute d'arbres, sans oublier la faune de ces régions, fortement impactée.

« Les flammes sont d'une rapidité et d'une violence inouïes », lance Panagiotis, habitant de Drafi, un village au nord-est de la capitale. « Comme un éclair, elles sautent d'une région à l'autre en ravageant tout sur leur passage ». Ce chef d'entreprise a refusé de quitter sa maison, malgré la pression. Emmittouflé dans un foulard protégeant sa tête et sa bouche, tuyau à la main, il arrose son jardin, le toit ainsi que la porte de sa maison toutes les heures. « Tout va bien plus vite que les années précédentes, admet-il. Mais, si je pars, les pompiers, impuissants et avec peu de moyens, ne protégeront pas ma maison, mes chiens et mes chats que j'ai enfermés à l'intérieur sous des couvertures mouillées. Mais moi, je ne les abandonnerai pas. » Lundi après-midi, la Grèce a fait appel

au mécanisme de sauvetage de l'Union européenne, RescUE, et rapidement quatre pays ont répondu par la positive. La France envoie 180 pompiers, 55 camions et un hélicoptère de type Super Puma. Mais, en attendant les renforts étrangers, le constat saute aux yeux : le bilan sera lourd.

Pour Stergio Tsirkas, maire de Marathon, « il y a là une catastrophe biblique » face au paysage calciné. L'été a retourné ses manches, dès dimanche soir, pour aider les pompiers à maîtriser le mégafeu, mais il ne s'attendait pas à ce que les flammes repartent sous les cendres. « C'est du jamais vu », dit-il. Les effets de cette catastrophe commencent déjà à préoccuper les Grecs. La Société hellénique de pneumologie alerte sur le besoin d'une protection respiratoire maximale. Quant à la catastrophe écologique, elle est, une fois de plus, inédite. « La région d'Athènes est ravagée un peu plus chaque année. Si, avec le changement climatique, elle

« Le plus difficile est de voir chaque foyer maîtrisé reprendre quelques heures plus tard »

Vassilis Vathrakogiannis
Porte-parole des pompiers

perd son poumon vert, il sera bientôt impossible d'y vivre alors que la capitale abrite la moitié de la population grecque. Il faut comprendre que la faune et la flore de ces régions du nord-est d'Athènes sont malmenées depuis des années. Mais, cette fois, ce mégafeu a énormément de foyers, avec des départs de flamme en permanence, ce qui signifie que ces incendies portent un coup fatal à ces régions et au pays, qui manque terriblement d'eau », assure le physicien Christos Zerefos, expert en catastrophes naturelles et professeur à l'université d'Athènes.

Si c'est un scénario qui semble se répéter chaque année, force est de constater que la Grèce coche tous les records de l'Union européenne, à commencer par la canicule, dépassant les 40 °C depuis le mois de juin. Des chaleurs qui durent, et ont asséché totalement les sols et les nappes phréatiques, un terrain idéal pour les incendies. Dès le mois d'avril, on dénombrait 40 départs de feu par jour. Les experts s'alarment et restent très pessimistes pour l'avenir. En attendant, ils craignent que l'anneau de feu qui entoure l'Acropole ne s'attaque rapidement au rocher sacré. ■



C'est un véritable brasier qui menace le nord-est d'Athènes, avec des flammes battant des records historiques, atteignant une hauteur de plus de 22 mètres.

ments violents

lents. « La Méditerranée a un rôle de carburant pour les épisodes extrêmes », explique Thibault Guinaldo. Plus l'eau est chaude, plus l'intensité des épisodes méditerranéens (s'ils ont lieu) est forte. » Cependant, il est encore trop tôt pour savoir si ces épisodes vont toucher nos côtes cet été. Ces phénomènes dépendent des conditions atmosphériques. « Les épisodes se développent par une instabilité entre l'air en altitude, qui est froid, et la surface chaude, continue le chercheur. Ces orages viennent se bloquer sur les reliefs et deviennent stationnaires. L'alimentation en air chaud et humide les entretient et ils peuvent alors déverser de très fortes quantités d'eau. Mais la température de l'eau peut redescendre d'ici la fin de l'été. Les phénomènes ont encore le temps de perdre en intensité. »

Tous ces changements sont bien les stigmates d'un climat qui se bouleverse. « La limite entre le changement climatique de long terme et les prévisions météorologiques immédiates s'estompe », commente Sabrina Speich. Les événements violents sont impactés plus vite que nous ne le pensions. Tant qu'on ne s'attaque pas à la cause du problème, cela n'ira qu'en s'amplifiant. Si on ne diminue pas la quantité des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, les 28 °C en Méditerranée seront non seulement une norme pour les quatre ou cinq prochaines années, mais, comme la température moyenne de chaque mois augmente, elle devrait être dépassée rapidement. » Il faudra alors s'habituer à ces eaux chaudes et également à toutes les conséquences qui vont avec... ■

La chaleur tue près d'un demi-million de personnes chaque année, alerte l'Organisation mondiale de la santé

Anne-Laure Frémont

Chaque année, la chaleur tue près d'un demi-million de personnes dans le monde. L'Organisation mondiale de la santé l'a rappelé début août dans un communiqué en guise d'alerte, à l'heure où de nombreux pays de l'hémisphère Nord suffoquent sous les vagues de chaleur à répétition. En juin, la canicule a fait plus de 1300 morts lors du pèlerinage à La Mecque, en Arabie saoudite ; en juillet, la chaleur a été meurtrière dans l'Ouest américain et au Japon ; dans la ville de Beni Mellal, au Maroc, elle a même tué 21 personnes en une seule journée.

Le réchauffement climatique dû aux activités humaines fait grimper la température moyenne mondiale et rend aussi plus fréquentes et plus intenses les vagues de chaleur extrême. Mais « on sait grâce aux travaux épidémiologiques que la chaleur n'a pas besoin de battre des records pour avoir un impact sur la mortalité », explique Mathilde Pascal, épidémiologiste à Santé publique France. « La relation entre la température et la mortalité est en forme de U, ajoute Shanshan Li, professeur d'épidémiologie environnementale à l'université Monash de Melbourne (Australie). Cela signifie qu'il existe un seuil, appelé température minimale de mortalité, en dessous et au-dessus duquel les taux de mortalité augmentent. Les températures

inférieures à ce seuil sont considérées comme froides, tandis que les températures supérieures sont considérées comme chaudes. Elles sont alors définies comme non optimales, entraînant des taux de mortalité plus élevés. »

Dans une étude globale publiée en 2021, sur laquelle s'appuie le communiqué de l'OMS et à laquelle les deux chercheuses ont participé, les auteurs estiment qu'entre 2000 et 2019, 489 000 décès étaient liés chaque année à une température dépassant ce seuil non optimal « chaud », dont 179 000 rien que dans la zone Europe de l'OMS (qui contient 53 pays, dont la Russie et des pays d'Asie centrale). Dans cette région du monde, où la température augmente environ deux fois plus vite que la moyenne globale, la mortalité liée à la chaleur a augmenté de 30 % au cours des vingt dernières années, note l'OMS. Quant à la France, entre 2014 et 2023, plus de 37 000 décès ont été attribués à la chaleur (entre 1000 et 7000 décès par an selon les années), note Santé publique France. La chaleur étant alors définie comme une température supérieure à la médiane estivale enregistrée au cours de cette période.

Le moindre demi-degré en plus a donc un impact, et quand la température augmente, les risques aussi. « La relation n'est pas linéaire, c'est une dynamique propre à la chaleur », explique l'épidémiologiste. Les canicules, même de très courte durée, sont ainsi liées à un tiers des décès dus à la chaleur en géné-

ral. Une étude parue en mai dernier évalue précisément à 153 000 le nombre de victimes des vagues de chaleur dans le monde chaque année. Et, proportionnellement à la population, c'est en Europe que ce taux de mortalité est le plus élevé, ce que les auteurs expliquent par « la structure démographique vieillissante » du continent mais aussi par le manque criant de données pour d'autres parties du monde, comme l'Afrique ou l'Inde. Pour cette dernière raison, d'ailleurs, la mortalité globale pourrait être largement sous-estimée.

« L'effet est extrêmement rapide, on peut mourir en quelques heures, et il faut une prise en charge très rapide »

Mathilde Pascal Épidémiologiste à Santé publique France

Les victimes de la chaleur chronique et des pics de températures extrêmes sont-elles les mêmes ? « La question reste ouverte », estime Mathilde Pascal, rappelant que « la chaleur a un effet global sur l'organisme, à la fois direct (malaises, hyperthermie, etc.) et indirect sur le système cardio-vasculaire, respiratoire, neurologique, rénale, sur la grossesse... C'est quelque chose de très systémique. Et plus la chaleur est importante, plus l'effet va être fort et le nombre de personnes concernées important. » ■

Les vagues de chaleur sont souvent considérées comme les phénomènes météorologiques extrêmes les plus meurtriers. D'une part parce que « l'effet est extrêmement rapide, on peut mourir en quelques heures, et il faut une prise en charge très rapide », note l'épidémiologiste. En outre, rappelle-t-elle, une canicule peut avoir d'autres conséquences, comme des feux de forêts, qui vont augmenter la pollution de l'air, la défaillance des réseaux de transports ou des systèmes de production d'énergie... Cet « effet boule de neige » va également affaiblir les personnes en bonne santé qui prennent généralement soin des plus vulnérables. « C'est ce qui s'est passé pendant la canicule de 2003, et qui a pris tout le monde par surprise. » Faute de préparation adéquate, on estime que 15 000 personnes sont mortes en France en août 2003.

Si des pays comme la France sont mieux préparés qu'avant face aux épisodes extrêmes, les efforts tendent à être contrebalancés par les effets amplifiés du dérèglement climatique. C'est pourquoi l'OMS prévient que le nombre de victimes de la chaleur va « monter en flèche » dans les prochaines années. « Il faut absolument limiter le réchauffement climatique, martèle Mathilde Pascal. Car il y a des limites à l'adaptation, on ne va pas pouvoir s'adapter à des vagues de chaleur infernales. » ■

Gérald Darmanin : « Après le succès des Jeux olympiques, un cycle s'achève à l'Intérieur »

Propos recueillis par Jean Chichizola et Tristan Quinault-Maupoli

Le ministre de l'Intérieur démissionnaire dresse le bilan sécuritaire de ces deux semaines de compétition.

LE FIGARO. - L'heure est au bilan.

Quelles leçons tirez-vous de ces semaines olympiques ?
GÉRALD DARMANIN. - D'abord, la victoire des athlètes français, qui est aussi la victoire du ministère de l'Intérieur puisque 20 % des médaillés sont des agents du ministère. Au-delà, ce succès est aussi l'aboutissement de quatre ans d'intenses préparations avec une loi sécurité globale qui modernise la sécurité privée, une loi de programmation budgétaire, une loi renseignement... Depuis quatre ans, j'ai mis en place le décloisonnement du ministère : via la réforme de la police nationale, entre police et gendarmerie, avec la sécurité privée, sans oublier les nouveaux outils numériques. C'est une grande leçon pour nous : quand le ministère fonctionne en cathédrale et non en silo, il fonctionne beaucoup mieux. Nous avons aussi mis en place une stratégie de déploiement sur tous les terrains avec un travail en amont de lutte contre la délinquance. Depuis plus de neuf mois, par exemple, des opérations antidrogue sont menées partout en France, et en particulier à Saint-Denis, à Paris et à Marseille. Enfin les policiers et les gendarmes ont su être présents sans être oppressants. Grâce à eux, nous avons eu des Jeux olympiques sécurisés mais pas sécuritaires.

La menace terroriste demeure très élevée, mais les Jeux ont été épargnés. Comment votre ministère est-il parvenu à juguler ce risque ? Et craignez-vous des attaques, à l'avenir ?

L'organisation des Jeux s'est déroulée dans un contexte géopolitique de plus en plus dégradé : Ukraine, Proche-Orient, résurgence de l'État islamique... Avec des JO se déroulant en pleine ville à Paris, Marseille, Saint-Denis... La menace terroriste était donc forte et de nouveaux fronts s'ouvraient. Face à ce défi, la stratégie française fonctionnait, même s'il faut rester très humble. Elle a fonctionné pour les Jeux, la venue du pape François à Marseille, la visite du roi et de la reine d'Angleterre, la Coupe du monde de rugby. Cette stratégie repose sur des outils législatifs efficaces tout en respectant l'État de droit. Les visites domiciliaires, les obligations de pointage, les assignations à résidence, sans oublier les techniques de renseignement, ont été efficaces. Plus de 700 mesures administratives ont été prises à ma demande. À l'occasion de la cérémonie d'ouverture, plus de 400 individus ont été suivis grâce à des moyens physiques et techniques. On a ainsi appliqué le principe de précaution tout en respectant nos lois. Trois projets d'actions violentes ont été déjoués. Avec une hyperprésence policière, vous n'empêchez pas l'attentat. Il faut combiner ce déploiement sur le terrain avec un très gros travail de renseignement en amont. Cela suppose des moyens, et c'est pourquoi nous avons beaucoup renforcé les services de renseignements, la DGSI, le renseignement territorial et celui de la préfecture de police de Paris. Ils ont fait un travail remarquable.

« Si vous voulez une sécurité aussi importante que pendant les Jeux, il faut continuer d'augmenter les effectifs et continuer à réformer »

Les Parisiens en particulier, les Français en général, doivent-ils se désespérer un peu d'un retour à la normale ? Paris était mis sous cloche... Comment gérer la fin de cette situation ?
Paris n'a pas été mis sous cloche. Elle a été en partie piétonnisée, ce qui a facilité le travail des forces de l'ordre. Mais Paris n'a pas été l'enfer que certains redoutaient. Les activités se sont poursuivies normalement. Par ailleurs, on dit beaucoup que les policiers et les gendarmes ont été sympathiques. Mais ils le sont toujours, en fait ! Ils sont respectueux quand ils sont respectés. Ils s'adaptent aux gens qu'ils ont en face

Gérald Darmanin dans son bureau, place Beauvau, le 12 août.



d'eux, et quand on ne les insulte pas, cela va toujours mieux... Enfin, nous avons aussi bénéficié des mesures que nous avons prises en amont avec des renforts permanents de 1800 policiers de plus dans la capitale. La technologie nous a aussi aidés. Pour la première fois, les algorithmes ont aussi été appliqués aux caméras de vidéoprotection. Enfin, nous avons aidé les collectivités à s'équiper en vidéoprotection. On a par exemple subventionné à hauteur de 1 million d'euros par an à la ville de Saint-Denis pour qu'elle s'équipe en caméras. Les moyens ont été donnés par le président de la République, et c'est grâce à lui que nous avons réussi. Cela dit, si vous voulez une sécurité aussi importante que pendant les Jeux, il faut continuer d'augmenter les effectifs et continuer à réformer : après la réforme de la police nationale, que j'ai menée à bien, il faut réformer la préfecture de police de Paris, ce qui sera sans doute le grand travail du futur ministre de l'Intérieur.

Ne craignez-vous pas, fin septembre, après les Paralympiques, une sorte de retour à la normale ?
Le sujet le plus dur pour un ministre de l'Intérieur, et donc pour les policiers, ce sont les manifestations de voies publiques. Elles consomment beaucoup d'effectifs avec un impact potentiellement négatif sur l'opinion. Tout dépendra du climat social à l'automne. Si nous devons nous mobiliser sur les manifestations, ce sera plus complexe de lutter contre la délinquance.

Sur le plan de la délinquance de droit commun, des pics ont été enregistrés en Ile-de-France en dépit de la mobilisation des forces de l'ordre. Tout le monde constate d'abord que tout s'est bien passé à Paris mais aussi partout en France. Il faut vraiment être grincheux pour dire le contraire. Si on regarde les chiffres - c'est à dire la délinquance durant les Jeux avec la même période de référence il y a un an -, la baisse est impressionnante. Dans l'agglomération parisienne, les vols ont diminué de 16 %. Dans les transports, les vols avec violence ont baissé de 48 %. Mais j'ajoute que plus les policiers sont nombreux dans les rues, plus ils constatent d'infractions. Encore une fois, la question est : comment assurer une même sécurité après les Jeux ? Il ne faut pas confondre le sprint et la course de fond. Les Jeux olympiques, c'est le

sprint, au cours duquel nous avons refusé 100 % de congés. La course de fond, c'est la vie quotidienne, qui demande d'autres moyens. Grâce à l'engagement du chef de l'État, il y a plus de tout partout en France : 8000 postes avec par exemple onze unités de force mobile. C'est historique. Pour assurer la même présence policière qu'aujourd'hui, il faudrait 60000 effectifs de plus. Il y a une obligation de ne pas toucher aux moyens budgétaires du ministère de l'Intérieur. Sans oublier la nécessaire simplification de la procédure pénale. Là encore, cela a très bien marché pendant les Jeux. Les renforts dans les parquets décidés par Eric Dupond-Moretti ont permis de multiplier parfois par deux ou trois l'activité des tribunaux. Quand les policiers arrêtaient quelqu'un, on le présentait très vite au tribunal avec des décisions dans les 48 heures. Pendant les Jeux, 434 personnes ont été placées en garde à vue, dont 391 en Ile-de-France.

Savez-vous quand seront de retour dans la capitale les personnes « mises à l'abri » pendant quelques semaines, les toxicomanes, les mineurs non accompagnés, les SDF ?
Là encore, nous sommes dans la course de fond. La réponse à la toxicomanie, au crack en particulier, n'est pas policière mais sanitaire. Je plaide depuis quatre ans pour une hospitalisation d'office des consommateurs de crack. Pour les mineurs isolés, pour être efficace, il faut donner au préfet et non au juge les moyens de les éloigner. Enfin, concernant les SDF, beaucoup sont en situation irrégulière. Là encore, le problème est en partie migratoire.

Sur le plan politique, les craintes exprimées par les oppositions avant les épreuves ont-elles été un moteur pour vous, ou était-ce du pessimisme mal placé ?
C'était la démonstration que les extrêmes se rejoignent souvent. Ils espèrent que le pays rate, se casse la tête. Ce sont des tireurs dans le dos. Le patriotisme, c'est tout faire pour que le pays soit heureux. Ce n'est pas attendre ou espérer son échec. Le patriotisme, c'est aussi croire dans les capacités des serveurs de l'État à réussir de grandes choses.

Estimez-vous que toutes les formations politiques ont vibré à l'unisson pendant cette quinzaine ?

Les Bleus sur le terrain m'intéressaient. Mais ce sont les bleus en dehors du terrain qui m'ont le plus occupé. Je constate que ceux qui ont soutenu les policiers et les gendarmes ont bien fait de le faire. Et ils étaient largement majoritaires : la France aime ses policiers et ses gendarmes. Après, il y a toujours des grincheux. Comme dans la chanson d'Eddy Mitchell, certains se sentent mieux quand ils se sentent mal...

« J'étais un homme qui aimait la politique, je suis devenu un homme désormais bien plus attaché au service de l'État »

En dehors de l'aspect sécuritaire, que reteniriez-vous des messages véhiculés par ces Jeux ? En particulier lors des cérémonies d'ouverture et de clôture ?
Je retiens que la France a su organiser quelque chose d'extraordinaire, un événement que seuls de grands pays peuvent organiser. Ensuite, puisque c'est de l'art, j'ai plus ou moins apprécié certaines choses. Mais cela ne regarde que moi. Ça ne vaut pas les vilénies que ça a soulevées. Les goûts et les couleurs, ça ne s'explique pas, mais il faut dans tous les cas être fier de ce qu'a fait la France. Et je crois que les Français ont été très fiers de leur pays.

Après cette parenthèse enchantée, y a-t-il urgence à décongeler la vie politique ? Entendez-vous quitter Beauvau avant les Paralympiques ?
C'est au président de la République de le dire, et je suis à sa disposition. Il est normal d'installer un nouveau gouvernement après des élections. Le président doit choisir, mais les partis de gouvernement doivent aussi accepter de gouverner. On a parfois l'impression que les femmes et les hommes politiques ne veulent plus gouverner par peur des difficultés.

Estimez-vous que l'euphorie des JO peut participer au déblocage politique ? Le président a salué l'action d'Anne Hidalgo et de Valérie Pécresse...
Au bout de sept ans au gouvernement, dont quatre à l'Intérieur, on n'est pas le même. Surtout après une épopée comme celle des Jeux olym-

piques. À 41 ans, j'ai été changé par cette longue expérience du pouvoir, ayant à gérer des dossiers si importants. J'étais un homme qui aimait la politique, je suis devenu un homme désormais bien plus attaché au service de l'État.

Vous avez dit voir d'un bon œil la nomination à Matignon de Xavier Bertrand. Votre camp y est-il prêt ? Y a-t-il d'autres personnalités politiques que vous souhaiteriez voir prendre des responsabilités nationales ?
J'ai dit que Xavier Bertrand avait de grandes qualités, je ne me permets pas de nommer à la place du président. Il y a par ailleurs un fait : nous n'avons pas gagné les élections législatives. Il n'est pas anormal que quelqu'un qui n'est pas de notre famille politique dirige le gouvernement.

Vous allez faire votre rentrée politique le 15 septembre, à Tourcoing. Quels en seront les contours ? Est-ce en tant qu'ancien ministre libéré du macronisme que vous réunirez vos troupes ?
J'ai quitté Bercy après le succès de l'impôt à la source. À l'Intérieur, un cycle s'achève indéniablement après le succès des Jeux olympiques. Il faut avoir plus d'ambition pour son pays que pour soi-même. Cela passe par l'action, mais aussi par les idées : derrière chaque victoire d'Alexandre, il y a Aristote, disait de Gaulle. Pour revenir à notre rendez-vous de Tourcoing - centré sur les idées -, il essaiera de répondre à l'indispensable question sociale.

Justement, les JO ont-ils été un événement suffisamment ouvert aux catégories populaires ?
Je le pense, oui, comme à chaque fois avec le sport. Des millions de Français ont vibré dans les rues, devant les coureurs cyclistes, dans les fan-zones, devant leur télévision. Des Français de tous horizons ont cassé leur tirelire pour passer deux jours à Paris. Et puis, le sport, c'est méritocratique. Léon Marchand gagne en racontant une histoire toulousaine. Il y a des champions issus de l'immigration qui chantent *La Marseillaise*. Il y a des Ultramarins qui font rayonner la France sur toutes les mers du monde. Pendant deux semaines, un peuple uni a été heureux. La nation est le seul bien des plus modestes. ■

La fin des Jeux olympiques signe-t-elle celle de la « trêve politique » ?

Célestine Gentilhomme,
Pierre Lepelletier
et John Timsit

Le temps était comme suspendu. Pendant deux semaines, la magie de l'olympisme, avec son lot d'insouciance et de fête, a régné sur le pays. Au point d'avoir balayé l'atmosphère pesante provoquée par une dissolution dont la « clarification » recherchée tardait à venir. En quelques heures, les images des athlètes tricolores, inondant les réseaux sociaux et les chaînes de télévision, ont ouvert une parenthèse enchantée. Très loin des climats habituels. Alors que Paris a passé dimanche soir le flambeau à Los Angeles en vue des JO de 2028, la politique va-t-elle reprendre ses droits ? « Il y a eu beaucoup de fraternité, une vraie joie qui s'est exprimée, on l'a en nous, elle demande à s'exprimer », a temporisé lundi sur RTL la ministre des Sports, Amélie Oudéa-Castéra. Qui a plébiscité l'« unité qui nous a fait beaucoup de bien et qui est une leçon pour la suite ». Le gouvernement démissionnaire a beau avoir, avec 64 médailles françaises, des étoiles dans

les yeux, la réalité risque bien de le rattraper plus vite qu'il ne le pense.

Certes, la période des vacances prolonge la trêve « olympique et politique » qu'Emmanuel Macron avait appelée de ses vœux fin juillet. « Les Français ont moins de récriminations. Les responsables publics en profitent et connaissent traditionnellement une petite embellie de popularité à la fin du mois d'août », souligne le consultant et spécialiste de l'opinion Emmanuel Rivière. Mais les oppositions attendent le président de la République au tournant. N'avait-il pas lui-même repoussé la nomination d'un futur premier ministre à la mi-août ? Malgré une majorité introuvable à l'Assemblée nationale, cette stratégie devait, selon le chef de l'État, permettre de lancer une « discussion » entre les forces partisanes qui aurait dû conduire au « rassemblement le plus large » pour « agir ». Et garantir une « stabilité » parlementaire. Mais alors que l'échéance se rapproche, personne n'entrevoyait la porte de sortie. Un noeud gordien d'autant plus inextricable que le Nouveau Front populaire (NFP), arrivé en tête aux législatives, n'a pas tardé à remonter au créneau.

Si elle a été dans l'ensemble très discrète pendant les JO, la gauche est revenue à la charge aussitôt la flamme éteinte. Objectif : maintenir la pression sur Emmanuel Macron pour qu'il nomme Lucie Castets comme première ministre. Inconnue du grand public, la « candidate » du NFP a tenté de rattraper son retard de notoriété avec des déplacements et des entretiens dans la presse pendant les Jeux. Difficile néanmoins de percer dans l'opinion tant les Français avaient la tête aux exploits sportifs. « Il y a eu une trêve olympique parce qu'effectivement il fallait se concentrer sur ce moment incroyable », a expliqué la députée européenne socialiste Chloé Ridet, lundi matin, sur France Inter. Pour la porte-parole du PS, « le président doit reconnaître les résultats de cette élection ». Et d'insister : « Il faut désormais se remettre à discuter de la formation d'un gouvernement. »

Prendre du recul

Pour faire plier le locataire de l'Élysée, selon qui « personne » n'a gagné les élections, Lucie Castets compte d'abord sur les quatre forces de l'alliance (LFI, PS, Les Écologistes, PCF). Dès lundi, la haute fonctionnaire a envoyé un courrier aux parlementaires pour tracer le « chemin » du nouveau cartel des gauches. Elle y a listé plusieurs priorités, dont l'augmentation des salaires et l'abrogation de la ré-



Emmanuel Macron a assisté, dimanche, à la cérémonie de clôture des Jeux olympiques de Paris aux côtés de Thomas Bach et Tony Estanguet.

forme des retraites, mais aussi la volonté de « rétablir une fiscalité juste ». Il n'empêche, l'hypothèse Lucie Castets n'est pas celle qui a les faveurs du président, qui estime que le NFP n'a pas les moyens de gouverner. Le Rassemblement national (RN), silencieux depuis mi-juillet, n'ayant pas le poids nécessaire pour marchander la moindre responsabilité, tous les regards se tournent vers la droite.

Un de ses ténors a d'ailleurs émergé ces derniers jours : Xavier Bertrand. Avec Matignon en ligne de mire, le patron des Hauts-de-France a laissé ses proches mener une campagne discrète dans les médias. Si certains ministres issus de la droite, comme Gérard Darma-

n (Intérieur) ou Aurore Bergé (Égalité femmes-hommes), ont publiquement évoqué cette hypothèse, l'ancien ministre du Travail a préféré se murer dans le silence. En attendant que les Français se reconnectent à une actualité plus lourde que les JO. « Alors que le pays a repris confiance en lui, a constaté qu'il pouvait encore impressionner le monde et être admiré, la situation politique est tout sauf claire et réjouissante, pointe Emmanuel Rivière. Les gens n'ont pas envie de revenir à des conversations politiques. » Une analyse que partagent sans doute bon nombre de responsables qui veulent aussi prendre un peu de recul après une séquence électorale harassante. ■

Emmanuel Macron cherche à prolonger la parenthèse

Louis Hausalter

C'est une petite satisfaction de plus pour Emmanuel Macron. Dimanche soir, les téléspectateurs de la cérémonie de clôture des Jeux olympiques, au Stade de France, n'ont pas entendu de sifflets à son encontre. Contrairement à la cérémonie d'ouverture, lorsque quelques huées avaient retenti au moment où le président de la République déclarait les Jeux ouverts. La flamme olympique s'est éteinte, en attendant le début des Paralympiques, le 28 août, mais le chef de l'État entend bien prolonger tant qu'il le peut la parenthèse apaisée de cette quinzaine au succès indéniable.

« Ce matin, on a tous une forme de nostalgie », a-t-il lancé lundi aux représentants des policiers, gendarmes, pompiers, agents de sécurité, soignants et autres acteurs mobilisés pour les JO, conviés à l'Élysée. Tout en réglant quelques comptes : « Il y a eu énormément d'experts qu'on a beaucoup entendus durant ces dernières années pour dire que tout ce que vous avez fait durant ces dernières semaines était impossible. »

Pour Emmanuel Macron, la fin des Jeux a une conséquence concrète : la « trêve politique » qu'il avait lui-même appelée de ses vœux prend fin. Et le Nouveau Front populaire (NFP) a d'ailleurs immédiatement repris les hostilités. Sa prétendante à Matignon, la haute fonctionnaire Lucie Castets, a cosigné lundi avec les patrons des groupes parlementaires de gauche une lettre à tous les autres députés et sénateurs (en excluant le RN) pour leur proposer de travailler sur ses « priorités », parmi lesquelles la hausse du smic et l'abrogation de la réforme des retraites.

« Un temps de décantation »

Cela ne va-t-il pas dans le sens du dialogue entre les partis auquel Emmanuel Macron appelle depuis que les législatives ont débouché sur une Assemblée plus fragmentée que jamais ? « Le message qu'on envoyé les Français est très cohérent avec les Jeux : travaillez ensemble », a-t-il assuré dans un entretien à L'Équipe, dimanche. L'un de ses proches fait donc mine de saluer la démarche de la gauche : « Ça veut dire que l'esprit de responsabilité progresse. »

Mais, dans l'esprit du président, le nom de Lucie Castets reste totalement exclu pour Matignon. « Elle veut nommer des ministres de La France insoumise, ce qui entraînera une censure immédiate », justifie la même source. Surtout, Emmanuel Macron veut à tout prix éviter l'ap-

plication du programme du NFP, qui reviendrait à détricoter les mesures économiques et fiscales adoptées depuis 2017.

L'ordre du jour est donc simple : gagner encore un peu de temps avant d'arrêter le choix d'un premier ministre. « Aucune chance que ce soit cette semaine », tranche un membre du gouvernement. Habitué à prendre son temps dès qu'il s'agit de nominations, Emmanuel Macron ne déroge pas à son tempérament, alors que cela fait plus d'un mois que les électeurs l'ont sanctionné dans les urnes et que l'équipe démissionnaire de Gabriel Attal est toujours en charge des « affaires courantes ». « Le but reste de former une coalition large et stable, énonce-t-on à l'Élysée. Comme ce n'est pas la tradition de notre pays, cela nécessite un temps de décantation qui doit se poursuivre cette semaine. »

« Parfum de cohabitation »

Après le pont du 15 août, Emmanuel Macron envisage de consulter séparément les chefs de parti et de groupe parlementaire « pour faire le tour de ce qui s'est dit, selon l'Élysée. Un premier ministre sera ensuite nommé et chargé d'élaborer un contrat de gouvernement, dont le budget fera partie, et de composer une équipe. » Dans l'entourage présidentiel, qui répand depuis quelques semaines le souhait d'un « parfum de cohabitation » pour donner aux électeurs le sentiment qu'ils ont été entendus, on laisse entendre que le futur locataire de Matignon aura les coudees franches. Tout en rappelant que le chef de l'État restera incontournable sur les domaines réservés théorisés en son temps par François Mitterrand, à savoir la défense et les affaires étrangères.

En attendant, Emmanuel Macron compte sur la torpeur des vacances d'été pour temporiser, lui qui prévoyait lundi de retourner rapidement prendre ses quartiers d'été au fort de Brégançon. À l'agenda olympique succède un agenda mémoriel. Jeudi 15 août, le président présidera une cérémonie internationale pour les 80 ans du débarquement de Provence. Samedi, il participera comme à son habitude à la commémoration de la libération de Bornes-les-Mimosas, la commune du Var où se situe Brégançon. Il ne se plongera qu'après dans le dur du casting pour Matignon. « Il sortira sans doute de son chapeau un nom qu'on ne connaît pas encore », parle le patron des sénateurs Renaissance, François Patriat. Désormais en mal de frissons olympiques, le camp présidentiel ne peut que se rabattre sur le jeu des pronostics. ■

UN VOYAGE EN MER UNIQUE

Explora Journeys propose une expérience en mer inégalée. Naviguez à bord de navires imaginés par des spécialistes de superyachts, avec des suites spacieuses côté mer, neuf expériences gastronomiques incluses et notre vision du bien-être inspirée de l'océan. Vous voyagez vers des destinations hors des sentiers battus, dans un raffinement européen décontracté, en découvrant ce que nous appelons l'Ocean State of Mind*.

*L'océan, un état d'esprit à découvrir



DÉCOUVREZ LA MER AUTREMENT SUR [EXPLORAJOURNEYS.COM](https://explorajourneys.com)
CONTACTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGE OU APPELEZ LE 00 800 0825 0863

Kiev revendique une large offensive sur le terri

Tanguy Berthemet

Vladimir Poutine accuse les troupes ukrainiennes, qui occupent au moins 380 km² de son pays, de vouloir détruire la cohésion

Après la surprise et des jours de silence, l'Ukraine reconnaît avoir lancé une offensive osée sur le territoire russe. Entamée mardi, cette opération inédite dans la région de Koursk a permis une percée sur une dizaine de kilomètres et la prise de contrôle de plusieurs localités.

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, l'a ainsi rapidement évoqué, pour la première fois, dans son allocution quotidienne de samedi soir, en affirmant que Kiev cherchait à « déplacer la guerre sur le territoire de l'agresseur » et à « faire justice ». « L'objectif est d'étirer les positions de l'ennemi, de lui infliger des pertes maximales, de déstabiliser la situation en Russie, car ils sont incapables de protéger leurs propres frontières, et de transférer la guerre sur le territoire russe », a précisé, dans la foulée, auprès de l'AFP, un responsable ukrainien anonyme du secteur de la sécurité. Volodymyr Artiukh, le gouverneur de l'administration militaire de Soumy, l'oblast ukrainien limitrophe de celui de Koursk, s'en est réjoui. « Ils ressentent ce que nous ressentons depuis 2014 », dit-il, parlant de « douche froide » pour les Russes.

Apparemment prise au dépourvu par cette incursion, la Russie a décrété l'état d'alerte « antiterroriste » dans trois régions frontalières de l'Ukraine, dont celle de Koursk. De vastes opérations d'évacuation de civils s'enchaînent. Elles aussi

muettes depuis, ou presque, les autorités russes se sont exprimées. Le gouverneur par intérim de l'oblast envahi, Alexei Smirnov, a assuré lundi que quelque 121 000 personnes ont dû gagner les arrières depuis environ une semaine et que 12 civils ont trouvé la mort. Ce même gouverneur, au cours d'une réunion avec Vladimir Poutine retransmise à la télévisi-

« L'objectif est d'étirer les positions de l'ennemi, de lui infliger des pertes maximales, de déstabiliser la situation en Russie, car ils sont incapables de protéger leurs propres frontières, et de transférer la guerre sur le territoire russe »

Un responsable ukrainien

sion, a affirmé que les Ukrainiens occupent 28 localités et une zone de 12 kilomètres de profondeur et 40 kilomètres de largeur. Le responsable de la région voisine, Belgorod, a également demandé à 11 000 civils d'évacuer la zone, en raison d'« activités militaires intenses ».

Pour le président russe, l'humiliation infligée par cette brutale arrivée de la guerre sur son territoire est sans précédent. Après avoir évoqué « une provoca-

tion » ukrainienne ces derniers jours, il a assuré, lors de ce même entretien, qu'« un objectif évident de l'ennemi est de semer la discorde et la zizanie dans notre société, d'intimider les gens, de détruire l'unité et la cohésion de la société russe ». Mais, pour Vladimir Poutine, l'objectif de Kiev est avant tout diplomatique. « L'ennemi cherche à améliorer sa position de négociation à l'avenir », a-t-il dénoncé, accusant Kiev d'« exécuter la volonté » des Occidentaux.

La possibilité que le gouvernement ukrainien cherche, au travers de cette

incursion, à trouver un levier pour peser sur d'éventuels pourparlers a déjà été amplement évoquée, tant par des sources occidentales que par des analystes militaires russes. Ces derniers évoquent aussi une volonté de Kiev de faire baisser la pression russe sur d'autres fronts, dont celui du Donbass. Mais la réalité est que les raisons qui ont poussé le commandement ukrainien à planifier une opération aussi téméraire que risquée restent mystérieuses, tout comme ses buts. L'ampleur même de l'offensive est nébuleuse. Sur les réseaux sociaux, l'implication

d'au moins quatre brigades ukrainiennes, dont deux de parachutistes – des troupes d'élite –, a été démontrée. « Des milliers » de soldats ukrainiens y participent, a confié à l'AFP un haut responsable ukrainien.

« Nous avons envoyé nos troupes les plus aguerries et les plus préparées sur le point le plus faible de leur frontière », détaille, dans *The Economist*, un officier. Dans un premier temps, ce dispositif a permis de submerger les défenses, massivement tenues par de simples conscrits, qui se sont « simplement rendues », selon la même



Un missile ukrainien a frappé dimanche un immeuble d'habitation dans la ville russe de Koursk.

Une nouvelle étape dans la guerre en Ukraine

Isabelle Lasserre

Les mois d'août ont toujours été propices au réveil de l'actualité politique et militaire en Russie. En 1991, le putsch raté fomenté par un groupe de dirigeants communistes conservateurs contre Mikhaïl Gorbatchev avait précipité l'effondrement de l'Union soviétique. En août 2000, l'explosion du sous-marin nucléaire *Koursk*, où 118 marins avaient péri, avait été le premier grand défi politique de Vladimir Poutine, tout juste élu. En août 2007, le patron du groupe Wagner a trouvé la mort dans un crash d'avion, quelques semaines après avoir lancé une rébellion armée contre le pouvoir russe. En août 2024, les vagues sont venues du sud de la Russie, avec la plus grande incursion militaire ukrainienne sur le sol russe depuis le début de la guerre en 2022, dans la région frontalière de Koursk.

Quelle que soit l'issue des combats engagés par les Ukrainiens sur ce nouveau front, ils ont d'ores et déjà fait franchir une nouvelle étape à la guerre. Au niveau international d'abord, avec le silence bienveillant qui entoure depuis le début l'opération ukrainienne de la part des Occidentaux. Jusque-là, les alliés de l'Ukraine avaient toujours appuyé sur le frein dès que les yeux de l'état-major ukrainien se posaient au nord, sur le territoire de l'envahisseur. Redoutant « l'escalade », craignant le franchissement des « lignes rouges », pourtant très floues, de la Russie, ils ont longtemps interdit aux Ukrainiens de frapper le sol russe avec des armes occidentales. La Maison-Blanche a aussi demandé aux Ukrainiens de ne pas viser les installations pétrolières de la Russie. Redoutant d'être entraînés dans un dangereux face-à-face avec Poutine, les États-Unis ont tout fait pour que les opérations de

guerre ne s'étendent pas au-delà du territoire ukrainien. Jusqu'en 2023, les Occidentaux étaient même réticents à ce que les Ukrainiens attaquent le pont de Kertch, en Crimée. C'était l'époque où Emmanuel Macron affirmait qu'il ne fallait pas « humilier la Russie ». Mais la politique du « containment », de l'endiguement, vient de voler en éclats.

Toutes les lignes ont fini par glisser – même, désormais, celle de la frontière. Après les chars lourds, les avions et les missiles qui ont finalement été fournis ou promis à l'Ukraine, certains pays ont donné leur feu vert aux « frappes en profondeur » dans le dispositif ennemi. Après avoir dit leur peur d'un effondrement du pouvoir russe, les alliés occidentaux ont juré qu'ils assisteraient l'Ukraine jusqu'à sa victoire, sans la définir, il est vrai. À part la Chine, qui a appelé à la désescalade, l'incursion ukrainienne sur le sol russe a été très peu commentée par les grandes capitales depuis son début, il y a près d'une semaine.

Une première militaire

Certes, les États-Unis sont accaparés par une campagne électorale folle et remplie d'imprévus et la voix de leur président, Joe Biden, affaibli par l'âge et par son retrait de la course à la présidentielle, est devenue très faible depuis le début de l'été. Quant à Emmanuel Macron, il a passé plusieurs semaines dans la machine à laver politique déclenchée par sa dissolution de l'Assemblée, puis quinze jours dans les stades des JO, avec sans doute la volonté d'éviter tous les propos polémiques pour préserver le plus longtemps possible la félicité olympique, la « légèreté de l'air » et ce qu'il appelle le « vrai visage de la France ».

Mais au-delà de l'inertie politique qui accompagne généralement les mois d'août dans les capitales européennes, le silence des alliés de l'Ukraine semble



pour l'instant s'apparenter à un accord tacite, quelques semaines après que le sommet de l'Otan a réaffirmé, à Washington, l'engagement de long terme des alliés auprès des autorités de Kiev. Selon un responsable ukrainien, ces derniers ont d'ailleurs été prévenus de l'incursion, qui a utilisé du matériel fourni par les Occidentaux. L'Administration américaine a affirmé jeudi qu'elle soutenait « fermement » les efforts de l'Ukraine « pour se défendre contre l'agression russe ».

L'opération ukrainienne est aussi une première au niveau militaire. Même si elle est partielle, il s'agit de la première

invasion étrangère sur le sol russe depuis 1941. Si l'on excepte l'occupation des îles Falklands britanniques par l'Argentine en 1982, il s'agit aussi de la première invasion du territoire d'un État doté de l'arme nucléaire par un pays ne disposant que de forces conventionnelles. Depuis le début de la guerre, des incursions avaient déjà été menées dans la région de Belgorod, en mai 2023 et en mars 2024. Mais elles avaient été en partie exécutées par des groupes armés dissidents russes, pas par l'armée régulière de Kiev. Et elles n'avaient pas la même envergure.

Il est trop tôt pour savoir si l'opération militaire ukrainienne est de nature

ou non à rebattre les cartes de la guerre. Après plusieurs jours de silence, les Ukrainiens ont énuméré leurs objectifs : « Étirer les positions de l'ennemi », lui infliger des « pertes maximales », « déstabiliser la situation en Russie » et « transférer la guerre sur le territoire russe », afin que la Russie « ressente » les conséquences de l'invasion de l'Ukraine, elle qui s'endort le soir au son de la propagande du Kremlin, avec la certitude d'être attaquée par l'Ukraine et ses alliés Occidentaux et la conviction que « l'opération spéciale » de Vladimir Poutine triomphera. Il est aussi possible que l'occupation soit des-

Europe 1

6H-9H
EUROPE 1 MATIN
Lionel Gougolot

Retrouvez l'Édito politique à 7h50 avec Judith Waintraub du Figaro Magazine

toire russe

russe et d'exécuter les volontés de l'Occident.

source. L'Ukraine a fait de très nombreux prisonniers. Associée à une planification rigoureuse et à un effet de surprise, cette supériorité temporaire a permis à l'armée ukrainienne de gagner la première phase. Sur les réseaux sociaux, les images de véhicules russes détruits, de cadavres de soldats ou de civils paniqués défilent, infligeant un terrible camouflé au Kremlin et à son chef Vladimir Poutine. Pour autant, on ignore si Kiev nourrit d'autres ambitions.

La Russie semble, depuis dimanche, être parvenue à endiguer la marche

ukrainienne. Des troupes ont été déplacées, notamment de la région de Kharkiv, faisant un peu baisser la pression dans cette zone. Mais le dispositif russe dans le Donbass semble intact, et Moscou continue à y grappiller du terrain. Pour Mick Ryan, un général australien retraité, Kiev est aujourd'hui face à un choix. Soit le commandement engage d'autres troupes, pour pousser son avantage au risque de lourdes pertes alors que les hommes manquent, soit il organise un repli pour occuper une zone plus facilement défendable. ■



SPUTNIK/ABACA

tinée à conforter la position du pays dans l'hypothèse de futures négociations de paix. En une semaine, l'armée de Kiev s'est emparée de l'équivalent du tiers, au moins, des territoires conquis en dix mois par les Russes sur le sol ukrainien. « Plus la pression sera forte sur la Russie, plus la paix sera proche », a affirmé Volodymyr Zelensky.

Du ressort et de l'audace

Certains des objectifs de Kiev ont déjà été remplis. Après les revers subis sur le front depuis le début de l'année, les Ukrainiens ont à nouveau prouvé à leurs alliés occidentaux, dont ils dépendent, qu'ils avaient encore du ressort et de l'audace et étaient toujours capables de mener des opérations militaires d'envergure. Le moral des Ukrainiens s'est amélioré, tandis que celui des Russes, qui voient la guerre s'inviter chez eux, a été, pour certains en tout cas, provisoirement ébranlé. Le reste dépendra des effets produits par l'incursion sur le pouvoir russe mais aussi de la réaction du Kremlin, si l'offensive ukrainienne en Russie devait se poursuivre.

L'attaque de Koursk suscitait-elle des dissensions au sein du pouvoir russe ? Forcera-t-elle le redéploiement des effectifs russes dans la région, allégeant ainsi la pression militaire dans l'est de l'Ukraine ? Les Ukrainiens auront-ils les moyens et les forces, si leur intention est de pousser les Russes à négocier, de tenir leur nouveau front sur la longueur ? La Russie décidera-t-elle d'élever le niveau de sa réponse militaire ? Autant de questions qui n'auront de réponses que dans les jours et les semaines qui viennent. ■

La centrale de Zaporijia touchée

« L'incendie qui s'est déclaré sur la tour de refroidissement de la centrale nucléaire de Zaporijia, après une attaque des forces armées ukrainiennes, a été complètement éteint », a annoncé, lundi, le responsable de l'administration mise en place par les Russes dans cette région ukrainienne conquise. Kiev, à l'inverse, a accusé la Russie d'être à l'origine du sinistre qui s'est déclaré dimanche. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui dispose d'une équipe d'experts dans la centrale de Zaporijia occupée par les forces armées russes, a indiqué, dimanche soir, qu'aucun impact n'avait été signalé sur la sûreté nucléaire. « Les experts de l'AIEA ont vu une forte fumée noire s'échapper de la partie nord » du site après avoir entendu « de multiples explosions dans la soirée ». Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a affirmé, dans un message publié sur les réseaux sociaux, que « les occupants russes ont déclenché un incendie » dans la centrale mais « qu'actuellement, les niveaux de radiation sont dans la norme ». Le ministre ukrainien de l'Intérieur a, pour sa part, indiqué qu'« il n'y a pas de risque d'explosion de vapeur ou d'autres conséquences ».

Ce panneau marque l'entrée dans la zone tampon, qui s'étend sur 60 km le long de la frontière entre la Pologne et la Biélorussie.



ADRIEN SARIAT

La zone militarisée entre la Biélorussie et la Pologne dissuade aussi les touristes

Adrien Sarlat
Envoyé spécial à Bialowieza

Caquette sur la tête, lunettes de soleil, et appareil photo dans les mains pour certains, la vingtaine de touristes venus visiter le parc national de Bialowieza sont bien décidés à profiter des mascottes de la région. « Il ne faut pas les nourrir, c'est interdit », s'exclame une petite fille en lisant une pancarte accrochée sur le bord de l'enclos. Mais lorsque les soigneurs s'approchent de la clôture avec une branche d'érable plane pleine de feuilles grasses, les bisons ne se font pas prier. Lentement, comme pour savourer leur entrée, les colosses à la laine brune s'avancent vers leur déjeuner, quittant l'ombre des arbres sous lesquels ils avaient fui la chaleur de l'après-midi.

« Nous avons la population de bisons la plus nombreuse en Europe », souligne Anna Gierasimiuk, en tendant la branche aux imposants bovidés qui font la fierté de la Podlachie, région orientale de la Pologne. Autour de la spécialiste, les touristes se sont massés contre la clôture pour observer - à défaut de pouvoir les toucher - ces animaux rares. Leur empressement et les flashes des appareils ne semblent pas déstabiliser les bisons. Les mammifères les plus massifs de la faune européenne sont habitués à des foules bien plus denses. « Certains touristes ont eu peur de venir dans notre région cette année », regrette Anna en analysant les statistiques d'entrée du parc. Les communiqués qui ont émergé dans les médias sur la mise en place d'une zone tampon à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie ont complètement bouleversé la saison. »

Présentée comme une « zone militarisée » à la frontière polono-biélorusse, censée « réduire le nombre de tentatives illégales de franchir la frontière polonaise », cette zone tampon fait beaucoup parler dans les médias locaux depuis sa mise en place le 13 juin. Elle est la réponse du gouvernement de Donald Tusk à la pression migratoire intensifiée par le dictateur biélorusse, Alexandre Loukachenko.

« On a identifié des étrangers provenant de plus de 40 pays différents qui essaient de traverser la frontière illégalement via des sections interdites, explique la porte-parole des gardes-frontières Katarzyna Zdanowicz. Ils atterrissent légalement à Moscou ou à Minsk, puis ils sont transférés vers notre frontière (par les autorités biélorusses). » Une façon pour le Kremlin et son allié biélorusse de faire pression sur l'Europe et l'Otan en déstabilisant leur flanc est. Cette année, plus de 21300 tentatives de franchir la frontière ont été enregistrées par les gardes-frontières.

Pour beaucoup de Polonais, cette nouvelle zone tampon rappelle la « zone interdite » mise en place en 2021 par le gouvernement précédent, dès le début de la crise migratoire. Le film Zielona Granica (Green Border) d'Agneszka Holland avait d'ailleurs fait scandale en septembre dernier, présentant l'horreur du traitement réservé aux réfugiés dans la forêt par les autorités polonaises comme par les biélorusses. À l'époque, Donald Tusk et ses soutiens dénonçaient cette zone. Maintenant qu'il est premier ministre, il a fait de son rétablissement l'un des points clés de son programme « Tarcza Wschod » (« Bouclier oriental »), vi-

sant à sécuriser les frontières du pays face à ses voisins menaçants.

Avec quelques modifications, cependant : cette bande de territoire interdite d'accès sur 60 kilomètres de frontière ne s'étire que sur 200 mètres de large (jusqu'à 2 kilomètres dans les parties inhabitées du parc national de Bialowieza). « Elle a été conçue pour gêner le moins possible le secteur du tourisme, rassure le major Katarzyna Zdanowicz. Elle n'empiète pas sur les villages frontaliers ni sur les sentiers forestiers. » Selon elle, le dispositif aurait déjà prouvé son efficacité, en réduisant de 70 % le nombre de tentatives de traversées illégales (7000 en mai, contre 1300 en juillet). « C'est l'un des éléments qui permet de sécuriser correctement la frontière et de garantir la sécurité, y compris celle des touristes qui viennent en vacances dans notre belle Podlachie », ajoute-t-elle.

« L'État a l'obligation de nous aider, car c'est nous qui prenons les conséquences de cette situation dans la figure au nom de la sécurité de toute la Pologne. Donc ce serait normal d'attendre que le reste du pays fasse preuve de solidarité »

Marek Czarny Directeur de l'hôtel-spa 3 étoiles Bialowieza,

Mais le message semble avoir été interprété différemment par les touristes. Dans la réserve naturelle de Bialowieza, on enregistre une baisse de fréquentation de 20 % par rapport à l'été dernier. Elle concerne majoritairement les visiteurs polonais, qui ont entendu parler de la zone tampon dans les médias. « On ne sait pas comment leur faire comprendre que ça n'a aucune incidence sur la possibilité de voir la forêt de Bialowieza. Tous les sentiers touristiques, tous les points d'intérêt sont ouverts, comme d'habitude », martèle la spécialiste du parc naturel Anna Gierasimiuk. Si le parc national dépend davantage d'investissements extérieurs que de la vente de billets pour maintenir son activité, la spécialiste s'inquiète surtout pour les guides locaux qui collaborent avec le parc. « Beaucoup d'entreprises familiales dans les alentours se sont spécialisées dans le tourisme régional, et la baisse du nombre de touristes les met en danger car elles ne vivent que de ça », alerte-t-elle.

En arpentant les deux artères principales qui forment le cœur du village de Bialowieza, les trottoirs habituellement encombrés par les voitures des touristes sont tristement vides malgré les heures chaudes de la soirée estivale. Slawomir constate cette désertion jusque dans la salle de son restaurant. « Depuis l'annonce de cette zone tampon, on a environ un tiers, voire moitié moins de touristes que l'année précédente à la même date », se désole-t-il, évoquant pourtant un bon début de saison au printemps.

Habitué à passer tous ses étés dans la région depuis son enfance, cet estivant devenu entrepreneur regrette que les médias ne parlent plus de sa région d'adoption qu'à travers le prisme de la crise migratoire. Fin juin, le quotidien Gazeta Wyborcza titrait : « Frontière polono-biélorusse : la frontière de la

vie et de la mort », tandis que les associations humanitaires ne cessent de dénoncer une « chasse à l'homme dans la zone de Tusk ». « La situation à la frontière ne nous menace pas physiquement. Nous, on s'efforce d'expliquer qu'ici on est en sécurité, on met en place des promotions pour attirer les clients, mais si à côté on reçoit la visite d'un politicien qui fait une photo, près du mur à la frontière ou avec les soldats, ça effraie encore plus les touristes », soupire Slawomir, en contemplant la salle de son restaurant. Seules quatre tables sont occupées.

Entre les maisons en bois jaunes ou orange qui bordent les allées du village, les habitants assurent n'avoir jamais eu peur pour leur sécurité depuis le début de la crise. « J'ai vu plus d'hélicoptères et d'avions de patrouille dans le ciel et de véhicules militaires dans nos rues que de migrants », ironise une habitante retraitée. Le maire, Albert Litwinowicz, ne se dit pas opposé à cette zone tampon, qui participe, selon lui, à la sécurité du village et de ses habitants : « Le problème n'est pas tant cette zone que la situation suscitée par la Biélorussie et la Russie. » Il reconnaît cependant que les pertes liées à la mauvaise saison touristique auront un impact sur les recettes des impôts locaux, dans une localité dépourvue d'autres industries. « Si le tourisme meurt ici, il emporte tout le village dans sa tombe. »

La formule a de quoi inquiéter Doro- ta. Dans sa maison en bois ocre, elle tient depuis plus de quinze ans une chambre d'hôte, mais a subi des annulations en cascade depuis juillet. Malgré ses tentatives pour rassurer ses clients au téléphone, elle enregistre 50 % de nuitées en moins cet été et s'inquiète pour l'avenir de son activité. « Les coûts d'entretien de la maison restent les mêmes qu'elle soit pleine ou non. L'eau, l'électricité... il faut payer tout ça. Mais avec moitié moins de touristes, on gagne deux fois moins, et ça nous met en danger », avoue l'hôte, pour qui la situation semble s'éterniser depuis plus de trois ans, dans la continuité des années Covid.

Du côté des plus grosses structures, la riposte s'organise. À la tête de l'hôtel-spa 3 étoiles Bialowieza, Marek Czarny s'est associé avec plusieurs confrères pour interpellier le gouvernement, alors que début août les trois quarts de ses chambres d'hôtel restent vides. Ces professionnels suggèrent la création de « bons touristiques », une sorte de chèque-vacances valable uniquement dans la région, « d'une valeur de 500 ou 600 zlotys (130 euros environ) par enfant à distribuer aux familles », afin de sauver la saison touristique.

Ces bons permettraient, par exemple, de payer les nuitées à l'hôtel ou chez l'habitant, l'entrée au musée du parc national de Bialowieza, la location de véhicules, ou les repas au restaurant. « L'État a l'obligation de nous aider, car c'est nous qui prenons les conséquences de cette situation dans la figure au nom de la sécurité de toute la Pologne. Donc ce serait normal d'attendre que le reste du pays fasse preuve de solidarité », s'agace l'hôtelier. Mais il sait que la création de ces bons n'écarterait un appel législatif des députés, qui ne réintégreront pas l'Hémicycle avant la fin des vacances parlementaires, aux premiers jours de septembre. Trop tard, donc, pour sauver cette saison, qui semble n'avoir jamais vraiment commencé. ■

Alice Campaignoise

Alors que l'opposition et son candidat, Edmundo Gonzalez Urrutia, continuent de revendiquer la victoire à la présidentielle du 28 juillet, le chef de l'État, Nicolas Maduro, refuse toute négociation, fort du soutien des militaires, qui lui ont confirmé leur fidélité.

« Nous réitérons notre loyauté absolue envers le citoyen Nicolas Maduro, (...) réélu légitimement par le pouvoir populaire pour le prochain mandat présidentiel 2025-2031. » Le général Vladimir Padrino Lopez, ministre de la Défense vénézuélien, apparaissait à la télévision publique le 6 août dernier, entouré de tout l'état-major, pour rappeler sa fidélité au président, dont la réélection est contestée par l'opposition et une partie de la communauté internationale. « Nous rejetons catégoriquement les appels désespérés et séditions (...) de l'ex-candidat Edmundo Gonzalez Urrutia », ajoutait le ministre, tandis que la veille, le principal rival de Maduro lors de l'élection du 28 juillet s'était adressé aux forces armées et policières, dans une lettre publiée sur les réseaux sociaux, pour les inviter à se ranger « du côté du peuple et de leurs propres familles », en reconnaissant leur « volonté qui s'est exprimée le 28 juillet », sa « victoire (...) indiscutable ».

Dans ce message, l'ex-ambassadeur et la dirigeante de l'opposition, Maria Corina Machado, s'adressaient moins aux hauts gradés, proches du président actuel, qu'aux soldats. « Les difficultés qui touchent la population au quotidien, les troupes les vivent aussi », explique la journaliste et spécialiste des questions militaires, Sebastiana Barraez. Les coupures d'électricité quotidiennes, le manque d'eau potable et surtout les salaires de misère sont la réalité de plus de la moitié de la population vénézuélienne, militaires du rang compris.

« À côté de ça, il y a l'état-major qui s'alimente correctement, qui a de bons revenus, et peut envoyer ses enfants étudier à l'étranger », ajoute la journaliste, et des généraux qui circulent dans les rues de Caracas à bord de 4x4 de luxe et vivent dans des villas ultra-sécurisées. Pour l'ancien militaire



Le général Vladimir Padrino Lopez, ministre de la Défense vénézuélien (au centre), entouré de l'état-major, le 6 août dernier, à Caracas. MINISTÉRE DE LA DÉFENSE / AFP

Venezuela : les militaires restent par intérêt du côté du président Maduro

Edgar Morillo, contre-amiral de la marine vénézuélienne qui vit désormais en Colombie, « les salaires du service public sont ridicules, et l'armée n'y échappe pas. Par exemple, je perçois une retraite de 40 dollars, comme contre-amiral ».

Fuite des fonctionnaires

Il a donc fallu « alimenter la voracité » des hauts gradés, explique Morillo, « ils ont été placés à la tête d'institutions ou de grandes entreprises », et parmi elles, des sociétés minières ou pétrolières, rongées par la corruption. C'est ainsi que Nicolas Maduro s'assure de la loyauté de « ces opportunistes », selon le militaire à la retraite, « il passe le message : "Si tu ne restes pas de notre côté, tu feras partie des misérables" ».

Aujourd'hui, environ 40 % du cabinet de Maduro est composé de militaires ou d'anciens militaires, un héritage du commandant Chavez, l'union civico-militaire, la coalition entre armée et population civile, la base de l'idéologie chaviste. Mais les privilèges sont bien loin de retom-

ber sur l'ensemble des forces armées, et le ras-le-bol de l'ensemble de la population vénézuélienne n'épargne pas les soldats.

« Certains bureaux de vote ont été installés dans des casernes, Maduro n'y a pas gagné, raconte Sebastiana Barraez, pourtant, avant les élections, les troupes avaient été bombardées d'informations contre Maria Corina Machado. Malgré tout, c'est l'opposition qui a gagné au sein de cet électoral. » Pour la journaliste, « il y a une division nette au sein de l'armée et c'est le terreau parfait pour une rébellion », mais « ce n'est pas nouveau », ajoute-t-elle, rien n'indique donc que les simples soldats frottent « se ranger du côté du peuple en défense de la constitution », car « ils sont extrêmement surveillés ». Plusieurs services de renseignements, qui répondent directement au président ou à ses proches, sont en effet chargés de garder un œil sur les militaires. « Leurs téléphones sont inspectés de près, et il leur est impossible de se réunir en secret pour organiser quoi que ce soit », selon Barraez.

Cette terreur organisée fait fuir les fonctionnaires, et plus de 4000 militaires ont déserté cette année, selon la journaliste. Au vrai, c'est toute la population vénézuélienne qui craint la surveillance de l'État, renforcée ces dernières semaines. Lors des contrôles des forces de l'ordre, les téléphones portables sont fouillés, en toute illégalité, et gare à ceux qui ont des vidéos pro-opposition ou s'échangent des messages anti-Maduro.

La répression post-électorale a fait 24 morts et donné lieu à 1303 arrestations, selon l'ONG Foro Penal, manifestants, militants pour les droits humains, journalistes et dirigeants politiques. Sans droit à choisir leur avocat, une partie d'entre eux sont déjà poursuivis pour « terrorisme et incitation à la haine ». Dans les rangs de la police aussi la peur ténalisait, selon José*, ancien policier reconverti dans la sécurité privée. « Ils nous observent et peuvent nous mettre derrière les barreaux en moins de deux », confie-t-il, lui qui a refusé une conversation par téléphone, de peur d'être écouté. « Et

aujourd'hui les policiers sont des gamins, ils reçoivent une formation où on leur bourre le crâne avec la révolution bolivarienne et la loyauté à Chavez », déplore-t-il, face à ces nouvelles recrues « malléables, qui n'ont jamais connu l'alternance politique ».

Mais pour le contre-amiral Morillo, au-delà de la peur et de l'endoctrinement des soldats, « l'armée aujourd'hui est une coquille vide. Dans une unité qui devrait accueillir 500 soldats, il y en a à peine 100. Et le matériel, les armes, je ne vous en parle pas, détaille l'ex-militaire. Maduro va partout entouré de militaires, mais ce n'est pas comme s'ils pouvaient faire grand-chose, affirme-t-il. Ils ne vont pas sortir avec leur baïonnette à réprimer les manifestations. » Des observateurs ont noté le mutisme de certains membres de l'état-major ces derniers jours, ce qui pourrait laisser entrevoir une brèche dans l'unité affichée. Mais si désaccord il y a, tout se fait dans la plus grande discrétion, la fameuse union civico-militaire à la tête de l'État est préservée. ■

* Le prénom a été modifié.

En Catalogne, les socialistes succèdent aux indépendantistes

Mathieu de Talliac Madrid

Pour arracher le soutien d'un parti d'extrême gauche, le PS catalan a promis le contrôle total des impôts collectés dans la région.

Retour au calme. Après la folle journée de jeudi, marquée par l'apparition et la disparition de l'ex-président catalan Carles Puigdemont, les prises de fonction institutionnelles. Après quatorze ans de gouvernements régionaux indépendantistes, au tour d'un socialiste de prendre la tête de la communauté autonome. Après dix années de référendums d'autodétermination, de manifestations autodéclarées « historiques » et de procès judiciaires, place à un programme de gestion. Salvador Illa, investi jeudi dernier président de la Generalitat (le nom des institutions catalanes) par le Parlement autonome, a nommé ses « conseillers » (ministres régionaux) qui ont pris leurs fonctions ce lundi.

Dans son exécutif figurent des socialistes pur jus, des indépendants et quelques preuves d'ouverture. Un ancien de Junts (droite indépendantiste), « conseiller » dans deux gouvernements de cette famille politique, a été nommé à la Justice. Deux indépendants au gouvernement sortant (ERC, gauche indépen-

dantiste) sont promus à la Culture et à la Langue catalane. Ce dernier département devient un ministère régional à part entière, l'une des exigences d'ERC pour voter l'investiture d'Illa.

Car pour la première fois depuis dix ans, la logique des deux blocs, sécessionniste contre non-indépendantistes, est rompue. L'addition des forces indépendantistes n'étant plus majoritaire au Parlement, la gauche a forgé une majorité parlementaire en ajoutant aux 42 députés PSC les 20 votes d'ERC et les six de Comuns (gauche radicale). Il s'agit, a déclaré Illa dans son discours, de se concentrer sur « la recherche du bien commun et la défense de la Catalogne comme uniques critères d'action ».

Les mots se rapprochent le plus de ce qui pourrait tenir de centre dans la bouillonnante vie politique catalane. Illa assume les codes de l'identité régionale, notamment « la défense de la langue, colonne vertébrale de la nation catalane ». Il inscrit toutefois cette dernière dans « l'espace commun et partagé qu'est l'Espagne, une Espagne plurinationale, et

(dans) une Europe à l'horizon fédéral ». Ce philosophe de formation et catholique assumé définit ainsi les caractéristiques communes de ses collaborateurs : « La compétence démontrée, l'indépendance de jugement, les valeurs sociales-démocrates et l'humanisme chrétien. »

« Tout le monde constate un changement de cycle. Ce qui est moins clair, c'est dans quelle direction »

Marc Sanjaume

Professeur de science politique

« Tout le monde constate un changement de cycle, confirme Marc Sanjaume, professeur de science politique à l'université Pompeu Fabra de Barcelone. Ce qui est moins clair, c'est dans quelle direction. Une première option est que le gouvernement Illa se concentre sur la gestion du quotidien sans toucher au dos-

sier institutionnel. L'autre possibilité est que, poussé par sa position de gouvernement en minorité, il ouvre à moyen terme la question du statut politique de la Catalogne. La moitié du corps électoral a participé en 2017 à un référendum qui a été interdit, et le problème reste entier. Or, on observe que quand il existe un conflit territorial, en Corse, en Nouvelle-Calédonie ou au Québec par exemple, on ne peut pas réformer le couvercle comme si de rien n'était. »

Pour commencer, le Parti socialiste des Catalans (PSC) s'est engagé, avec le feu vert du chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, à défendre le transfert de l'ensemble des compétences fiscales à la Catalogne. La région, affirmant PSC et ERC dans le texte de leur accord, doit pouvoir gérer seule la levée, la gestion et le contrôle des impôts payés par ses contribuables. Puis elle signerait un chèque qui couvrirait la partie proportionnelle des services communs prêtés par l'État (affaires étrangères, défense, etc.) et un effort de solidarité avec les régions moins ri-

ches, charité plafonnée par une formule mathématique. Une condition sine qua non exigée par ERC pour voter la confiance à Illa.

Sauf que cette révolution fiscale, craignent la droite et une partie des barons socialistes dans les territoires, achèverait de morceler les règles de la comptabilité publique espagnole, les plus petites régions du Pays basque et de la Navarre contrôlant déjà leurs finances. Et qu'il n'est pas garanti que la majorité de conjoncture qui a porté Sanchez à la présidence du gouvernement s'entende pour concéder ce privilège structurel à la Catalogne.

Pendant qu'Illa s'installait au Palais de la Generalitat, siège du gouvernement catalan, l'un de ses prédécesseurs et de ses principaux opposants confirmait par une vidéo être rentré en Belgique. Puigdemont, recherché par la justice espagnole, s'est targué d'« avoir la capacité d'entrer et de sortir » de Catalogne. Comme disait Pierre Dac du Sâr Brandrath Duval, « il peut le faire ! » ■

La fièvre catarrhale inquiète les éleveurs

Éric de La Chesnais

Après l'apparition de nouveaux cas, l'État a lancé en urgence une campagne de vaccination contre ce virus mortel pour les moutons.

Un été à hauts risques pour les éleveurs de moutons. Outre les risques de prédation de leur troupeau par le loup ou l'ours, y compris en plaine, ils doivent également faire face à l'expansion d'un virus potentiellement mortel pour leurs animaux. Celui de la fièvre catarrhale ovine (FCO), encore appelée « maladie de la langue bleue », signe de cyanose, c'est-à-dire d'un appauvrissement de l'organisme en oxygène.

Ses symptômes incluent une langue pendante, de la fièvre et des troubles respiratoires. « Il existe 36 types différents de ce virus, appelés "sérotypes", indique l'Anses, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation. Le pouvoir pathogène du virus varie considérablement d'une souche à l'autre. Certaines souches virales provoquent des retards de croissance chez les animaux malades, la mort de certains animaux et des avortements chez les femelles infectées. » La forme de ce virus actuellement en circulation, le sérotype 3 hautement pathogène, est apparue en Europe en septembre 2023 aux Pays-Bas. Il s'est ensuite répandu en quelques semaines en Belgique, en Allemagne et au Royaume-Uni.

En France, il a été détecté pour la première fois lundi 5 août, dans un élevage de Marpent, près de Maubeuge, dans le Nord. Deux autres cas ont été décelés en fin de semaine dernière : l'un dans l'Aisne et l'autre dans une ferme des Ardennes, à Viereux-Wallerand, à quelques kilomètres de la frontière belge. De nombreux autres foyers risquent d'être confirmés prochainement.

Déjà 22 « suspicions » ont été recensées par les autorités sanitaires publiques dans le Nord. Deux autres cas ont été dans le Pas-de-Calais, territoire qui ne partage pourtant aucune frontière avec la Belgique. Chez nos voisins,



Dans le Sud-Ouest, des élevages de brebis sont décimés par le sérotype 8 de cette maladie virale qui touche les ruminants mais n'affecte pas les êtres humains ni les denrées alimentaires. BELLOUMI / PHOTOQR/VOIX DU NORD/MAXPPP

l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire est en alerte, car la FCO se répand comme une traînée de poudre. Elle a déjà recensé 308 foyers de sérotype 3.

Pour limiter l'expansion de cette épizootie au reste de l'Hexagone, le ministère de l'Agriculture a décidé

« La vaccination est le moyen de prévention le plus efficace mais représente un coût élevé »

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation

d'avancer de deux jours, c'est-à-dire dès le lundi 12 août, sa campagne massive de vaccination gratuite auprès des éleveurs des six régions où le risque de propagation de FCO de sérotype 3 est le plus fort : les Hauts-de-France, la Normandie, l'Île-de-France, le Grand Est, le Centre-Val de Loire et la Bourgogne-Franche-Comté.

Il y a urgence : les cheptels français n'ont développé aucune résistance au

sérotype 3 car ils n'y ont jamais été confrontés. « La vaccination est le moyen de prévention le plus efficace mais représente un coût élevé », admet l'Anses. Le gouvernement en est conscient. Il s'engage à « prendre en charge les visites vétérinaires aux animaux suspects de FCO, pour les détecter et les vacciner, ainsi que les coûts des analyses en laboratoire pour les prélèvements », lit-on dans un arrêté paru au Journal officiel ce dimanche.

« Au total, 6,4 millions de doses de vaccin, dont 1,1 million pour les ovins et 5,3 millions pour les bovins (porteurs sains de la maladie, NDLR), seront fournies par l'État aux éleveurs, explique-t-on Rue de Varenne. Ils pourront passer commande auprès d'un vétérinaire sanitaire, qui recevra le vaccin à partir du 12 août, et pourront l'administrer eux-mêmes à leurs bêtes. » « Plus il y a de monde qui vaccine, plus on limitera la propagation, plus on limitera les dégâts, souligne Valéry Lecerf, éleveur ovin et bovin à Cavour-Saint-Martin dans le Pas-de-Calais et président du Groupement de défense sanitaire (GDS) du dé-

partement. C'est aussi l'avenir des troupeaux qui est en jeu », complète le responsable de cette association rassemblant la presque totalité des élevages ovins de ce territoire afin de prévenir des crises sanitaires.

D'autres sérotypes, apparus sur le Vieux Continent il y a plusieurs années déjà, sont toujours en circulation en Occitanie et en Corse. « Le réchauffement climatique et les échanges internationaux ont favorisé l'apparition de ce virus qui se transmet par un moucheron culicoides », écrit l'Anses. Dans le Sud-Ouest, des élevages de brebis sont décimés par le sérotype 8 de cette maladie virale qui touche les ruminants mais n'affecte pas les êtres humains ni les denrées alimentaires. « La recrudescence brutale de FCO en Ariège, dans l'Aude et les Pyrénées-Orientales touche de nombreuses fermes d'élevage, y compris sur des animaux en estives », déplore la Confédération paysanne. « À ce stade, nous avons d'ores et déjà 4000 brebis mortes dans ces 3 départements, et on pense atteindre les 6000 d'ici à la fin du mois, sur un total de

130 000 animaux, soit près de 5 % du cheptel affecté », estime Myriam Cormary, directrice de la chambre d'agriculture des Pyrénées-Orientales.

« La maladie est très pénalisante pour les petits élevages lait et viande, avec une mortalité importante, et, dans certains cas, un arrêt de la production de lait ou de fromage, observe pour sa part Philippe Lacube, président FNSEA de la chambre d'agriculture d'Ariège. Les exploitations ovines étant déjà en difficulté financière pour la plupart, on aura besoin d'indemnités du ministère, sinon, des éleveurs vont arrêter. »

« La maladie est très pénalisante pour les petits élevages lait et viande, avec une mortalité importante, et, dans certains cas, un arrêt de la production de lait ou de fromage »

Philippe Lacube

Président FNSEA

de la chambre d'agriculture d'Ariège

Son collègue corse Joseph Colombani fait le même constat. « On va vers une catastrophe annoncée de la race à petit effectif qui constitue la brebis corse, qui compte 70 000 individus, prévient le responsable régional de la FNSEA, aussi président de la chambre d'Agriculture de Haute-Corse. Nous estimons à plus de 1 millier les animaux affectés par le sérotype 4 ou 8, désormais. À cause de ces mortalités, des avortements provoqués et l'absence de lait pendant un an, cela va entraîner d'importantes pertes à hauteur de 30 % de nos revenus environ. Elles doivent être indemnisées par l'État, d'autant que les vaccins nous coûtent 2,50 euros par brebis. »

Une campagne massive de vaccination dans les territoires du Sud pourrait donc aussi être nécessaire. « Il y a eu des périodes où il était difficile de se fournir en vaccins », indique Elodie Reversat, directrice GDS de l'Ariège. Certains éleveurs ont été prévoyants. « J'ai commandé en automne mes doses auprès de mon vétérinaire pour vacciner mes brebis au printemps avant la montée en estive, explique Giséle Gouazé, éleveuse de brebis dans l'Ariège. D'autres sont en train de vacciner seulement maintenant. Il y a un rappel l'année d'après. Rien n'est pris en charge. Pour mes 480 brebis, cela m'a coûté 1200 euros, soit 2,50 euros par animal. Dans la montagne, il y a aussi des cas isolés. Nous avons un groupe WhatsApp pour communiquer entre éleveurs sur ce sujet. » ■

« Il faut laisser notre quartier tranquille ! » : ces voisins du Champ-de-Mars qui ne veulent plus du Grand Palais éphémère

Stéphane Kovacs

Alors que la société qui l'a conçu aimerait rester « encore cinq, six ans », certains dénoncent un « envahissement du parc par l'événementiel ».

C'est une courbe exponentielle... dont ils ne voient pas la fin. En 2022, selon les statistiques de la mairie de Paris - calculées sur huit mois, entre mars et octobre -, le Champ-de-Mars a été occupé quatre jours sur dix par des activités événementielles. En 2023, c'était sept jours sur dix. Cette année, c'est carrément dix jours sur dix, s'effarent les Amis du Champ-de-Mars. Le Grand Palais éphémère, les Jeux olympiques... Dans quel état allons-nous récupérer notre parc ?

Voilà trois ans que la structure en bois du Grand Palais éphémère, imaginée par le groupe GL Events avec l'architecte Jean-Michel Wilmotte, s'est installée face à l'École militaire, dans l'axe de la tour Eiffel. Un bâtiment provisoire de 10 000 m², conçu pour accueillir les événements le temps des travaux du Grand Palais, puis, transformé en « Arena Champ-de-Mars » durant les JO, pour abriter les épreuves de judo et de lutte. Le contrat prévoit un démontage à l'issue des Jeux, avant la fin novembre 2024.

« L'envahissement du parc par l'événementiel n'a plus de limites et empire d'année en année, s'indigne Corinne Roy, vice-présidente de l'association des Amis

du Champ-de-Mars. Et voici que le jumping Longines annonce son retour pour 2025 (cette année, en juin, il avait dû s'exiler à Bagatelle, NDLR) ! On ne peut pas concilier indéfiniment champ de foire et jardin public... Le Champ-de-Mars n'en peut plus des privatisations sans fin, des montages et démontages d'infrastructures, du bruit des groupes électrogènes. Il faut qu'on le laisse tranquille ! »

Chez GL Events, on précise que « compte tenu de la taille, de la configuration du bâtiment, de sa charpente exceptionnelle, il faudra de toute façon plus de temps que prévu pour démonter le Grand Palais éphémère. Si on le démonte. » « Avant ce Grand Palais éphémère, le Champ-de-Mars a toujours été un lieu où il se montait des bâtiments, un lieu qui avait une vocation de parades militaires, fait valoir Olivier Ginon, président fondateur du groupe. Après l'Exposition universelle de 1889, la tour Eiffel est finalement restée ! Avec toutes les manifestations culturelles qu'il a abritées et les 10 médailles au judo, le Grand Palais éphémère est devenu iconique. »

Depuis un mois, seules les allées qui entourent le Champ-de-Mars sont accessibles au grand public. Le reste de ses

24 hectares est réservé aux porteurs de billets pour les JO, caché derrière de hautes palissades en bois. Les touristes se contorsionnent pour prendre une photo de la tour Eiffel sans barrières ni grillages. « Ces manifestations incessantes sont un préjudice pour la santé du Champ-de-Mars, relève Patrick, riverain. On ne peut pas imaginer que la nature s'y régénère si on le maltraite ainsi. Il y a eu des efforts de la part des jardiniers qui ont fait de belles plantations, mais très vite cela s'est dégradé à cause de la foule. »

Une prolongation de l'occupation du site ne pourrait se faire qu'avec l'accord du Conseil de Paris

Tout au long des allées, de multiples flaques d'eau témoignent du « tassement des sols à cause du passage des camions », montre Corinne Roy. De nombreux arbres ont également été blessés par des engins de chantier. « Dans les conditions actuelles de dérèglement climatique, on multiplie les stress sur les arbres, déplore Louis Vallin, vice-président de l'associa-

tion A.R.B.R.E.S. Ça les affaiblit et après un certain temps, des champignons apparaissent, qui les consomment de l'intérieur. Après, il faut les abattre. »

Sans compter « le guignol, les manèges, le circuit de petites voitures, l'orgue de barbarie, qui ont dû laisser la place aux installations olympiques depuis mai, énuère Corinne Roy. Et aussi les trois lignes de bus qui ont été détournées. C'est toute une vie qui s'est arrêtée ! Certes, les pickpockets, les joueurs de bonneteau et autres vendeurs à la sauvette ont été éloignés par une présence policière abondante, mais les riverains ne peuvent même pas en profiter pour se promener tranquillement... »

La sécurité, un autre argument que met en avant GL Events : « Les Parisiens ont pu constater que la sécurité est bien meilleure côté Grand Palais éphémère qu'autour de la tour Eiffel, pointe Olivier Ginon. Un récent sondage montre en outre que 80 % d'entre eux en ont une bonne image. » Même si, dans ce même sondage OpinionWay, les habitants du 7^e arrondissement sont un peu plus circonspects : 68 % en ont une bonne image, et 53 % souhaitent un prolongement de sa mission.

Alors que « le Centre Pompidou va fermer pour travaux, que le Grand Palais n'a

pas terminé les siens et qu'une partie des installations de la porte de Versailles va fermer », le concessionnaire du Grand Palais éphémère se verrait bien « rester encore cinq, six ans » : « Si Paris, capitale de la mode, veut garder son leadership, il faut conserver cette structure exceptionnelle », plaide-t-il.

Une prolongation de l'occupation du site ne pourrait toutefois se faire qu'avec l'accord du Conseil de Paris. Or, si Anne Hidalgo ne serait pas totalement fermée à cette idée, la mairie assurant au Figaro, au mois d'avril, que « le Grand Palais éphémère devra quitter les lieux ». « Ce serait le gâchis d'argent public que de démonter le Grand Palais éphémère maintenant !, insiste Olivier Ginon. Avec les coûts de démontage, ça ferait une enveloppe de 70 millions d'euros qui s'envolerait, alors que l'on manque en permanence de place pour l'événementiel dans Paris ! Pour la mairie, empêcher un loyer perdant encore quelques années serait salutaire. Pour les Amis du Champ-de-Mars, nous sommes prêts à planter de nouveaux arbres. Ce que nous demandons, dès la fin des JO en septembre, c'est que l'on se mette autour d'une table, pour que tout le monde y trouve son compte. » ■

Les Jeux paralympiques prêts à rallumer la flamme

Jean-Julien Ezvan

La ruée vers l'or va reprendre dans seize jours au sein même des sites olympiques. L'événement soigne les derniers détails.

« C'est n'est pas la fin des Jeux. Car dès le 28 août débutera le match retour des Jeux de Paris 2024, avec les Jeux paralympiques. Et ça va être dingue ! Car le retour des Jeux sera aussi le retour de la flamme », annonce Tony Estanguet, le président du Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

Pour éviter un « JO blues » trop violent, les Jeux paralympiques (4400 athlètes en lice dans 22 sports et 549 épreuves, dont deux propres aux Jeux paralympiques : la boccia, comparée à la pétanque, et le goalball, pensé pour les personnes malvoyantes) s'annoncent, en s'appuyant sur une carte des sites comparable : Grand Palais (escrime fauteuil et parataekwondo), Arena Champ-de-Mars (parajudo et rugby fauteuil), Invalides (para-tir à l'arc), pont Alexandre-III (paratriathlon), tour Eiffel (ceci-foot), château de Versailles (para-équitation), Roland-Garros (tennis fauteuil), Paris La Défense Arena (paravélo), Arena Bercy (basket fauteuil), vélodrome de Saint-Quentin-en-Yvelines (paracyclisme sur piste), Vaires-sur-Marne (paraviron, paracanoe)... et prolongeront la fête du 28 août au 8 septembre.

L'occasion, pour ceux qui ont finalement regretté d'avoir fui l'événement olympique et l'ont suivi de loin, de s'en approcher et d'en profiter. « Pendant

des années, nous avons évolué avec ces projets en parallèle, détaille Tony Estanguet. J'ai trouvé cela très enrichissant et très complémentaire d'essayer en permanence de réfléchir à la façon dont on peut faire grandir les Jeux paralympiques, en leur faisant profiter du moteur olympique, qui est plus fort, plus puissant, qui a

« Les Jeux paralympiques, c'est un événement que nous n'avons jamais organisé en France. On avait envie de se mettre au défi et d'être le plus ambitieux possible. Et on a envie de les réussir »

Tony Estanguet Président du Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024

plus d'aura médiatique, de poids économique. Les Jeux paralympiques, c'est un événement que nous n'avons jamais organisé en France. On avait envie de se mettre au défi et d'être le plus ambitieux possible. Et on a envie de les réussir. On a fait bouger les lignes sur le logo, sur les sites, sur l'ambition générale. C'est un défi, ça reste un défi parce que les Français connaissent moins les Jeux paralympiques, ils connaissent moins les athlètes paralympiques, mais ils vont les découvrir. Et moi, je suis sûr que le bilan de Paris 2024 sera très fort dans sa dimension

paralympique. Cela va nous faire un bien fou, cela va nous réveiller sur ce sujet un peu tabou qui nous met mal à l'aise dans une société plus inclusive, moins discriminante. On en a besoin et je pense que les Jeux paralympiques sont un véhicule puissant pour faire bouger les lignes. Donc, j'ai hâte de voir la France vivre ses premiers Jeux paralympiques. »

Le relais de la flamme sera, dans un premier temps, chargé d'allumer l'envie, de partager la chaleur. Allumée mi-août à Stoke Mandeville (à une cinquantaine de kilomètres de Londres), fief des premiers Jeux paralympiques, en 1960, où elle restera quelques jours, la flamme effectuera son périple en France entre le 25 et le 28 août (date de la cérémonie d'ouverture, place de la Concorde, qui accueillera 60 000 spectateurs). Il n'y aura pas de section de relais en Angleterre. Transférée en voiture jusqu'au tunnel sous la Manche, puis portée par 24 relayeurs britanniques, la flamme sera transmise sous le tunnel à 24 relayeurs français. Gregory Murac, directeur délégué du relais de la flamme, détaille le dispositif : « Au moment où ils sortiront du tunnel, à Calais, la flamme sera, de manière di-

gitale, envoyée dans onze autres villes du pourtour de la France. » Valenciennes, Amnéville, Strasbourg, Thonon-les-Bains, Antibes-Juan-les-Pins, Montpellier, Lourdes, La Roche-sur-Yon, Lorient, Saint-Malo et Rouen seront alors éclairées et cadres d'un site de célébration et de relais. Le 26 août sera lancée la convergence des flammes vers Paris (via Lyon ou Limoges). Le 27 août, les flammes viendront allumer les départements d'Île-de-France.

Un parcours qui célébrera l'histoire et le patrimoine nationaux (La Roche-sur-Yon, Arras), passera par des villes engagées dans le sport et les Jeux (Chambly ou Deauville), mettra en avant des « territoires qui s'engagent au quotidien pour la pratique sportive et pour l'inclusion », confie Delphine Moulin, directrice des célébrations de Paris 2024, en citant Lorient, Blois, Châlons-en-Champagne, Vichy, Chartres ou Troyes. Avant, le 28 août, de converger vers des points de relais dans Paris en vue de la cérémonie d'ouverture.

Environ 1000 porteurs, personnes en situation de handicap et valides (800 individuels et 200 dans le cadre de relais collectifs), défilent. Sur le même principe que celui retenu pour le relais de la flamme des Jeux olympi-



La cérémonie de clôture a été marquée par un passage de relais inédit, dimanche, au Stade de France, entre les athlètes des Jeux olympiques et ceux des Paralympiques, qui se dérouleront du 28 août au 8 septembre.



45 000 volontaires ont offert leur temps et leur cœur lors de la finale du canoë slalom masculin, le 29 juillet, au

Ce que la rédaction a (beaucoup) aimé et (un peu) moins aimé lors des Jeux olympiques

■ ON A AIMÉ

Le Paris de rêve

Sites iconiques, ambiance féérique, bienveillance collective, étrangers avec appareil photo en bandoulière conquis, policiers (souriants) de tous horizons et de toutes nationalités, vil- le propre, transports à l'heure et sans grève... Cette quinzaine magnifique restera éternelle aussi, au-delà des exploits sportifs, pour cette légèreté et cette sensation de bien-être ressenties tout au long de ces JO. Paris n'a jamais été aussi agréable à vivre que pendant cette parenthèse enchantée. Le réveil s'annonce brutal. On ne veut pas y penser. Dans notre esprit, mêlant déjà nostalgie et mélancolie, les Jeux seront éternels.

Baptiste Desprez

L'escrime en majesté au Grand Palais

On se doutait que l'escrime dans le cadre du Grand Palais serait époustouflante. On n'était pas préparés au choc. La Grande Verrière, majestueusement voilée de blanc, deux tribunes à pic, les finalistes se présentant au grand balcon pour descendre le ma-

jestueux escalier jusqu'à la piste. Sous l'immense nef, le public s'en est donné à cœur joie. Trépannant sur les tubulaires pour faire gronder le tonnerre, entonnant des *Marseillaise* vibrantes pour soutenir chaque Tricolore. Une ambiance de feu pour un décor de rêve. La magie des superbes monuments de Paris a pleinement joué son rôle.

David Reytrat

La fête et la ferveur

« Une dinguerie ! Une ambiance de malade ! Sans ce public, nous aurions perdu... » Ces mots ne sont pas les miens, mais ceux des athlètes français interrogés après leur performance. Tous révalent, chez eux, d'un immense soutien populaire. Et tous ont vu leurs rêves se réaliser au-delà même de l'imaginable. Les arènes devenaient des chaudrons et, même dans la rue, partout, Paris a vibré. Pour quelle autre occasion peut-on voir des terrasses bondées d'enthousiasme et trembler pour de la nation et un fabuleux Léon Marchand ? Seul le foot en a eu l'expérience, mais là c'est l'ensemble du sport français qui a été emporté par une vague d'amour incommensurable. Et telle-

ment émouvante lorsqu'on sait le travail et les sacrifices que ces athlètes ont faits.

Cédric Callier

La main qui tremble de Djoko
Après sa victoire en finale du tournoi olympique face à Carlos Alcaraz, synonyme de première médaille d'or, le Serbe a été submergé par les émotions. Agenouillé sur la terre battue de Roland-Garros, sa main tremblante posée sur le sol a témoigné d'un immense soulagement et d'une gigantesque fierté après trois Olympiades, où il avait échoué à décrocher l'or. Et difficile, même pour les « anti-Djokovic » de rester insensible à sa fibre patriotique. La meilleure réponse à ceux qui disent que les multimillionnaires du tennis ou du golf n'ont pas leur place aux Jeux. L'Américain Scottie Scheffler, sacré champion olympique de golf, a également fondu en larmes pendant l'hymne national américain. La puissance inégale des JO a encore frappé.

Romain Schneider

La chute glissante réchauffée par le soutien populaire

Après une lourde chute survenue seulement 5 kilomètres après le dé-

part sur une chaussée détrempée, Søren Wærnenskjold a été contraint à l'abandon dans le contre-la-montre. Cuissard déchiré, avant-bras ensanglantés et yeux mouillés, le Norvégien a été acclamé par l'ensemble des spectateurs accourus par milliers aux Invalides. Des applaudissements, des cris de soutien qui ont redonné le sourire au coureur de 24 ans avant de prendre place dans sa voiture de course. Spectacle gratuit, le cyclisme et sa ferveur n'ont pas de prix.

Thomas Le Bourdelles

Le cœur des équipes de France de basket 5x5

Durété, rugosité, combat... Avant les aspects techniques, les deux équipes de France de basket 5x5 ont déjà brillé dans l'état d'esprit. Des guerriers, insubmersibles et valeureux, irréprochables dans l'attitude. Dès le départ pour les filles, les messieurs ayant opéré une métamorphose spectaculaire après les poules. Le résultat est le même : l'argent et des finales épiques contre Team USA. Bleus et Bleues ont du cœur. Ils sont entrés dans celui des Français.

Christophe Remise

Le triathlon, une fête pour tous

En descendant de la ligne 9 du métro à Franklin-D.-Roosevelt, j'ai vite compris. Comme une arrivée du Tour de France, une foule impressionnante entourait les barrières des Champs-Élysées et de l'avenue Montaigne. « Tu as vu le bruit lorsque les Français sont passés », s'est émerveillée, surprise, une spectatrice. Moi qui n'avais pas de billet pour une épreuve des JO, j'ai clairement profité de celle de triathlon, gratuite, sous le soleil et dans les plus belles rues parisiennes. On en redemande.

Thomas Larroquette.

L'engouement populaire autour des épreuves gratuites

Nous étions nombreux à être restés sur le carreau, sans billet pour les compétitions. Heureusement, il restait les épreuves accessibles à tous. Absent de la capitale cet été, le cyclisme faisait son retour. Les Parisiens sont venus en masse pour applaudir les héros d'un jour, notamment sur la butte de Montmartre. Des heures d'attente pour 10 secondes de bonheur. Mais, pendant ce

me

Thomas Bach, la dernière danse

Épilogue et émotion. Élu à la présidence du CIO en 2013, réélu en 2021, Thomas Bach, qui fut champion olympique de fleuret par équipes en 1976, a annoncé samedi, en clôture de la 142^e session de l'instance faïtière, qu'il ne se représenterait pas. « Je respecte la Charte et ne solliciterai pas un nouveau mandat », a résumé le dirigeant allemand (70 ans), très ému, en mettant fin au suspense. L'élection se déroulera à Olympie, du 18 au 21 mars 2025. Durant les mandats du dirigeant allemand, le CIO a notamment résisté au scandale russe de dopage organisé révélé à la suite des Jeux d'hiver de Sotchi, en 2014, vécu le report d'un an des Jeux d'été de Tokyo 2020 en raison de la pandémie de Covid-19 et organisé les Jeux d'hiver 2022 à Pékin, toujours pendant la pandémie. Et la route des futurs rendez-vous aux anneaux est bien dégagée. Les Jeux d'été 2032 (Brisbane), les Jeux d'hiver 2030 (les Alpes françaises), 2034 (Salt Lake City), avec une forte option pour 2038 (Suisse) ont été attribués. « Pas moins de 13,5 milliards de dollars de revenus sont assurés jusqu'en 2032, entre les droits de télévision et les contrats de partenariat. Les Jeux olympiques de l'esport, l'une de ses initiatives les plus inattendues, ont trouvé un pays hôte, l'Arabie saoudite, pour un bail de douze ans. Le décor était nettement moins dégagé en 2013, lorsqu'il a été élu (par les membres du CIO) à la session de Buenos Aires pour succéder au Belge Jacques Rogge », rappelle le site spécialisé Francs Jeux.

Dans la coulisse, la course à la succession de Thomas Bach va se lancer.



Ce qui m'intéresse, ce n'est pas la présidence pour la présidence, mais la présidence pour ce qu'elle permet de faire

David Lappartient Président de la Fédération internationale de cyclisme et du Comité national olympique et sportif français

Parmi les candidats possibles, une figure se détache, celle de Sebastian Coe, l'emblématique président de la Fédération internationale d'athlétisme. Son passé d'athlète (notamment médaillé d'or sur 1500 m aux JO de Moscou, en 1980, et Los Angeles en 1984), d'organisateur (chef d'orchestre des Jeux olympiques de Londres en 2012) et d'homme politique (député) plaide pour lui, mais ses prises de position n'ont pas toujours fait l'unanimité (exclusion des athlètes russes des compétitions et primes de 50 000 dollars pour les médaillés d'or dans les épreuves d'athlétisme durant les JO de Paris 2024, notamment). Le séduisant Britannique (67 ans) n'est pas seul à pou-

voir prendre la suite. Parmi ceux qui pourraient se lancer, figurent l'Espagnol Juan Antonio Samaranch (64 ans; fils de celui qui fut président du CIO entre 1980 et 2001), le Japonais Morinari Watanabe (65 ans), le Français David Lappartient (51 ans; président de la Fédération internationale de cyclisme et du Comité national olympique et sportif français), la Zimbabwéenne Kirsty Coventry (41 ans) ou la Néerlandaise Nicole Hoevertz (60 ans).

L'heure n'est pas aux fracassantes déclarations d'intention. Avant les JO, interrogé quant à savoir s'il pourrait être intéressé, David Lappartient nous avait confié : « Je suis membre du CIO, très heureux et fier de l'être. L'olympisme me passionne. Le CIO me passionne aussi. J'ai la chance d'être président de fédération internationale, je connais un volet. Je suis président de Comité national olympique, je connais un autre volet. Je sais aussi ce que c'est de porter un dossier de candidature olympique (Jeux d'hiver 2030). Je préside aussi la commission e-sport du CIO, je vois le fonctionnement interne du CIO, et tout cela me donne envie de poursuivre mon action au sein de la famille olympique. Oui cela me mènerait-il ? L'avenir nous le dira. Mais j'aime l'olympisme, ses valeurs, les rencontres entre les cultures, le fait que le sport soit facteur d'unité. J'aime vraiment cela. Tout ce volet international, de diplomatie par le sport, c'est quelque chose d'intéressant. Mais ce qui m'intéresse, ce n'est pas la présidence pour la présidence, mais la présidence pour ce qu'elle permet de faire. Il y a plein de choses à faire pour faire bouger les lignes... » ■ J.-J.E.

ques : 200 mètres et 4 minutes. Habillés de la même tenue blanche. Et portant la même torche que celle des JO, dessinée par Mathieu Lehanneur.

Nantenin Keïta, figure du para-athlétisme (qui avait, entre Florent Manaudou et le rappeur Jul, accueilli la flamme olympique à Marseille, point de départ du relais de la flamme), et Alexis Hanquingant, légende du paratriathlon (qui était avec la flamme sur les marches du Festival de Cannes), seront les porte-drapeaux de la délégation française (236 sportifs sélectionnés) lors de la cérémonie d'ouverture. Traits d'union parfaits. Eux qui, lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, le 26 juillet, étaient dans les jardins des Tuileries aux côtés de Marie-Amélie Le Fur, présidente du Comité

paralympique et sportive française, et des légendes du sport français ayant transmis la flamme à Teddy Riner et Marie-Josée Pérec.

Brûlant du désir que ces Jeux paralympiques, comme les JO, soient une fête, Tony Estanguet assure : « Les ventes de billets décollent. C'est plutôt bien. On vend à peu près cinq fois plus de billets par jour qu'avant le début des JO. Il y a un effet JO sur les Para. C'est souvent le cas, on s'y attendait. Mais c'est quand même mieux quand ça se passe. Il reste encore beaucoup d'opportunités de billetterie, on a des millions de places, il ne faut pas hésiter à s'offrir une expérience inédite sur ces Jeux para, avec les mêmes décors, à des tarifs très accessibles. On va découvrir de nouveaux athlètes, de nouvelles disciplines, profitons-en. » ■



ant les Jeux olympiques de Paris 2024 (à gauche). Cf-dessus, des supporters français stade nautique de Vaires-sur-Marne (Seine-et-Marne).



Thomas Bach, président du Comité international olympique, aux côtés de Léon Marchand et des athlètes choisis pour représenter l'ensemble des continents, dont Teddy Riner, dimanche soir, au Stade de France, à Saint-Denis.

mpiques

week-end de rêve, rien ne freinait le Parisien, qui patientait en faisant copain-copain avec son voisin. La magie a opéré.

Tom Gagnaire

Le succès du basket 3×3 à la Concorde

On l'a vu sans public à Tokyo il y a trois ans. On l'a découvert pour de vrai à Paris cette année. Le basket 3×3 a conquis la place de la Concorde pendant six jours du matin au soir. Cette discipline ultra-dynamique, qui ne peut vivre sans musique pendant les matchs, a embrassé la dimension « festival » qu'ambitionnait la Concorde, où se tenait aussi le BMX freestyle, le skate et le breaking. La fièvre s'est emparée du lieu le lundi 5 août lorsque les Bleus, sous une chaleur suffocante, ont cru à l'or jusqu'à la dernière seconde de la finale, tard dans la soirée. Une folle nuit d'été.

Sébastien Ferreira

Le Club France et la Villette en feu

La fête partout dans les stades, mais aussi au parc de la Villette. Annoncé comme un gouffre financier, le Club France est surtout devenu le lieu de

rassemblement des Jeux, the place to be pour ceux qui n'avaient pas forcément de billets pour les compétitions. Un engouement phénoménal (la totalité des billets écoulés en moins d'une semaine) et une joyeuse ambiance multiculturelle ont émané de la Grande Halle et du parc de la Villette. Car autour du Club France, lieu iconique de célébration des champions français, une quinzaine de nations avaient installé leur « maison », notamment la Casa Brasil et son terrain de beach-volley, très prisés par les touristes venus de tous horizons.

Lucas Michel

Les volontaires, le cœur des JO Ils représentent le premier et le dernier contact avec les Jeux. Ils ouvrent la porte et accompagnent les spectateurs. Ils aiguillent, installent et s'éclipsent. Dans les dédales des installations, ils réapparaissent, toujours disponibles. Les volontaires occupent un rôle essentiel dans la réussite des Jeux. Discrètes mais indispensables petites mains. Les 45 000 volontaires de Paris 2024 ont été à la hauteur de l'enjeu. Sous la canicule ou sous la pluie, de jour comme de nuit, ils ont chanté, dansé pour animer les files

d'attente devant les sites bondés. Puis accompagné les marées montantes et descendantes au fil des sessions. Un travail de fourmi. Les volontaires ont offert leur temps, leur cœur. Les visiteurs étrangers repartent avec ces sourires.

Jean-Julien Ezvan

Des journalistes du « Figaro » en forme olympique

Il n'y a pas que les athlètes pour réussir ou pas leurs Jeux. Les journalistes qui rapportent leurs exploits vivent eux aussi une quinzaine (voire plus avec les avant et les après) sous haute tension. Avec des journées qui s'étirent jusqu'au bout de la nuit, des articles à rédiger dans l'urgence et en nombre, des déplacements parfois compliqués, la fatigue s'invite rapidement et les rédactions en sortent toujours épuisées. Celle du Figaro n'échappe pas à la règle après s'être donnée à fond pour faire vivre ces magnifiques Jeux dans le journal, sur le web et à la télévision. Le tout dans une ambiance déigne de l'esprit olympique, avec des coups de chaud mais sans aucun coup de boue. Grâce à une belle coopération entre les services. Notre victoire à nous.

Martin Couturier

ON N'A PAS AIMÉ

La solitude du centre aquatique de Saint-Denis

C'est la seule infrastructure sportive construite en dur pour ces JO. Et il y a de quoi être déçu. Le centre aquatique, perdu dans les herbes folles de l'autre côté de l'autoroute, le Stade de France en toile de fond, est loin, très loin du point d'arrivée des transports en commun : 1,5 kilomètre à pied pour découvrir une piscine aux dimensions modestes (un bassin, une fosse à plongeon), des gradins ne pouvant accueillir que 5 000 personnes pour une ambiance feutrée en décalage avec les éruptions des autres sites. Le water-polo, la natation synchronisée et le plongeon ne méritaient-ils pas plus emballant écrin ?

D. R.

La table salée pour la restauration sur les sites de compétition

On ne demandait pas le turbot saucé champagne signé Paul Bocuse, mais 9 € pour un jambon-beurre ordinaire, et 12 € pour un croque-monsieur fade, non merci. Ajoutez 7 € pour un Coca-

Cola (en comptant 2 € pour la consigne du gobelet qui vous restait une fois sur deux dans les mains parce que la buvette avait fermé...). Et il fallait même déboursier 11 € pour une pinte de bière au Club France ! La note était salée même si les organisateurs ont défendu des « prix dans la fourchette » des autres grands événements.

Gilles Festor

Le triste spectacle de la cérémonie de clôture

Autant la cérémonie d'ouverture sur la Seine avait été audacieuse, téméraire et innovante à en couper le souffle (et la tête de Marie-Anoïnette), autant la partie spectacle du show de clôture au Stade de France conçu par Thomas Jolly a raté son objectif. Triste, sombre, sans aucune émotion, interminable et limite incompréhensible sans sous-titre, il n'a absolument pas reflété ce que nous avons vécu pendant quinze jours, c'est-à-dire des Jeux festifs, colorés, souriants, éclatants. Seule bonne nouvelle, ce raté semble avoir échappé à la polémique, au contraire d'un des tableaux de la cérémonie d'ouverture quand même saluée dans le monde entier.

M. C. ■

Dans le secret de l'immense partition musicale

Léna Lutaud

Concerts géants de stars, DJ aux manettes lors des compétitions, grands tubes et « Marseillaise » réarrangée... Pendant quinze

La cérémonie de clôture des Jeux a commencé « sous le ciel de Paris » par un tableau charmant de Zaho de Sagazan au jardin des Tuileries et s'est terminée avec My Way chanté par Yseult au Stade de France. Entre les deux, on a entendu Tower 22, une réinvention disco proche du panache du générique de *Champs-Élysées* sous la baguette de Zahia Ziouani, *Que je t'aime*, que chantait Johnny Hallyday à Sylvie Vartan, *Midnight City*, de M83, *Emmenez-moi*, de Charles Aznavour, trop brièvement aperçu Angèle sur Nightcull, de la BO de *Drive*, avec DJ Kavinsky, et célébré Justice pendant dix-huit minutes avec sept titres dont *Genesis* et *Generator*. En majesté, le groupe Phoenix faisait face à Air. Puis les 17 millions de téléspectateurs de France 2 ont filé vers la plage de Malibu. Là, dans une sorte de « Club Mickey » avec comme unique rappel « LA 28 » peint à la main, se sont succédés les Red Hot Chili Peppers, Billie Eilish et les vétérans du rap Snoop Dogg et Dr. Dre. Ces « dudes » à la Big Lebowski se montrant tout en souplesse et en détente.

Avec tous ces tableaux marquants, la clôture des Jeux rêvée par Thomas Jolly, directeur artistique des cérémonies, a été élégante et joyeuse. Comme lors de la parade sur la Seine et des compétitions, la musique a occupé une place majeure. Le frisson de cette parenthèse festive va se poursuivre. Le 28 août, à l'ouverture des Paralympiques, « il n'est pas question de faire moins bien qu'aux JO », précise Victor Le Masne, directeur musical des cérémonies. La musique sera davantage liée à la danse. Rythmée et méditative, elle fera corps avec la chorégraphie du Suédois Alexander Ekman. Ce jour-là, le monde entier découvrira la performance d'un surdoué dont le premier portrait est paru dans *Le Figaro*. Comme pour Céline Dion

ou Alexandre Kantorow, Thomas Jolly, Victor Le Masne et leur producteur exécutif, Thierry Reboul, ont suggéré son nom lors des réunions « ping-pong » entre l'hôtel de ville et l'Élysée. Notre chanteur mystère a-t-il fait l'unanimité comme Cerrone? Secret défense. On saura juste que le président de la République n'a pas eu le dernier mot sur le choix des artistes. « En France, la création artistique est libre », insiste Thomas Jolly.

Dans ces JO, la musique a pris une importance inhabituelle. Ce sont même les Jeux les plus musicaux depuis 1896. « C'était un choix délibéré », raconte Thomas Jolly, 42 ans, dans des goûts personnels vont de Barbara aux Spice Girls. *Quand un événement s'adresse au monde entier, les deux langages artistiques sont la danse et la musique. Nous ne sommes pas partis d'une liste d'artistes mais de titres.* L'Hymne à l'amour et For me formidable sont depuis longtemps nos émissaires. Nous avons cherché les titres qui allaient créer une carte d'identité de la France artistique et culturelle. » D'où la galaxie de morceaux anciens et modernes pour dire au monde entier : « La France, c'est ça ! » Jamais on n'aurait cru que Thomas Jolly et Victor Le Masne égaient les JO de Londres 2012. Du thème de *James Bond*, composé par John Barry, à Paul McCartney au piano pour *Hey Jude*, en passant par *Wannabe*, de Victoria Beckham et ses copines, la barre était haute. Les Britanniques sont les rois de la pop, mais notre duo a relevé le gant avec brio.

« Le parti pris a été très fort. La musique est au cœur de tous les dispositifs, confirme Fanny Happiette, directrice marketing de Coca-Cola France, partenaire officiel mondial des Jeux et de la flamme. La musique est le premier centre d'intérêt de la génération Z, née entre 1997 et 2012. Au-delà du sport, elle est un vecteur de rassemblement. »

De l'arrivée de la flamme olympique à Marseille aux concerts géants de Rennes à Saint-Étienne, des fêtes dans les 65 villes où la torche a « dormi » aux cérémonies, pendant les compétitions, dans les fan-zones, les sites de retransmission... La musique est jouée en continu dans toute la France depuis le 8 mai, jour d'arrivée de la flamme à Marseille. Même les sportifs s'y sont mis. La cavalière Pauline Esquieu a fait sensation lors des épreuves de dressage au son d'Alors on danse, de Stromae. En gymnastique rythmique, les Françaises ont ondulé avec leurs cerceaux avec la puissance olympique de Johnny Hallyday sur *Vivre pour le meilleur*. En gymnastique artistique, Simone Biles s'est lancée sur *Are You Ready For It?*, de Taylor Swift. La garde républicaine a brillé. Après avoir accompagné Aya Nakamura enchaînant impeccablement *Djaja*, *Pookie*, *Foule sentimentale*, *La Bohème* et *Formidable*, soit cinq chansons en deux minutes, l'orchestre a fait danser le Sacré-Cœur avec *Freeed for Desire*, de Gala. Sur scène à Munich, Adèle a arrêté net *Rolling in the Deep* pour regarder avec ses 75 000 fans la finale du 100 m féminin. « Un tel concert ne s'interrompt que pour un événement majeur où le monde est à l'arrêt. Terrorisme, coup d'État... c'est rarement joyeux. Là, c'était un moment gai et son public était 100 % d'accord. Du jamais vu », souligne Victor Le Masne.

« Tout le monde, quelles que soient ses origines et sa classe sociale, écoute de la musique. Elle réunit les gens et c'est exactement l'esprit des JO »

Victor Le Masne
Directeur musical des JO

La feuille de route de Tony Estanguet était claire : la musique devait rendre les Jeux encore plus festifs, fédérer les foules, donner vie aux séquences sportives, encourager les athlètes et célébrer les médailles. De l'Élysée au CIO, tout le monde le voulait. « Nous sommes dans une ère très musicale, ces JO sont dans leur époque, commente Victor Le Masne. Pendant les cérémonies, les moments de silence absolu sont rares. Il y a toujours un son presque indiscernable. En tant que musicien et compositeur, j'en suis très heureux. Tout le monde, quelles que soient ses origines et sa classe sociale, écoute de la musique. Elle réunit les gens, et c'est exactement l'esprit des JO. »

Tout le monde se souviendra de Céline Dion interprétant *L'Hymne à l'amour* et de *Mon truc en plumes* par Lady Gaga. Alors que le métal et l'art lyrique ne se rencontrent jamais, Gajira a enflammé la Conciergerie avec la mezzo-soprano

Marina Viotti sur *Ah! ça ira*. Sans oublier les medleys géants où Victor Le Masne a croisé avec fluidité le french cancan avec *Lettres à France*, *Que je t'aime*, *Born to Be Alive*, *Marcia Baila*, *Laissez-moi danser*, *Chagrin d'amour* et *Reality*, extrait de *La Boum*. Dans le plus grand secret, il a travaillé dans les studios mythiques de Motorbass (ceux de la French touch) à Pigalle, chez Ferber (Christophe, Serge Gainsbourg) et à New York au studio Electric Lady de Jimi Hendrix. Personne n'a trouvé à redire sur la musique. Même les arrangements de *La Marseillaise* ont été jugés formidables. Les ayants droit, dont le fils du compositeur de *Sous le ciel de Paris* et celui de l'auteur de *Mon Truc en plumes*, l'ont tous félicité. « *Mon Johnny aurait été fier* », a écrit avec émotion Laetitia Hallyday. Nile Rodgers, lui, a appelé Sheila dès que *Spacer* a résonné sur la Seine. Depuis le titre a intégré le top 30 monde de Shazam et les streams ont bondi de 300 %.

Vu par 4 millions de téléspectateurs, les concerts Coca-Cola à Marseille et à Paris ont eu un succès fou. Sur Le Vieux-Port, les cousins Soprano et Alonzo ont fait danser 300 000 personnes. « Sopra »

a également porté la flamme sur le toit du vélodrome. Tout comme Santa, Jain, Offenbach, Eddy de Pretto et Gazo, invités à se produire à Rennes et à La Courneuve. « À Saint-Étienne, j'ai été à mon tour un relais de la paix, raconte Santa, qui, très sportive, vit ces Jeux avec ferveur. Quelle immense vibration que celle du sport, les élan d'amour et de fierté face aux exploits de nos athlètes ! La symbolique opère quand je vois les supporters crier d'une seule voix "Allez la France !" ». Pourvu que cette magie dure. Santa a aussi célébré l'arrivée de la flamme à Paris en grimpa sur la statue de la République pour chanter son tube *Recommence-moi*. « À nous aussi en tant qu'artistes de nous dépasser et d'aller chercher l'union », dit-elle. C'est exactement ce qu'a fait la mezzo-soprano Axelle Saint-Cirel, dont *La Marseillaise* en haut du Grand Palais, le 26 juillet, restera dans les mémoires. Elle a pourtant eu peur de glisser du toit à cause de la pluie. « Par chance, elle n'avait pas le vertige et avait suivi une formation pour travailler à une telle hauteur », glisse Thomas Jolly. Pour la bande de garçons, dont Pierre Garnier, Pharrell Williams, Kim Seok-jin, du



Le 26 juillet, Céline Dion a créé la surprise en chantant *L'Hymne à l'amour* depuis le premier étage de la tour Eiffel.



Axelle Saint-Cirel a interprété *La Marseillaise* depuis le toit du Grand Palais lors de la cérémonie d'ouverture.

Une hausse spectaculaire du streaming pour les artistes et les titres tricolores

Quinz jours après la cérémonie d'ouverture, l'effet JO sur la musique reste phénoménal. Chez Spotify, la plateforme suédoise numéro un mondial du stream, le soufflé ne retombe pas. Marc Cerrone a gagné 35 % d'auditeurs dans le monde. Les métalleux Gajira sont à +55 %. *L'Hymne à l'amour* a engrangé 500 % en streams et Edith Piaf a gagné 30 % d'audience. *Mon truc en plumes*, de Zizi Jeanmaire, a bondi à +2700 % d'auditeurs. Elle part certes de très bas, comparé à John Lennon avec *Imagine*, mais le chiffre est très révélateur. *Que je t'aime*, de Johnny Hallyday, a gagné 60 %. Sorti la veille des Jeux olympiques, Nü, de Philippe Katerine, explose sans que l'on sache quel est l'effet Jeux, et *Louxor*, son précédent tube, a pris +170 %. Aya Nakamura, elle, a gagné 10 % en audience.

« Des les premières secondes de la cérémonie, les gens se sont connectés pour trouver les titres et les artistes dans notre barre de recherche, témoigne Antoine Monin, directeur général France et Benelux de Spotify. Ce n'est pourtant pas le premier endroit auquel

on pense pour chercher du contenu olympique. Ils entraient les mots-clés "Paris" et "Olympique". Nous n'avons pas pu créer de nouvelles playlists spéciales JO. Pour cela, il faut l'autorisation du Comité d'organisation des JO. Et leur verser une somme. En attendant, nos abonnés, toujours à l'affût,

« Des les premières secondes de la cérémonie, les gens se sont connectés pour trouver les titres et les artistes dans notre barre de recherche »

Antoine Monin Directeur général France et Benelux de Spotify

se sont adaptés. Ils ont créé leurs propres playlists. De notre côté, nous avons mis les artistes des cérémonies en photo en couverture de nos playlists. » Gajira illustre celle du métal français : « L'essentiel ». Edith Piaf, celle des « Electrodisco de la chanson française ». Aya Nakamura illustre la playlist « Afro hits ».

Et d'insister : « Il faut tirer un gros coup de chapeau à Victor Le Masne, di-

recteur musical des cérémonies des JO. Il a fait un travail musical extraordinaire en mélangeant des surprises et de l'éclatisme. De sa version de *La Marseillaise* au medley impeccable d'Aya Nakamura, il a brassé un large éventail de genres. Il en a peu devenu notre Quincy Jones. Grâce à lui, la musique française va encore mieux s'exporter. »

Il y a aujourd'hui suffisamment de demande pour imaginer une playlist dédiée à ses propres créations, comme *Paradoxe*, l'hymne officiel des JO, et *Synchrocity*, où il s'inspire des sons du travail des artisans renouant Notre-Dame de Paris. « Nos abonnés réclament également des réarrangements de titres célèbres, comme *L'Hymne à l'amour* par Céline Dion, *Imagine* par Juliette Armanet et *Sofiane Pamart*. Les titres en second plan n'ont pas la même visibilité à l'international », souligne Antoine Monin. Michel Polnareff, Daniel Balavoine ou Véronique Sanson ayant été joués quelques dizaines de secondes, il n'est pas sûr que les téléspectateurs à Jakarta ou à Rio de Janeiro aient eu le temps de les identifier grâce à Shazam. Mais ils peuvent toujours regarder la cérémonie en replay et découvrir ces titres. ■

Marc Cerrone : « Avec "Superna" »

Depuis que son tube de 1977 a fait danser la tour Eiffel le 26 juillet dernier, Marc Cerrone caracole en tête des recherches Shazam. À 72 ans, le pape de l'électro a gagné 30 % d'audience sur Spotify. En vacances à Ramatuelle, il raconte les coulisses de cette aventure.

LE FIGARO. - Aviez-vous demandé que *Superna* soit joué en final de la cérémonie d'ouverture des JO ?
MARC CERRONE. - Absolument pas. Jamais, je n'aurais osé, alors que plusieurs artistes ont proposé de participer à cette cérémonie suivie par plus de 1 milliard de personnes. Victor Le Masne, directeur musical des cérémonies, est venu dans mon studio à Saint-Germain-des-Près en octobre 2023. Mon tube *Give Me Love* avait été retenu. Il connaît bien mon catalogue, ce qui m'a flatté. Je prépare une tournée live avec un orchestre symphonique. Presque tous mes titres depuis mes débuts contiennent déjà des grosses orchestrations cuivre et violons. Je lui ai fait écouter ce que donnaient 50 musiciens classiques avec plus loin dans les arrangements. Il m'en a demandé une copie et m'a dit : « J'ai une idée, je ne peux pas te dire. »

Le président de la République, Emmanuel Macron, souhaitait-il aussi votre présence ?
Juste avant Noël, *Superna* a été soumise au comité de sélection à l'Élysée. J'ai eu le plaisir et l'honneur d'apprendre que la chanson avait fait l'unanimité. Victor Le Masne l'a réorchestrée en ajoutant une chorale de 50 chanteurs et a réarrangé quelques ponts. C'est la meilleure version depuis l'original de 1977. Merci, Victor ! Il a audité plusieurs stars dont je ne peux pas révéler les noms pour faire la voix lead. Dans la version originale, elle est androgyne. Mi-juin, il m'a annoncé qu'il gardait la voix de l'époque, celle de Kay Gardner, ma choriste à la voix sensuelle qui chante aussi sur *Give Me Love*.

Superna devait accompagner la cavalcade du cheval sur la Seine. Et le programme a changé...
Je devais en effet être à cheval d'Austerlitz au Trocadéro. (Rires). Trois semaines avant la cérémonie, Victor Le Masne est revenu : « Finalement mon pote, tu es en final. Tu vas faire danser la tour Eiffel et on entendra *Give Me Love* dans la parade sur la Seine. » J'étais tellement content. Je suis le seul, avec Edith Piaf, à avoir eu droit à deux titres ! Je suis l'Edith Piaf de l'électro.

des Jeux olympiques

jours, la musique a été omniprésente. Un choix de Thomas Jolly et Victor Le Masne, qui ont choisi les titres avant les artistes.

groupe de K-pop BTS, César et Dorian, d'Ofenbach, Snoop Dogg, Patrick Fiori, MC Solaar et Patrick Bruel, l'épreuve était plus simple : courir 200 mètres avec la flamme en souriant.

Dans les stades, les 329 karaokés géants avant le début des compétitions ont été une bonne idée. « Voir Sharon Stone debout fredonner Dans les yeux d'Émilie restera un moment incroyable », confie Jonathan Dassin, le fils aîné de Joe Dassin. Entendre dans un immense moment de joie collective *I Will Survive*, de Gloria Gaynor, *The Final Countdown*, du groupe suédois Europe, *Ramenez la coupe à la maison*, de Vegedream, et *Que je t'aime*, de Johnny Hallyday, transformé en nouvel hymne sportif, est tout aussi mémorable. Sur des épreuves nouvelles et très américaines, comme le beach-volley, le skate, le BMX freestyle et le basket à trois, la musique omniprésente est applaudie par tous. Lors de la finale de beach-volley, alors que le ton montait entre les Brésilien(ne)s et les Canadien(ne)s, le DJ a lancé *Imagine* pour calmer les esprits.

Bien sûr, il y a eu de petits accros. À l'arrivée de la flamme en France, plutôt

qu'un champion sportif, Tony Estanguet a choisi *Jul* pour allumer la vasque sur le Vieux-Port. Certes, le roi de l'autotune remplit le Stade de France et caracole en tête des ventes. Mais en s'avançant d'une démarche chaloupée, dissimulé sous sa casquette à l'envers en faisant son signe des mains en forme de revolver, il a renvoyé Marseille à son image de ville de gangsters. Renaud Muselier, président de la région Sud, et Coca-Cola s'en seraient bien passés. En cette mi-août, même le maire Benoît Payan indique « n'être pour rien dans ce choix » et renvoie vers le Cojop, à Paris.

Pendant les compétitions, les DJ ont pu par emballement déraier dans une ambiance « Macumba ». D'autres ont abusé des fréquences infrabasses ressenties par les abdomens des spectateurs. Au Grand Palais, pendant l'escrime, ou à Versailles, pour l'équitation, le public a pu être surpris par l'intrusion de la musique. Quand Simone Biles s'est élancée sur la poutre, le silence s'est fait. Parfois, la musique a percuté la compétition. C'est surtout vrai au Stade de France, où la régie est située en hauteur. De sa cabine, le DJ voit mal le terrain et n'a pas de retour son du public. D'où une bonne seconde de décalage. En athlétisme, où plusieurs compétitions se déroulent en simultané, lancer un son au bon moment quand un sportif vient de gagner mais qu'un autre s'élance exige une grande concentration. Le 5 août, vers 22 heures, le Stade de France s'est mis à gronder. Alors qu'Armand Duplantis tentait de battre son propre record du monde du saut à la perche, le DJ a mis quelques secondes de trop pour arrêter *Allumez le feu*. Le sportif viking a frappé ses mains en accélérant ses battements. Repris par les 70 000 supporters, ce « clapping » l'a soutenu dans sa course d'élan. Quand le Suédois a battu son record, le DJ s'est

rattrapé en diffusant *Dancing Queen*, des Suédois Abba. Arrivée spécialement de Stockholm, la reine Silvia, dont c'est la chanson fétiche, était ravie.

« Il y a un équilibre à trouver. Certains athlètes adorent la compétition en musique, d'autres ont besoin de silence et de concentration », a expliqué Tony Estanguet, président du Comité organisateur, sur Franceinfo. La veille, l'Ukrainien Mykhaylo Kikhin avait demandé qu'on coupe la musique pendant ses essais au lancer du marteau. « Jamais vu ça, s'était énervée Maryse Éwanjé-Épée, ancienne athlète et consultante pour France Télévisions. La musique entre les épreuves, pourquoi pas, mais quand les athlètes ont besoin de se concentrer, ce n'est pas normal. Là, c'est le Macumba. » Que le son devienne pesant, et la magie est cassée. Un griet que Tony Estanguet a minimisé. « Un athlète de haut niveau doit être capable de s'adapter à toutes les conditions. »

Pour un tel barnum, trois équipes ont travaillé séparément. « Coca-Cola s'est chargé des six concerts, explique Fanny Hapiette. Nous avons choisi des artistes 100 % francophones, mélange des chanteurs confirmés à des artistes émergents. Et veillé à la parité, ce qui a été compliqué car les femmes représentent seulement 25 % de la scène musicale française. Nous avons aussi le Coke Studio avec des DJ qui faisaient danser 10 000 personnes par soir dans les 65 villes relais. »

À l'ouverture des stades et pendant les compétitions, le curseur a été poussé loin pour casser les codes. Le principe, très répandu outre-Atlantique, est de « se servir de la musique pour provoquer différentes émotions : accentuer la liesse du public en faisant chanter tout un stade, soutenir les athlètes, les féliciter », détaille Leslie Dufaux, en charge de la présentation des compétitions. Avec la Sacem, elle a signé un contrat historique. « Vu les

volumes, nous nous entraînons pour traiter l'énorme masse de données. » À la rentrée, la Sacem reversera une petite fortune aux ayants droit. Leslie Dufaux a aussi fait appel à une agence spécialisée qui ambience les palaces, les défilés et les championnats. En raison d'une clause de confidentialité, celle-ci n'a pas le droit de dévoiler son nom. « Nous nous sommes chargés des playlists, des DJ ambulateurs, des DJ invités », explique son PDG.

Les DJ stars invités comme Breakbot au Stade de France pour le rugby à 7, Kavinsky au 100 m hommes, Plaisir de France à l'équitation à Versailles ou Myd au beach-volley à la tour Eiffel, c'est lui. Et d'expliquer : « Dans les sports collectifs, il faut lancer de la musique à chaque but, mi-temps, temps mort... Dans les sports individuels, c'est du sur-mesure. Dans l'eau, la musique s'entend différemment. Il faut s'adapter au lieu et à l'heure car le cerveau n'est pas apte à entendre la même chose. Nous jouons sur l'inconscient collectif avec des versions moins connues de tubes. Dans les yeux d'Émilie, de Joe Dassin, d'abord joué au rugby à 7 par les fanfares des bandes, a été un tel succès qu'il s'est propagé pendant les Jeux, poursuit notre couturier du son qui a réparti ses 3 300 morceaux dans vingt dossiers distribués aux 40 DJ animations. Un assortiment balancé entre les morceaux oubliés et les classiques à diffuser de l'ouverture à la fermeture des portes selon un séquençage journalistique précis pour chaque épreuve sportive. » On lui doit aussi la diffusion de *Sweet Caroline*, de Neil Diamond, titre peu connu en France, mais célèbre outre-Atlantique.

La musique des cérémonies, elle, a été confiée par Thomas Jolly à Victor Le Masne. « Notre bande originale ressemble à celle d'un beau film en salle. Il y a des grands moments, où la musique est poussée au maximum, et d'autres plus

minimalistes avec des silences calculés », explique ce dernier. Ses choix ont des conséquences phénoménales. Au vu des retombées (*lire ci-dessous*), Victor Le Masne est désormais considéré comme un homme-clé de l'exportation de la musique française. À 42 ans, ce musicien aux cheveux ébouriffés sort de l'ombre. De formation classique, il est connu pour son parcours dans l'électro, ses collaborations avec Philippe Katerine et Juliette Armanet et ses réarrangements sur *Starmania* : « J'ai saisi ce moment pour offrir à la musique française un beau moment à l'échelle mondiale. »

Il a composé près de 40 morceaux – dont *Parade*, hymne des JO de Paris. Et réarrangé une quarantaine de tubes dont *Que je t'aime* avec l'Orchestre national de France. « Sur la Seine, vous avez entendu ce titre à l'arrivée du bateau de l'équipe de France, rappelle Victor Le Masne. Notre directeur exécutif, Thierry Reboul, a eu l'idée d'aller encore plus loin : le jouer à chaque apparition des Français. Il est diffusé sans paroles pour que le public se l'approprie et dise « Je t'aime » aux athlètes. » Choisir une version instrumentale présente d'autres intérêts. « Les JO sont un événement mondial. La musique est universelle, le français l'est moins. Les Français s'amuse à reconnaître ici Michel Polnareff, là les Rita Mitsouko. Pour les étrangers, il fallait être généreux. » Pour « revivre tout cela autrement », il rêve de concerts avec l'Orchestre national de France et les ensembles avec lesquels il a travaillé. Après cette démonstration de force à Paris, la barre est haute pour Los Angeles. Les Américains ont beau avoir Taylor Swift et Jay-Z, ce lundi 12 août, le *New York Times* pointait « la pauvreté du final californien dont le modeste concert à la cabane de la plage contraste avec les images de la tour Eiffel ». Ils ont quatre ans pour se mettre au niveau. ■



Zaho de Sagazan dans le jardin des Tuileries, lors de la cérémonie de clôture.



La chanteuse Santa porte la flamme olympique, à Saint-Étienne, le 22 juin.

ture” à l'ouverture des JO, la France m'a fait le plus beau des cadeaux »

Ce soir-là, il tombait des cordes sur Paris. Avez-vous eu peur que le tableau *Supernature* soit supprimé ? J'étais assis avec mon épouse dans la tribune officielle. J'ai eu un coup au cœur quand le vrai cheval s'est avancé devant les tribunes. L'orage a éclaté. La musique ne démarrait pas. J'ai entendu un « grrrr » comme un ronronnement, j'ai cru que les ampoules de la tour Eiffel allaient sauter sous l'orage. La chorale a enfin lancé *Supernature*, la tour Eiffel s'est illuminée et s'est mise à danser sur ma musique. J'ai savouré ces neuf minutes. De tous les effets spéciaux, seuls les lasers ont fonctionné. Mais c'était génial et hypercohérent. En rentrant à Saint-Germain, je marchais sur un nuage tellement j'étais fier et heureux.

Outre vos Grammys, Quincy Jones et Nile Rodgers vous considèrent comme l'un des leurs. Avez-vous souffert d'un manque de reconnaissance en France ? Avec cette séquence des JO, la France m'a fait le plus beau des cadeaux. J'ai reçu pas mal de récompenses en cinquante ans de carrière, mais la plus belle restera *Supernature* aux JO Paris 2024. Je la dois à Victor Le Masne, Thomas Jolly et à tous les artistes qui ont contribué à cette illumination de la tour Eiffel gravée dans les mémoires.

Les Français vous ont-ils oublié entre 1980 à 2000 ? Je n'ai jamais connu de traversée du désert, mais pendant ces deux décennies à Los Angeles, je suis devenu un homme de l'ombre. J'ai été connu des mes débuts en 1972 avec le groupe d'afro-rock Kongas. Nous avons fait une belle carrière au Japon et aux États-Unis. En 1975-1977, ma carrière solo m'a rendu mondialement célèbre avec plusieurs tubes, com-



CYRIL PERRONNEAU

Supernature a ouvert la porte à la house et à la techno, a influencé la French touch, notamment Daft Punk et Justice

Marc Cerrone
Compositeur et musicien

me *Love in C Minor*, *Supernature*, *Give Me Love* et *Je suis Music*. Mes albums suivants ont cartonné.

Comment Pascal Nègre vous a-t-il fait revenir sur scène il y a vingt ans ? En 2000, Pascal Nègre m'a proposé un best-of auquel je ne croyais pas. J'ai demandé à Bob Sinclar de me faire un set DJ de quatre-vingt-dix minutes, comme s'il était en discothèque. Nous avons vendu 1,2 million d'albums. J'ai commencé à imaginer rentrer en France. Pascal Nègre m'a suggéré de reprendre les concerts et de débiter à l'Olympia. J'ai accepté à condition qu'on vienne les fauteuils rouges et qu'on transforme la salle en discothèque géante. Ça a tellement été un carton que j'ai fait quatre fois en deux ans. Puis en 2005, j'ai donné un concert au château de Versailles devant 100 000 personnes.

Depuis dix ans, vous donnez des DJ set et des concerts. Quel est votre plaisir ? Sur les conseils de ma maison de disques, je suis passé aux platines. En quelques semaines, j'y ai trouvé un vrai plaisir. Comme lors de mes concerts live où je joue de la batterie, je m'interprète que mon répertoire. Voir les 18-35 ans bouger et reconnaître mes titres me comble. J'enchaîne dans le monde entier. Que ce soit au Mexique, en Australie, l'enthousiasme

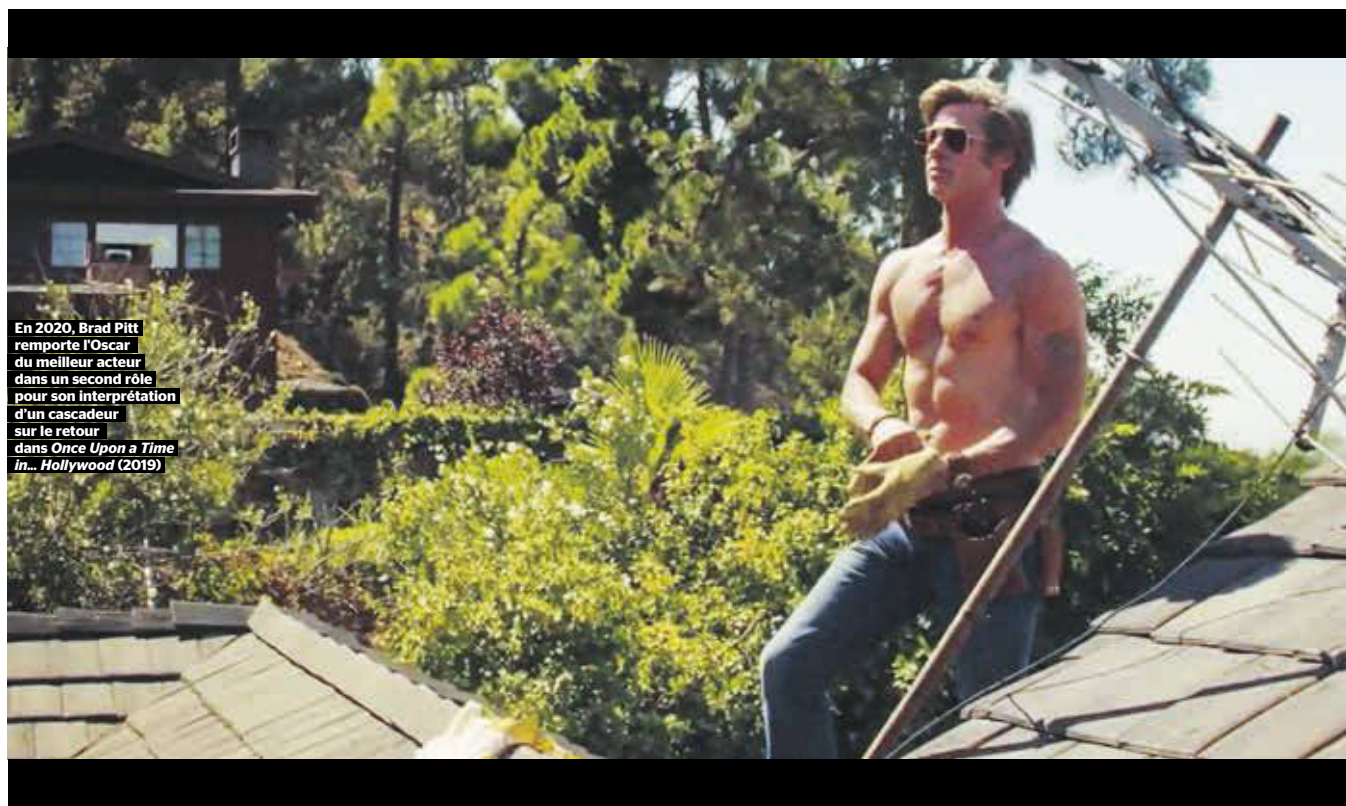
est le même. Ce qui me flatte le plus ? Les jeunes dans la rue qui me demandent une photo. Quand ils sont accompagnés de leurs parents, j'entends : « C'est qui ? »

Finalement, *Supernature* vous aura fait vivre des aventures incroyables ? Quand je l'ai composée en un après-midi en 1977, je voulais tenter quelque chose. J'ai mis la batterie en avant et créé un truc synthé pour séquençer. J'ai continué car je voulais un univers fantastique. J'avais les meilleurs musiciens programmeurs arrangeurs, Raymond Donnez dit « Don Ray », Alain Wisniak, Georges Rodi et Lene Lovich pour le texte. Je lui avais demandé de s'inspirer de *L'île du docteur Moreau*, de H. G. Wells (1896). Lene Lovich a été à l'origine du mouvement punk, moi j'étais dans le clubbing sexe drugue alcool. D'où mon clip avec des étranges créatures ni hommes ni animaux. Les titres disco parlent d'amour, de sexe, d'hédonisme. *Supernature* dénonce notre manque d'écologie. Aux États-Unis, ma maison de disques Atlantic a été choquée : « Mais, on ne t'attend pas là-dessus ! » Les maisons de disques m'avaient déjà refusé mon premier titre, *Love in C Minor*, car les radios ne passeraient jamais un titre de onze minutes trente. Sauf que je l'avais produit pour les discoteques. À l'époque, elles n'avaient pas la même

importance. Ils ne voulaient rien savoir. J'avais donc fait fabriquer 5000 vinyles à Londres et je me suis transformé en livreur, en fournissant les disques. Personne ne se doutait que c'était mon album. L'un des revendeurs s'est trompé et a envoyé son lot chez un grossiste à New York. Il n'est jamais revenu. Quand un magasinier, DJ du week-end, l'a joué dans un club, c'est parti à une vitesse folle. Deux ans après, me revola avec cet album *Supernature*. Il s'est vendu à 8 millions d'exemplaires. À la fin des années 1980, il a été samplé ou repris par Erasure puis Duran Duran. Il a ouvert la porte à la house et à la techno, a influencé la French touch, notamment Daft Punk et Justice. Même Beth Ditto l'a repris !

Qu'alliez-vous faire après ces JO ? J'ai plusieurs concerts et je prépare la sortie de trois collaborations avec des jeunes artistes. Je sors mon triple album symphonique et je vais partir sur les routes pendant deux ou trois ans avec les cinq-quatre musiciens d'un grand chef d'orchestre, Randy Kerber. Il a joué la BO de *Titanic*, rien ne lui fait peur ! La première aura lieu à la Philharmonie de Paris le 21 février 2025. Une grande exposition sur le disco où mon œuvre est mise en avant sera aussi organisée. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR L.L.



En 2020, Brad Pitt remporte l'Oscar du meilleur acteur dans un second rôle pour son interprétation d'un cascadeur sur le retour dans *Once Upon a Time in... Hollywood* (2019)

SONY PICTURES ENTERTAINMENT/COLLECTION CHRISTOPHEL VIA AFP

C'est l'histoire d'un gars de l'Oklahoma qui cloue et qui visse. Un type bien qui sait tout faire, n'hésite pas à mouiller le maillot, voire le retirer s'il grimpe sur un toit pour réparer une antenne. Au risque de provoquer des « oohh ! » et des « aaah ! » de la part d'un public acquis à sa cause et à ses tablettes de chocolat. Ainsi le 21 mai 2019 lors de la projection d'*Once Upon a Time in... Hollywood* dans la grande salle du Palais des festivals à Cannes. Dirigé par Quentin Tarantino, Brad Pitt partage l'affiche avec son copain Leonardo DiCaprio. Brad joue son factotum. Mais c'est lui, le sexe-symbole, qui aime les regards. Lui qui a été récompensé en 2020 par l'Oscar du meilleur acteur pour ce second rôle. À 60 ans aujourd'hui, élu par deux fois, en 1995 et en 2000, « homme le plus sexy du monde » par le magazine américain *People*, il continue d'irradier.

Pourtant, il s'en est fallu de peu pour que sa séparation d'avec Angelina Jolie ne le fasse dégringoler de son piédestal édifié sous les caméras de Hollywood et les flashes des photographes. L'un des plus beaux chapitres étant justement son histoire d'amour avec la sulfureuse héroïne de *Péché originel* (2001). Avec, pour cadre de ce conte de fées, leur propriété viticole de Miraval dans le Var.

Un lieu qui les inspire l'un et l'autre. Ils aspirent à y vieillir ensemble et voir s'y épanouir leurs six enfants. Dans son paysage de gorges et de rivières, loin de la fureur du monde, Miraval pourrait ressembler aux monts Ozarks où le jeune William Brad Pitt s'en allait camper avec ses frères et son père dans les années 1960 sur les terres sauvages du jeune Huckleberry Finn, héros éponyme du roman de Mark Twain (1835-1910). La beauté préservée de Miraval serait-elle une résurgence de ce paradis perdu ?

Une demeure historique

Édifié au XVII^e à l'écart de la via Aurelia, l'une des cinq voies romaines qui traversent la Gaule, le domaine est situé dans un cirque sauvage au cœur de la « Provence verte ». À une heure de route de Cannes, un arrière-pays qui ne se dévoile pas facilement. Proche de Correns, estampillé premier village 100% bio de France depuis 1985, Miraval, ce sont 600 hectares (aujourd'hui 1000 ha) d'une beauté frassante dans un écrin naturel de pins, de chênes et d'oliviers ancrés sur leurs restanques depuis des siècles. Un domaine articulé autour d'un château-bastide provençal du XVII^e. Une demeure historique de 40 chambres, avec pigeonniers, et multiples dépendances. « Plus qu'un château, Miraval est un ensemble exceptionnel niché au cœur du vallon des Adrets », racontent Laurence Pieau et Hervé Tropéa dans *Angelina Jolie et Brad Pitt. Les secrets du*

Acte 2 : Pitt, l'acteur bâtisseur

Isabelle Spaak

Chaque jour, « Le Figaro » raconte la saga de Brad Pitt et Angelina Jolie en Provence. Dès l'acquisition de leur propriété, le comédien se lance dans des travaux pharaoniques. Au grand dam de son épouse.



PHILIPPE LAURENCE/VOYAGISTES

Depuis 2011, Brad Pitt a entrepris la rénovation complète du domaine de Miraval et de son château-bastide du XVII^e de style provençal entouré de dépendances.

divorce du siècle (Éditions Meet the People, 2023). Miraval, c'est aussi un vignoble cultivé en agriculture biologique depuis 1992. Une quarantaine d'hectares (50 ha aujourd'hui) sur un terroir argilo-calcaire situé pour moitié sur l'appellation Côte-de-Provence. Pour l'autre, sur les Coteaux-Varois en Provence reconnus pour l'excellence de leurs vins blancs.

Pour le couple, en quête d'une maison dans le Sud, le coup de foudre a lieu en juin 2007. Miraval est le « premier endroit où Angelina sourit », s'ouvre Brad Pitt au propriétaire des lieux et son compatriote, l'entrepreneur en eaux usées natif d'Indiana, Tom Bove.

Miraval est un lieu à part. Presque une fantasmagorie. Et c'est sans doute le destin qui a envoyé sur ces terres fréquentées par les Romains le héros de *L'Étrange Histoire de Benjamin Button*

(2009) qui déroule sa vie à l'envers sans pouvoir arrêter le cours du temps. Pour Angelina Jolie, qui n'a jamais eu de véritable maison depuis la séparation de ses parents - Marcheline Bertrand, d'origine française, et l'acteur américain Jon Voight -, se poser dans ce morceau de France est une évidence. C'est d'ailleurs pour fêter les deux ans de Shiloh Nouvel, née le 27 mai 2006 en Namibie et premier enfant biologique du couple, que ses parents demandent à Tom Bove de libérer les lieux prématurément au printemps 2008. Et c'est ici que les jumeaux Knox Leon et Vivienne Marcheline, nés à la Fondation Lénal à Nice, le 12 juillet 2008, passent leurs premiers jours.

Le passage de relais débute par une location de trois ans avant le rachat en 2011 pour environ 40 millions d'euros. À parts - presque - égales entre Brad Pitt et sa compagne. Par le biais de sa société luxembourgeoise Mondo Bongo, titre de la rumba sur laquelle les deux débutent leur romance dans *Mr & Ms Smith* (2005), Brad Pitt fait l'acquisition de 51% de Quimicum, société anonyme - basée également au Luxembourg - qui

abrite Miraval. De son côté, Angelina Jolie en acquiert 49% par l'intermédiaire de sa société Nouvel, hommage à l'architecte français Jean Nouvel. Une participation hiscée à 50/50 lorsque son mari lui rétrocède son pourcentage d'écart en échange d'un euro symbolique lors de leur mariage célébré en comité restreint dans la chapelle de Miraval, le 23 août 2014.

Dès les premiers mois à Miraval, Brad Pitt troque sa panoplie d'acteur pour celle de bâtisseur. Une passion depuis toujours. Il se rêve architecte, éclairagiste, paysagiste, maître d'œuvre. Pour ceux qui se souviennent de *La Petite Maison dans la prairie*, série télé qui a enflammé les foyers américains et français de 1974 à 1983, Brad Pitt apparaît comme la réincarnation de Charles Ingalls, père de famille et mari idéal. Celui qui sue sang et eau en chemise de bûcheron et bretelles durant 205 épisodes pour construire un abri aux siens et pourvoir à leur bonheur. Dur à la tâche, Brad Pitt l'est assurément. Pionnier, également. L'essor international du rosé de Provence lui doit beaucoup. De

même l'installation d'autres gros calibres hollywoodiens dans la région, dont George Lucas (à Margüi) ou George Clooney (au Canadel, à Brignoles).

À l'image de Charles Ingalls, Brad Pitt commence par se concentrer sur sa maison. Au grand dam de Tom Bove, qui avait conservé la dissymétrie originale de la façade de Miraval participant à sa séduction, Brad Pitt fait appel au cabinet d'architecture Lafourcade, spécialiste de la rénovation des demeures d'exception en Provence pour remettre les bâtiments d'équerre, y compris les dimensions et l'alignement des fenêtres. Grâce à l'équipe d'artisans (maçons, tailleurs de pierre, plâtriers, menuisiers, ébénistes, ferronniers, etc.) parmi les meilleurs du coin, Brad Pitt donne libre cours à ses envies de perfection. Quitte à les revoir maintes et maintes fois.

Un intérêt pour l'écologie

Tom Bove conserve la totalité des échanges entretenus avec Brad Pitt lorsqu'il lui cède Miraval. Les palmiers centenaires ont le malheur de ne pas plaire à l'acteur ? Tom Bove est prié de les faire déraciner. Brad s'entiche d'un vaisselier immense du XVIII^e qu'il demande à conserver dans le château. Puis n'en veut plus. Tom est prié de le récupérer. La restauration des 20 km de restanques entamée depuis 1992 ? Faut-il poursuivre, quitte à déloger les vénérables chênes ? Aucune hésitation : on arrache tout. Une équipe d'ouvriers est mandatée spécialement depuis les pays de l'Est pour reconstruire les murs de pierres sèches. N'était l'entourage de la star « qui profite de lui » selon l'industriel, Tom Bove trouve néanmoins Brad Pitt sympathique. Les deux hommes passent du bon temps ensemble comme « deux gars du Midwest, l'un très connu, l'autre pas du tout ».

Quant à Angelina, sa gentillesse, sa beauté, son charisme et son intérêt pour l'écologie ne laissent personne indifférent. Pourtant, si Miraval est devenu leur ancrage au monde, le couple y réside peu. Rythme effréné des tournages pour les deux acteurs, déplacements humanitaires incessants sur le terrain - Darfour, Pakistan, Afghanistan, Bosnie, Haïti - pour l'héroïne d'*Un cœur invaincu* (2007), nommée ambassadrice de bonne volonté auprès des Nations unies. Pendant ce temps, Miraval est un chantier à ciel ouvert. Les travaux sont interminables. Lors de leurs séjours éclairés, Angelina se replie avec ses six enfants, leurs nounous et l'armada qui les entoure au mas de Peyrefuguède resté dans son jus. Tandis que Brad poursuit sa vision de démiurge provençal, Angelina y prend son mal en patience. Jusqu'à quand ? ■

Retrouvez demain :

Acte 3 : Hold-up en Provence

Tous les programmes
dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag

Clarisse Agbénénou, une femme de combats

Emmanuelle Litaud

On peut être mère et mener une carrière sportive de haut niveau, comme le montre ce documentaire sur la judokate.

Combattre les préjugés. Clarisse Agbénénou a l'habitude. Elle a même ça dans le sang. Dès les premières minutes de son existence, elle a fait de sa vie un combat.

Née grande prématurée, elle était condamnée par les médecins. Sa mère leur a demandé un sursis et, sous leurs yeux ébahis, elle a survécu, faisant déjà - montre d'une combativité hors norme. « Ce qui s'est passé à ce moment-là, ça m'a donné un superpouvoir : celui de me battre tout le temps au quotidien et je le sens dans ma vie, je me bats pour tout », explique-t-elle dans le documentaire *Clarisse Agbénénou : l'Olympe pour Athènes*, diffusé ce soir sur France 2. En juin 2022, la judokate française la plus titrée de l'histoire se lance un défi fou. Moins d'un an après avoir

décorché l'or chez les moins de - 63 kg aux Jeux olympiques de Tokyo, elle accouche de son premier enfant, une petite Athéna. Avant de vouloir devenir mère, elle était persuadée - comme bon nombre d'athlètes - qu'elle devrait arrêter sa carrière pour avoir un enfant. Mais une fois enceinte, une autre idée germe dans son esprit : elle décide, malgré de multiples mises en garde, de concilier sa vie de mère et sa carrière professionnelle, avec comme point d'orgue les Jeux de Paris 2024 pour lesquels elle rêve d'or. Peu de championnes se sont octroyé ce droit. Laura Flessel, quintuple médaillée olympique en épée, a ouvert la voie avant elle, revenant au plus haut niveau après la naissance de sa fille. Mais, en équipe de France de judo, Clarisse est une pionnière. « Plus on me disait que ce n'était pas possible, plus je me suis dit que ça allait être possible », confie-t-elle dans ce film



Clarisse Agbénénou a choisi d'allaiter sa fille jusqu'aux JO 2024.

qui suit son parcours du jour de la naissance de sa fille jusqu'à ses médailles de bronze en individuel et d'or par équipes obtenues il y a quelques jours aux Jeux.

Une vie particulière

Son « projet » de concilier vie d'athlète et devoirs de mère de famille est accepté par le staff de l'équipe de France. Pour pimenter encore davantage ce défi, Clarisse Agbénénou choisit d'allaiter sa fille jusqu'aux Jeux olympiques. Athéna la suit donc partout, depuis les bords des tatamis lors des entraînements jusqu'aux tribunes pendant les compétitions, en passant par les chambres d'hôtel à l'autre bout du monde, de Tel-Aviv à Tokyo, au cours de ses déplacements. Son amoureux et sa mère la suivent aussi autant qu'ils le peuvent. Une vie particulière, filmée dans l'intimité par la caméra du réalisateur Julien Soulier. Clarisse ne se plaint jamais et assume son choix mais subit les inévitables réveils nocturnes et les aléas de la vie de parent tout en continuant un parcours sportif semé d'embûches pour retrouver son meilleur niveau. Reprise du poids de forme, retour à la compétition, blessure, entraînements intensifs, discussions avec son coach, doutes... Le film nous plonge dans les pérégrinations de la championne au grand cœur. Malgré un emploi du temps surchargé, elle s'engage, en effet, pour les enfants prématurés et les femmes sans logement. Deux combats de plus... ■

« Clarisse Agbénénou : l'Olympe pour Athènes »
À 23h10, sur France 2
Notre avis : ●●●○

TF1

21.10
Rumba la vie
Film. Comédie



Fra./Belg. 2022. Réal. : Franck Dubosc. 1h55. Avec Franck Dubosc, Louisa Espinosa. Inédit. Après un malaise cardiaque, un chauffeur de bus scolaire quinquagénaire souhaite faire connaissance avec sa fille, professeur de danse, qu'il a abandonnée vingt ans auparavant.

23.05 New York Unité Spéciale. Série.

CANAL+

21.08
5 Hectares
Film. Comédie



Fra. 2023. Réal. : Emilie Deleuze. 1h32. Avec Lambert Wilson. Un homme quitte Paris et s'installe dans le Limousin, décidé à y travailler la terre. Sur place, il découvre les difficultés de la vie à la campagne.

22.40 A Good Person. Film. Drame. Avec Florence Pugh.

C8

19.41 Animaux à adopter. Doc.

21.10 Mariage mixte

Film. Comédie. Fra. 2004. Réal. : Alexandre Arcady. 2h02. Avec Gérard Darmon, Olivia Bonamy. Un père julf veut marier sa fille dans la tradition avec le fils de son meilleur ami, mais la belle est amoureuse d'un « gay ».

23.12 Les méchants. Film. Comédie. Avec Roman Frayssinet.

france.5

20.04 Drôles de villes pour une rencontre. Documentaire.

20.59 Au bout c'est la mer

Documentaire. Fra. 2024. Réal. : Benoît Grimont. 1h45. 2 épisodes. François Pécheux descend les eaux majestueuses du Rio Uruguay jusqu'au Rio de la Plata, le plus grand estuaire du monde.

22.44 C dans l'air. Magazine.

france.2

21.10
L'album des Jeux olympiques



Documentaire

Fra. 2024. 2h02. Deux jours après la cérémonie de clôture des Jeux olympiques de Paris 2024, retour sur cet événement planétaire, de son élaboration, entamée il y a plusieurs années, à son aboutissement.

23.12 Clarisse Agbénénou : l'Olympe pour Athènes. Doc. Inédit.

arte

20.55
Quand le travail ne paie plus



Documentaire

All. 2022. Réal. : Katharina Wolff. 1h35. Des actifs qui appartiennent à la classe moyenne inférieure ont basculé dans la pauvreté. Enquête sur le « précaire », cette nouvelle classe vivant dans l'insécurité financière.

22.30 Carine et le camion à frites.

W9

19.50 Un diner presque parfait. Jeu.

21.10 Les douze travaux d'Astérix

Film. Animation. Fra./Belg./GB. 1976. Réal. : René Goscinny. 1h15. Astérix et Obélix relèvent un nouveau défi lancé par Jules César, exécuté par la vaillante résistance du village gaulois.

22.25 Astérix le Gaulois. Film. Animation.

RMC
DÉCOUVERTE

18.55 Football : Qualifications pour la Ligue des champions. 3^e tour retour : Fenerbahçe - Lille. En direct.

21.10 Camions XXL : les reines du volant

Documentaire. 1h. Inédit. Les femmes qui exercent le métier de chauffeur routier brisent les stéréotypes.

22.10 Camions XXL : les résistantes allemandes. Documentaire. Inédit.

france.3

21.12
Alex Hugo
Série. Policière



Fra. 2020. Saison 7. Avec Samuel Le Bihan, Pauline Serrieys. La voie de l'esprit. Alex sauve Elise d'une tentative de suicide. Cherchant à comprendre les causes de son geste, il découvre que la jeune femme a été victime d'un viol.

22.45 Alex Hugo. Série. Policière. Un rêve impossible. Avec Lionel Astier.

6

21.10
Zone interdite
Magazine



Prés. : Ophélie Meunier. 1h55. Bretagne, Normandie : les nouvelles destinations stars de vos vacances. Inédit. En Bretagne et en Normandie, les paysages authentiques et une identité régionale affirment de plus en plus de vacanciers.

23.05 Zone interdite. Magazine.

TMC

18.45 Burger Quiz. Jeu. 3 épisodes.

21.25 90' Enquêtes

Magazine. Prés. : Tatiana Silva. 2h25. Vols, agressions, trafics : au cœur de l'été avec la BAC de Perpignan. Perpignan est une destination prisée. Mais pour la BAC et ses hommes, formés aux opérations musclées, l'été n'est pas une partie de plaisir.

22.50 90' Enquêtes. Magazine.

HISTOIRE

19.50 1945 la République des enfants perdus. Documentaire.

20.50 Drancy 1941-1944, un camp aux portes de Paris

Documentaire. Fra. 2012. Réal. : Philippe Saada. 1h10. L'histoire du camp de Drancy, aux portes de Paris, où furent internés des milliers de Juifs.

22.00 39/45 : les résistantes allemandes. Documentaire.

À LA DEMANDE

CANAL+ SERIES

Such brave girls



Depuis que son mari l'a quittée dix ans plus tôt, Deb mène sa vie de quadragénaire fauchée de façon chaotique en compagnie de ses filles Josie et Billie, deux jeunes adultes déjà cabossées par la vie qui vivent pendues à ses basques. Quand elle fait la connaissance d'un homme avec lequel elle imagine refaire sa vie, Deb n'a qu'un seul espoir : qu'il ne prenne pas la fuite en rencontrant ses filles. Kat Sadler a embarqué sa sœur Lizzie Davidson dans l'aventure d'une série trash et outrancière, qui aime secouer ses spectateurs à grands coups de répliques impertinentes et de scènes plutôt crues. Difficile de feindre l'indifférence face à un résultat récompensé par un BAFTA de la meilleure série comique en 2024.

LE FIGARO TV

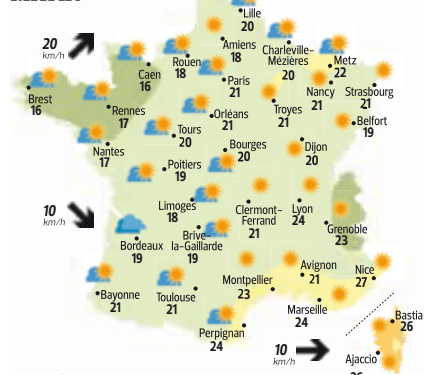
Disponible sur

TNT IDF	CANAL+
34	126 / 136*
TF1	
468	345
France 2	
203	305
Aussi sur	
LeFigaro.fr	
et l'App	

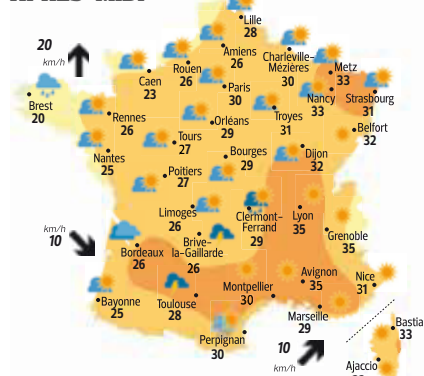


ÉPHÉMÉRIDE St-Hippolyte
Soleil : Lever 06h41 - Coucher 21h08 - Lune croissante

MATIN



APRÈS-MIDI



T (en °C)

<-10 0 10 20 30 40

LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	24/31	AMSTERDAM	21/29	ATHÈNES	24/37
BARCELONE	25/30	BELGRADE	23/39	BERLIN	15/31
BERNE	18/32	BRUXELLES	20/29	BUDAPEST	21/36
COPENHAGUE	15/22	DUBLIN	17/22	LISBONNE	19/25
LONDRES	14/25	MADRID	22/30	PRAGUE	20/32
RABAT	22/26	ROME	25/36	TUNIS	27/38

MERCREDI



JEUDI



VENREDI



la chaîne météo **lachainemeteo.com**

Par téléphone : **3201** **LIVE 24/24** **CANAL+** **Sur L'APPLI GRATUITE** La Chaîne Météo

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel carnetdujour@media.figaro.fr
Téléphone 01 56 52 27 27 sur notre site carnetdujour.lefigaro.fr

Tarif de la ligne € TTC : Du lundi au jeudi 26 € jusqu'à 25 lignes 24 € à partir de 26 lignes Vendredi ou samedi 29 € jusqu'à 25 lignes 27 € à partir de 26 lignes Réduction à nos abonnés : nous consulter

Les lignes comportant des caractères gras sont facturées sur la base de deux lignes ; les effets de composition sont payants ; chaque texte doit comporter un minimum de 10 lignes.

- Naissances, Adoptions, Baptêmes, Fiançailles, Mariages, Anniversaires, Centenaires, Fête des Mères, Saint-Valentin, Noces, Communica-tions diverses, Conférences, Thèses, Portes ouvertes, Distinctions, Nominations,

Commemoration, Signatures, Départs en retraite, Voeux, Deuils, Condoléances, Remerciements, Souvenirs, Messes et anniversaires, Offices religieux, Prise d'habit, Jubilé, Jubilé sacerdotal, Ordination, Voeux monastiques.

Reprise des annonces sur : carnetdujour.lefigaro.fr www.dansnoscoeurs.fr

Tél Abonnements : 0170 37 3170

deuils

Aubigny-sur-Nère (Cher).

Christian Altirac du Mesjan, son époux, Romaric, Fabrice, Maylis et Florian, ses enfants, Audrey, Julien et Aurélie, ses beaux-enfants, Juliette, Arwen, Tristan et Tifaine, Louise et Mael, ses petits-enfants, ses frères et sœurs, ses beaux-frères et belles-sœurs

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Françoise ALTAIRAC du MESJAN née d'Aboville.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 14 août 2024, à 14 h 30, en l'église d'Aubigny-sur-Nère.

Ils la recommandent à votre prière.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Toulon.

M. David Verlot et son épouse, Christelle Verlot, et leurs enfants, Maëlle, Mattheo, et toute sa famille

ont la tristesse de faire part du décès de

France BOLLOCH née Verlot, venue du général André Bolloch

survécu le 8 août 2024, dans sa 93^e année, à Nans-les-Pins (Var).

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 19 août 2024, à 10 heures, au crématorium de La Seyne-sur-Mer (Var).

Lauris (Vaucluse).

M. Dominique Boudet, sa fille, Christel Boudet, son gendre, Ludovic Le Fur, et son petit-fils, Clovis Le Fur, les familles Lux et Hauvespre

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Mme Danièle BOUDET née Lux,

survécue le 5 août 2024, à l'âge de 81 ans, à Lauris.

L'inhumation aura lieu ce mardi 13 août, à 11 h 15, au cimetière de Lauris.

Saint-Brieuc, Quintin (Côtes-d'Armor), Saint-Brieuc-sur-Mer (Ille-et-Vilaine), Levallois-Perret, Londres, Vincennes, Milan.

Dans la peine et l'espérance, nous vous faisons part du rappel à Dieu de

M. Bertrand DUAULT

qui nous a quittés le 10 août 2024, dans sa 83^e année.

De la part de :

Mme Bertrand Dault, née Myriam Viollet, son épouse,

Beatrice et Yann Noyon, Gwénaelle et Frédéric Boissel, Vianney Dault, ses enfants,

Alexis, Envel, Salomé, Ronan, ses petits-enfants.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 14 août, à 14 h 30, en l'église Saint-Yves de Saint-Brieuc, 8, rue du Vieux-Puits.

M. et Mme Emmanuel Hiest, M. et Mme Patrick Hiest, ses époux,

Constance Hiest, Charlotte et Simon Dewevre, Flore et Martin Charlemagne, Antonin Hiest, Laura Hiest, Emma Hiest et Clément Grout, Estelle Hiest, ses petits-enfants,

ses 5 arrière-petits-enfants,

Mme Michèle Schaeffer, sa compagne,

Mme Colette Hiest - Chotard

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Louis HYEY officier du Mérite agricole, médaille d'or de la Jeunesse et des Sports,

survécue le 7 août 2024, dans sa 95^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église, à Vesly (Eure), le vendredi 16 août, à 15 heures.

Emmanuel Hiest, 1, rue Saint-Thomas, 27870 Vesly.

Charlotte, Matthieu, Alix, ses petits-enfants, Marie-Christine Nithart, sa belle-fille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Ariette IVOY née Spitzer,

survécue le 26 juillet 2024, dans sa 91^e année, à Bordeaux.

Marion Memmi Noblet, son épouse,

Paul, son fils, Hélène, son beau-fils, et Corinne, ses petits-enfants,

ses arrière-petits-enfants

ont la douleur de faire part du décès de

Jacob Georges MEMMI officier des Arts et des Lettres,

survécue le 1^{er} août 2024, dans sa 95^e année, à Cannes.

Béatrice Moulin-Roussel, Isabelle Halzet, Amicé de Balarre, Paul-Henri et Sylvie Denieull, Didier et Nanou Colmet Daige, Régine Moulin-Roussel, ses sœurs, belles-sœurs et beaux-frères,

Pierre, Laure, Marie, Marc, Raphaëlle, Marie-Hélène, Florence, Evelyne, Anne-Céline, Arnaud, Marie-Caroline, Virginie, Olivia et Laura, ses neveux et nièces, et leurs conjoints

et tous ceux qui l'ont accompagné

ont la tristesse de faire part du décès de

Philippe MOULIN-ROUSSEL

survécue à Marrakech (Maroc), le 5 août 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 16 août, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce-de-Passy, Paris (16^e).

L'inhumation aura lieu à l'issue de la cérémonie religieuse au cimetière de Savigny-sur-Orge dans l'intimité familiale.

Paris (13^e).

Mme Danielle Neveux, son épouse,

Christelle, Delphine et Khang, ses filles et son gendre,

Marie, Jean, Elias et Gabriel, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves NEVEUX survécue le 5 août 2024, à l'âge de 85 ans, à Paris (13^e).

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-la-Gare, place Jeanne-d'Arc, à Paris (13^e), dans l'intimité familiale, ce mardi 13 août, à 10 h 30.

Oullins-Pierre-Bénite (Rhône).

Ses enfants

ont la douleur de vous annoncer la disparition de

Rolande PAULINIER née Bourgeois,

le 6 août 2024, à l'âge de 93 ans.

La cérémonie aura lieu en l'église Saint-Martin, à Oullins-Pierre-Bénite, le vendredi 16 août, à 10 heures.

On nous prie de faire part du décès de

Odette PROUVOST née Leclercq,

ancienne élève des dominicaines, pèlerin de Saint-Jacques-de-Compostelle, ancien membre de l'ACI (Action catholique des milieux indépendants),

survécue à Roubaix, le samedi 10 août 2024, à l'âge de 98 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 14 août 2024, à 11 heures, en l'église Saint-Paul, 1, place de Verdun, à Hem (Nord).

De la part de : en union avec Bernard Prouvost (+), son époux, Vincent et Chantal Prouvost-Amblard, Bernard et Anne Prouvost-Lefebvre, Amicé et Thomas Derville-Prouvost, Marie-Hélène et Christian Fivel-Prouvost, ses enfants,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

les familles Prouvost-Pollet et Leclercq-Motte.

Le vicomte Gaston de Saporta, son époux,

Frédéric de Saporta, Etienne et Claire de Saporta, Pierre et Clotilde de Gourcy, Camille de Saporta, ses enfants,

ses douze-petits-enfants, son arrière-petite-fille

font part du décès de la

vicomtesse Gaston de SAPORTA née

Alix de Beaumont du Repaire.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce mardi 13 août, à 14 h 30, en l'église Saint-Bernard de Lattes (Hérault), suivie de l'inhumation au cimetière Saint-Lazare de Montpellier.

Le Christ est ressuscité !

Annick de SOUZENELLE née Meaulle, écrivain et conférencière,

a rejoint Le Père céleste, le dimanche 11 août 2024.

L'office orthodoxe aura lieu en l'église catholique de Rochefort-sur-Loire (Maine-et-Loire), le mercredi 14 août, à 10 h 15, suivi de l'inhumation au cimetière de Rochefort.

Selon sa volonté des vêtements de couleur sont expressément demandés.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anne et Patrick Thauray, ses enfants,

Fleur, Malwenn, Zoé, ses petites-filles, et leurs conjoints, Pierre, Ugo et Romain,

les familles Alrig et Thauray et tous ses neveux et nièces

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Mme Geneviève THAURY née Alrig, le 17 août 1934.

Elle s'est éteinte paisiblement dans son sommeil le 9 août 2024, à l'hôpital Foch, à Suresnes.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 14 août, à 11 heures, en l'église Saint-Sylvain, à Cromac (Haute-Vienne), suivie de l'inhumation dans le caveau familial.

Une messe sera célébrée ultérieurement, en l'église du Saint-Esprit, Paris (12^e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

pthauray@yahoo.fr

Sa famille Vidal-Giraud, Benoît et Luc, ses fils, Claudine et Anne, leurs conjoints, Hélène,

Adèle, Léo, Tristan, Ghislain, Jeanne, Noé, ses petits-enfants, Jocelyn, Aliona, Lina, Benoît, leurs conjoints, Bernard, Simone, Madalen, Elisa, ses arrière-petits-enfants, les familles Giraud, Court-Payen, d'Huart, Vidal, Sénac, ainsi que ses proches, Lourdes, Gisèle, Déborah, Dine, Clémence,

vous font part du passage dans la Lumière de

Marie VIDAL née Giraud,

à Pau, le 5 août 2024, à l'âge de 93 ans, dans la certitude de la Résurrection.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce mardi 13 août, à 15 heures, en l'église de Pontigbaud (Puy-de-Dôme).

Une messe aura lieu à Paris, après l'été.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille Vidal-Giraud, 63, rue de l'Assomption, 75016 Paris.

souvenirs

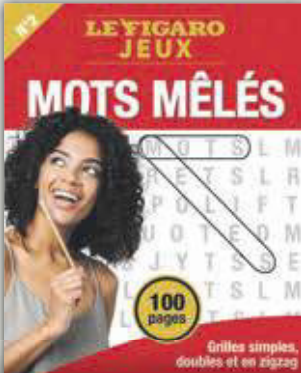
A l'occasion du trentième anniversaire du rappel à Dieu de

M. François POLAILLON

le 13 août 1994.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Les éditions du Figaro En vente actuellement



LE FIGARO
le carnet du jour

FIANÇAILLES, MARIAGES

Annoncez-les dans le Carnet du Jour

Téléphone : 01 56 52 27 27
carnetdujour@media.figaro.fr
LEFIGARO.FR/CARNETDUJOUR

« Le train est arrivé à 23h49. Il n'allait pas plus loin. » Depuis les États-Unis, Peter Feigl, 95 ans, lit pour *Le Figaro*, dans son vieux carnet, les quelques phrases qu'il a écrites pendant cette journée d'hiver 1943. Les rafles se sont intensifiées partout en France à partir de l'été 1942, et l'enfant juif qu'il est alors a été transféré d'organisations clandestines en organisations clandestines après la déportation de ses parents autrichiens, réfugiés puis arrêtés en France. À cette époque, il note le compte rendu de chacune de ses journées dans son journal pour raconter ses aventures à ses parents.

Peter Feigl a 13 ans quand il arrive à Saint-Agrève, sur ce plateau du Haut-Vivarais, dans cette montagne refuge. Un petit monde coupé du grand. Un balcon sur les Cévennes et la vallée du Rhône, blotti au pied des volcans d'Auvergne, difficilement accessible, d'une grande austérité pendant la saison froide.

Peter a pris un train de nuit depuis Marseille, puis un autobus, et enfin l'autorail, surnommé le « tortillard », qui s'agrippe aux flancs des monts d'Ardèche pour se hisser sur le plateau. « À la gare, Monsieur Trocmé est venu me chercher avec sa bicyclette par neige et clair de lune », raconte Peter Feigl. L'instituteur et l'enfant, désormais adolescent, marchent dans la nuit glaciale jusqu'à une vieille bâtisse en pierres et briques rouges : la maison des Grillons. À l'intérieur, Peter découvre d'autres enfants, accueillis par les gens du village, qui vivent clandestinement à l'abri du regard des Allemands dont la garnison de la Wehrmacht la plus proche est au Puy-en-Velay, à plus de 40 kilomètres au-delà des montagnes. Les SS sont trop occupés à Lyon.

Que se passe-t-il sur ce territoire à plus de 1000 mètres d'altitude ? En tout, on estime que le plateau et ses habitants, entre 15 et 20000 personnes, ont sauvé plus de 3000 enfants juifs en plus des milliers d'autres réfugiés pourchassés par l'Allemagne nazie ou le régime de Vichy pendant la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, 80 habitants du plateau ont été reconnus « Justes parmi les nations » par Israël. Mais ils sont bien plus nombreux à avoir réalisé le « miracle » du plateau.

« Le devoir des chrétiens est d'opposer à la violence exercée sur leur conscience les armes de l'Esprit »

André Trocmé Pasteur protestant

« J'ai choisi cette aventure, non parce que c'est une aventure, mais parce qu'ainsi je pourrai ne pas avoir honte de moi », disait l'un d'entre eux, Daniel Trocmé. Avant la guerre, Daniel était enseignant en région parisienne. Il rejoint Le Chambon-sur-Lignon au début de la guerre à l'appel de son cousin, André Trocmé, pasteur protestant qui exerce sur le plateau depuis 1934. Ce dernier est pacifiste et objecteur de conscience.

Dès 1940, le lendemain même de l'armistice, il prévient ses paroissiens dans un célèbre sermon, que « des pressions païennes formidables vont s'exercer sur nous-mêmes et sur nos familles, pour tenter de nous entraîner à une soumission passive à l'idéologie totalitaire (...) Le devoir des chrétiens est d'opposer à la violence exercée sur leur conscience les armes de l'Esprit ». Si de manière générale, les protestants comme les catholiques accueillent favorablement le régime d'occupation, les premières voix qui dénoncent publiquement la déportation s'élèvent côté protestant, où la parole est plus libre, moins contenue dans une hiérarchie.

Cet appel à la résistance spirituelle se traduit rapidement par une résistance civile. Les habitants du plateau sont prêts. Le petit territoire qui vit historiquement en autarcie s'est ouvert sur le monde au début du siècle en accueillant, avec les premières lignes de chemin de fer, des touristes et des enfants d'ouvriers envoyés en vacances par des associations. On a construit des hôtels et des pensionnats.

Surtout, les habitants du plateau sont à 40 % protestants (contre 3 % de la population nationale) et n'ont pas oublié la longue époque dite du Désert, pendant laquelle le protestantisme huguenot était interdit en France, « l'expérience souvent tragique de la minorité de persécution, sa fidélité, son irrésisti-



Le plateau du Haut-Vivarais et ses habitants, dont le pasteur André Trocmé (ci-contre avec sa femme Magda), ont sauvé plus de 3 000 enfants juifs en plus des milliers d'autres réfugiés pourchassés par l'Allemagne nazie ou le régime de Vichy pendant la Seconde Guerre mondiale. 2024 YAD VASHEM

vieux carnet, de peur que celui-ci, qui relatait tout son itinéraire et les personnes rencontrées depuis sa séparation d'avec ses parents, ne tombe un jour aux mains des Allemands. La dernière ligne de son carnet, adressée à ses parents, remonte au début de l'année 1943 : « Je n'ai aucune nouvelle de vous ». Quarante ans plus tard, dans les années 1980, un collectionneur l'appelle depuis la France pour lui dire qu'il détient un cahier à son nom, acheté dans une brocante sur la Côte d'Azur.

En plus de cette extraordinaire relique resurgie de nulle part, Peter a aussi gardé des photos d'identité. Sur le plateau, une véritable industrie de faux papiers se met en place, de plus en plus indispensable au fur et à mesure que la pression allemande s'intensifie sur le plateau. En 1943 en effet, les réfractaires au STO, de plus en plus nombreux, prennent le maquis et élaborent une résistance armée qui suscite les représailles des nazis.

En février 1943, le pasteur André Trocmé, qui multiplie les paroles fortes, est arrêté avec le pasteur Édouard Theis. Enfermés dans un camp d'internement pendant un mois, ils sont finalement libérés tout en ayant refusé de signer un texte d'allégeance au gouvernement de Pétain. Dès lors, le pasteur prend le maquis pour continuer clandestinement ses actions.

En parallèle, lors d'une rafle le 29 juin 1943, 18 pensionnaires clandestins de la maison des Roches, également dirigée par Daniel Trocmé, sont

arrêtés. Parmi eux, quatre Français dont un Juif et quatorze étrangers - Allemands antinazis et républicains espagnols - dont quatre Juifs. « À 6h45, une quinzaine d'Allemands habillés en civil, armés de mitraillettes et de revolvers, ont fait irruption au foyer universitaire des Roches cernant l'immeuble de toutes parts », écrit un témoin. Daniel Trocmé refuse de laisser partir ses hôtes et se fait pren-

dre avec eux. L'enseignant est déporté en mars 1944 au camp d'extermination de Majdanek où il meurt gazé le 2 avril, à tout juste 32 ans.

Les habitants du plateau décident donc d'extraire de nombreux réfugiés vers la Suisse. Peter Feigl est d'abord emmené à Figeac sous une nouvelle identité. « Je suis devenu Pierre Fesson, né à Hoch, orphelin de parents tués dans un bombardement », détaille-t-il. Le voilà citoyen français « aryen ». Peter peut aussi se déclarer catholique, ses parents ayant pris la précaution de le baptiser avant la guerre. Mais son accent autrichien est dangereux. Il est donc envoyé en Suisse, via les différents réseaux clandestins qui permettent de franchir la frontière, comme la Cimade ou l'Amitié chrétienne. « J'ai franchi les barbelés en courant dans le no man's land. Les Suisses m'ont arrêté et j'ai montré mon certificat de baptême, j'étais sauvé », raconte-t-il.

Sauvé, oui, mais sans ses parents. Connaissant précisément leur arrestation, celui qui a émigré et construit sa vie aux États-Unis découvre au début des années 1990, au Mémorial des Juifs déportés de France, une liste des trente convois qui ont quitté Drancy pour Auschwitz. Il y lit les noms de ses parents. Sa mère a été tuée, gazée, dès son arrivée dans le plus grand des camps de la mort du III^e Reich. Il apprendra plus tard que son père, enregistré en tant qu'ingénieur dans le camp d'extermination, a survécu au moins quatre semaines avant de mourir lui aussi. « J'ai le plus grand respect pour les chrétiens du plateau qui font exactement ce que la Bible leur a commandé de faire », dit Peter Feigl aujourd'hui. « Ce sont de vrais chrétiens », reprend-il, se déclarant quant à lui athée convaincu.

En 1943, après l'arrestation d'André Trocmé, le pasteur Marcel Jeannot proclamait d'ailleurs devant les Chambonnais durant le culte : « Si nos frères ont été emmenés cette semaine, c'est qu'ils ont voulu accomplir la loi du Christ en portant les fardeaux des autres, de leurs frères. » ■

Retrouvez demain :
Geneviève de Gaulle,
une foi mystique à l'épreuve
des camps de concentration nazis

Les cousins Trocmé, héros de la résistance civile du plateau du Haut-Vivarais

Mayeul Aldebert

Le pasteur André Trocmé a appelé à la résistance de « l'Esprit » dès 1940. Daniel, venu bâtir le formidable réseau d'aide aux réfugiés de la région, est mort en camp d'extermination.

BIO EXPRESS

7 avril 1901

Naissance d'André Trocmé. Son cousin Daniel naît en 1912.

1934

Arrivée du pasteur au Chambon-sur-Lignon, où son pacifisme est mieux accepté.

23 juin 1940

Sermon sur les « armes de l'Esprit ».

1939-1944

André, avec Daniel, qui est arrivé en 1941, accueille de nombreux réfugiés. 29 juin 1943 : rafle de 18 réfugiés et de Daniel Trocmé, qui meurt en 1944 à Majdanek.

1971

Mort d'André Trocmé à Genève.

ble tendance à chercher dans l'Ancien Testament des raisons de survivre et d'espérer, comme l'avait fait le peuple de Dieu auquel il s'est lié dans un étrange mais significatif mimétisme », écrit l'historien Patrick Cabanel.

Cette mémoire longue n'est pas morte. Elle s'est sans doute même renforcée de plus belle en entendant les informations stupéfiantes venues d'Allemagne par les réseaux protestants dès l'accession de Hitler au pouvoir. Les douze pasteurs, les élus et de nombreux habitants de la région organisent donc un vaste réseau d'accueil d'abord des réfugiés français qui fuient devant l'invasion allemande. Viennent après l'armistice les Juifs, les réfugiés politiques pourchassés par Vichy et les nazis, et enfin, à partir de 1943, les réfractaires au STO. « Chacun a agi selon ce qu'il croyait devoir faire dans la journée », a témoigné Magda Trocmé, la femme du pasteur, également reconnue comme « Juste parmi les nations ».

« Nous ne savions pas tout ce qui se passait dans les maisons. Et les gens ne savaient pas ce que nous faisons (...) C'était un consensus général. » À cette époque, un tiers des réfugiés sont des enfants, amenés notamment par l'Œuvre de secours aux enfants, dont l'évêque auxiliaire de Toulouse, M^{re} Louis de Courrèges d'Ustou - lui aussi reconnu « Juste parmi les nations » - est l'un des moteurs.

« Je ne me souviens pas m'être véritablement caché », témoigne aujourd'hui Peter Feigl. La vie continuait. Des salles de classe étaient improvisées dans les fermes. « Une fois, les adultes nous ont emmenés soudainement cueillir des champignons en forêt en plein été ! » Peter Feigl comprend plus tard que la police locale, complice, avait vraisemblablement alerté d'une inspection soudaine des Allemands.

Les souvenirs sont encore vifs, même si, à l'époque, Daniel Trocmé avait confisqué au jeune Peter son

La signification de l'incursion ukrainienne en Russie



CHRONIQUE
Renaud Girard

Commencée le 6 août 2024, l'incursion militaire ukrainienne dans l'oblast de Koursk - c'est-à-dire sur le territoire internationalement reconnu de la Russie - n'a toujours pas été réduite. Quelque 121 000 civils ont été évacués vers la région de Moscou par les autorités russes. Les Ukrainiens, qui ont pénétré sur plus de 30 kilomètres, ont fait des dizaines de prisonniers russes. On les a même vus déployer des engins du génie, comme s'ils avaient décidé de fortifier le territoire conquis, en perspective d'un éventuel futur échange.

Les communiqués de l'Ukraine sont laconiques - « On continue à avancer ! », a simplement dit le général Syrsky, son chef d'état-major général -, alors que ceux de la Russie sont plus émotionnels. Le président Vladimir Poutine a fustigé une « provocation » de la part de l'Ukraine, alors que la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a déclaré que ces « crimes » ne resteraient pas impunis. Le Kremlin a déclenché un plan « antiterroriste ». Ou la Russie officielle est-elle allée chercher ces mots ? Il n'y a là ni « provocation », ni « crimes », ni « terrorisme », il y a tout simplement la guerre ! Intoxiqué par sa propre propagande, le Kremlin oublierait-il qu'il lui-même enclenché cette guerre - qualifiée d'« opération spéciale » pour ne pas faire peur au peuple russe -, par son agression militaire à grande échelle du 24 février 2022 ?

Dans une guerre, comme dans la boîte anglaise, on porte des coups et on en reçoit, on avance et on recule. Après avoir reçu beaucoup de coups sur leur territoire, les Ukrainiens ont décidé d'en porter sur le territoire russe. Le plus étonnant est que la Russie en ait été surprise et irritée. Ne s'y

attendait-elle pas ? Croyait-elle son territoire sanctuarisé simplement parce qu'elle est un État nucléaire ?

Tactiquement, cette incursion a permis aux Ukrainiens de soulager leur front du Donbass en obligeant les Russes à y retirer des soldats, pour les envoyer en renfort dans l'oblast de Koursk.

Elle a aussi une portée stratégique. Elle se trouve non dans la quantité du territoire conquis - une miette par rapport à l'immensité de la superficie de la Russie -, mais dans les puissants messages qu'elle est parvenue à passer aux trois auditoires cruciaux pour l'Ukraine.

Le premier auditoire est évidemment le peuple ukrainien. Il est important pour les élites dirigeantes de Kiev de montrer à leur nation que non seulement elles ne sont pas défaitistes, mais qu'elles sont aussi capables d'initiative, d'inventivité, et de garder un secret afin de ménager aux troupes un effet de surprise face à l'ennemi. Dans les guerres, le moral joue un rôle crucial, comme l'a montré l'effondrement de l'armée allemande sur le front occidental à partir du 8 août 1918. Réussir une incursion en plein territoire russe est un geste symbolique qui va remplir de fierté tous les soldats ukrainiens et favoriser le recrutement des conscrits. C'est aussi un remuant très fort pour le moral de tous les Ukrainiens travaillant à l'arrière.

Les Russes, dirigeants comme population, constituent le deuxième public visé par la stratégie de communication ukrainienne. Elle leur dit qu'il faut oublier l'idée d'une guerre confortable, épargnant les civils russes moyens. Elle cherche à les réveiller politiquement et à leur faire demander à leur président : « Qu'est-ce que tu nous as, au juste, Vladimir, apporté de bé-

néfique avec ta guerre contre nos cousins germains ukrainiens ? »

Même Vladimir Poutine semble avoir reçu un message, puisqu'il a expliqué publiquement que les Ukrainiens cherchaient sans doute à prendre des gages, afin d'arriver en meilleure posture à la table des négociations. En sous-entendant qu'il pourrait y avoir un jour des échanges territoriaux entre la Russie et l'Ukraine, le président russe a-t-il voulu lancer une perche ? Elle intervient deux semaines après que le président ukrainien a déclaré qu'une délégation russe devrait bel et bien être invitée à la prochaine conférence internationale sur la paix en Ukraine, après celle du Bürgenstock (Suisse) des 15 et 16 juin 2024, qui n'avait strictement rien donné, car l'un des belligérants n'y participait pas.

Le troisième public visé par Kiev est évidemment celui des États-Unis et de leurs alliés européens. Il s'agit de montrer à Washington et à Bruxelles que l'aide financière et militaire à l'Ukraine ne finit pas dans un tonneau des Danaïdes. L'Amérique s'est engagée sur un programme de 60 milliards de dollars et l'Union européenne sur 50 milliards d'euros en cinq ans. Oui, l'armée ukrainienne s'est renforcée depuis deux ans ; oui, elle est agile et manœuvrière ; oui, elle a bien appris à se servir des armes perfectionnées que l'Occident lui a fournies.

Dans sa catastrophique aventure ukrainienne - car on ne voit pas ce qu'elle a gagné géopolitiquement ou économiquement en deux ans et demi de guerre -, la Russie ressemble à un autobus fou qui continue à rouler vers le précipice. Le mystère demeure de savoir s'il y a ou non quelque chose dans l'autobus capable de tirer enfin le frein à main. ■

Les Américains méritent mieux que cette campagne présidentielle

L'intronisation de Kamala Harris redonne le sourire aux électeurs démocrates. Eux qui croyaient perdue l'élection présidentielle retrouvent l'espoir de l'emporter en novembre. Et les sondages sont à l'unisson, qui mettent désormais les deux candidats au coude-à-coude dans les États-privés.

Après son débat calamiteux avec Donald Trump, le retrait de Joe Biden paraissait inévitable, sauf pour l'intéressé. Visiblement, son état ne lui permettait pas de poursuivre la campagne, encore moins de mener à bien un second mandat. Si, réélu, il se trouvait empêché, c'est M^{me} Harris qui l'aurait remplacé dans le Bureau ovale. Les caciques du Parti démocrate ont décidé en somme d'y procéder dès maintenant, avec une célérité et une brutalité qui bafouent les règles élémentaires de la démocratie.

M. Biden, après tout, avait emporté les primaires démocrates à 80 % ! L'ayant contraint à se sacrifier, sous la menace de le lâcher et d'assécher ses ressources, ces caciques ont désigné d'autorité M^{me} Harris, au lieu de remettre le choix de nouveaux candidats aux délégués de la convention démocrate issue des primaires du parti. Ce putsch électoral s'est révélé payant. Du jour au lendemain, l'ascension de M^{me} Harris a fait vieillir Donald Trump, ses postures et ses jérémiades, en soufflant un vent de jeunesse et d'optimisme sur une campagne qui confrontait depuis des années le même au même. Tout est désormais possible. M. Trump, d'ailleurs, était le premier à s'en alarmer.

Kamala Harris ne manque pas de qualités. Elle a réussi en quelques jours à mobiliser un Parti démocrate démoralisé et fracturé. Elle est intelligente et douée d'un charisme naturel. Elle se montre, depuis sa consécration posée, rayonnante, originaire. Elle excelle dans les débats. Enfin, ses disciplines et la couleur de sa peau n'ont heureusement pas entraîné le genre de réactions pathologiques qu'avait suscitées la candidature de Barack Obama.

Ces quelques mérites, cependant, ne sauraient faire oublier les carences et les faiblesses notoires qui ont émaillé sa carrière politique. Désordres, inattention, impréparation, incompetence, accès de colère et, pour finir, absence remarquée d'une vision politique perceptible, qui explique sa versatilité sur des questions aussi importantes que l'im-

migration, l'extraction du gaz de schiste, la vente libre des armes à feu... C'était une vice-présidente inerte et sans relief, au point que nombre de hiérarques démocrates - ceux-là mêmes qui l'adoubent aujourd'hui - l'ont jugée incapable de gouverner le pays et paniaient à l'idée de la voir succéder à M. Biden. Son entourage assure qu'elle a mûri, qu'elle apprend vite, qu'elle est déterminée, réfléchie, bien conseillée, qu'elle va surprendre. On verra bien.

Donald Trump déploie son bagou intarissable pour dénoncer un pays à la dérive, déshérité par une élite haineuse et corrompue. Kamala Harris, flanquée de son volubile colistier, célèbre les vertus et les espérances d'une Amérique en train de revenir à elle-même. Cette stratégie fait un malheur et peut réussir. Mais ce n'est pas une politique

Avoir choisi Tim Walz comme colistier est habile - et tout aussi révélateur de la situation aujourd'hui du Parti démocrate. On attendait plutôt Josh Shapiro, le très populaire gouverneur de la Pennsylvanie - un État-pivot crucial pour le scrutin de novembre - qui a su séduire des électeurs conservateurs et indépendants et s'attirer l'estime générale à travers la classe politique ; c'est d'ailleurs lui que l'entourage de Trump redoutait le plus. Mais il avait contre lui, chose naguère inimaginable, le fait d'être juif, et de l'assumer, de soutenir Israël, mais aussi d'autoriser en Pennsylvanie - anathème pour les progressistes - les parents d'enfants défavorisés à choisir librement leur école. Autant de « manquements » qui lui ont valu des attaques abjectes de la gauche de son parti.

M. Walz est fait d'une autre pâte. Né dans une petite bourgade du Nebraska, il avait longtemps servi dans la garde nationale, ensuite dans l'enseignement, avant d'embrasser la carrière politique, d'abord représentant du Minnesota au Congrès, puis gouverneur de l'État. Jovial, proche des gens, ce chasseur impénitent, et qui l'assume, est aussi

un redoutable orateur populaire. Sa désignation permettra-t-elle d'élargir l'électorat démocrate à l'Amérique rurale et conservatrice ? Ce n'est pas sûr. M. Walz, qui n'a rien apparemment d'un idéologue, a gouverné son État avec le zèle d'un progressiste outré : il a éculé l'immense surplus du budget (17,5 milliards) en dépenses sociales, signé une loi légalisant l'avortement jusqu'à la fin de la grossesse, une autre restituant le droit de vote à d'anciens détenus, une autre encore légalisant la « marijuana récréative » et encore une autre qui autorise des enfants à se rendre dans le Minnesota pour subir une opération de changement de sexe. Pas de quoi se réconcilier avec les électeurs conservateurs du Midwest.

Les stratèges démocrates, c'est de bonne guerre, présentent Tim Walz comme un homme du peuple « qui ressemble à un républicain ». Les républicains, j'imagine, sauront corriger. Pour l'heure, ils semblent perdre pied devant l'enthousiasme que suscitent M^{me} Harris et les foules qui se pressent à ses réunions électorales où l'ambiance « feel good » tient lieu de programme.

Jusqu'à maintenant, en effet, elle n'a dit mot sur la politique nationale ni sur son programme économique et social. Rien sur l'Ukraine, la guerre de Gaza, le nucléaire iranien, la Chine. Dans ses discours publics, elle s'adresse, optimiste et souriante, à la sensibilité des gens, à leurs aspirations, à leurs émotions. C'est son seul point commun avec Donald Trump, mais à fronts renversés. Lui déploie son bagou intarissable pour dénoncer un pays à la dérive, déshérité par une élite haineuse et corrompue. Elle, flanquée de son volubile colistier, célèbre les vertus et les espérances d'une Amérique en train de revenir à elle-même. Cette stratégie fait un malheur et peut réussir. Mais ce n'est pas une politique.

La campagne présidentielle oppose deux personnalités qui ont fait amplement la preuve, chacun à sa manière, de leur inaptitude avérée à assumer les épreuves et les servitudes de l'exercice du pouvoir. Les Américains méritaient mieux. La démocratie aussi. ■

* Ran Halévi est directeur de recherche au CNRS et professeur au Centre d'études sociologiques et politiques Raymond-Aron. Dernier livre paru : « Le Chaos de la démocratie américaine » (Gallimard, 2022).

RAN HALÉVI

Avec Kamala Harris et Donald Trump, la campagne présidentielle oppose deux personnalités qui ont montré leur inaptitude avérée à assumer les épreuves et les servitudes de l'exercice du pouvoir, analyse l'historien*.

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Charles Edelstenne

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Tremolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pole audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,
Photo, Revision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Télévision),
Yves Theard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Gie
Éditeurs
Robert Mercu
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Directeur, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h :
sam. de 9h à 15h au 01 70 37 31 70 Fax : 01 55 56 70 11
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 590 € Club : 520 € Semestrier : 415 € Week-end
Prestige : 429 € Week-end : 359 €

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement
Origine du papier : Allentignie. Taux de fibres recyclées : 100%
Ce journal est imprimé sur du papier UPM porteur de l'écobol européen
sous le numéro PU 011/001. Europrintation P.Phot 0.002 kg/tonne de papier.



Ce journal
se compose de :
Édition nationale
1^{re} Cahier 20 pages
Cahier 2 Économie
6 pages

WWW.BRIDGEMANIMAGES.COM/BRIDGEMANIMAGES, MOSCOT, WWW.ALMAMY.COM/ALAMY STOCK PHOTO VIA REUTERS



À gauche, dans *New York Stories*, réalisé par lui, Francis Ford Coppola et Martin Scorsese, en 1989. Ci-contre, l'affiche de son film *Manhattan*, de 1979.

La-dessus, tout le monde est d'accord : New York a été inventé pour être filmé par Woody Allen. Ça n'est pas lui qui prétendra le contraire. Il est resté le gamin de Brooklyn qui regardait de l'autre côté de l'East River et voulait habiter l'Upper East Side. La ville se confond avec son nom. Il s'y sent comme un poisson dans l'eau de la fontaine Bethesda qui apparaît si souvent dans ses images, avec son ange de pierre aux ailes déployées. C'est le centre de gravité de son œuvre. Il aime Manhattan comme une femme longtemps désirée. Son New York n'est pas celui de Martin Scorsese. Sa caméra est braquée sur quelques pâtés de maisons très précis. Il en avait rêvé. Il en est devenu le citoyen numéro un. Il suffit de revoir l'ouverture de *Manhattan*, ses plans de la métropole bercés par *Rhapsody in Blue* et se terminant par un feu d'artifice au-dessus des buildings. Le film est un hymne, une lettre d'amour. Le noir et blanc rajoute à la poésie, « *New York empesté le noir et blanc* », assure le réalisateur de *Hollywood Ending* à ses producteurs indignés. Il l'a dans le sang. Cet insomnie était fait pour cette ville dont un slogan proclame qu'elle ne dort jamais. Pourquoi en montrer la misère et les excès ? Pour lui, l'enfer ressemble au paradis sur terre. Il s'agit de plus qu'un décor : un mode de vie, de la civilisation concentrée sur quelques bobines de celluloid.

« *Je suis 100 % bitume* », confie un de ses personnages. Où aller, sinon ? Comment s'en sortir sans les librairies de Madison Avenue, Books and Co, The Corner Bookstore ? La visite guidée peut commencer. Le cinéaste est chez lui. Dans sa filmographie, des rituels se dessinent. Dans *Tout le monde dit I love you*, les tourtereaux jettent une pièce dans les jets d'eau qui coupent Park Avenue en deux. C'est un monde de luxe, d'habitudes, peuplé de galeries de peinture et de cinémas d'art et d'essai. Les fins de mois n'ont pas l'air si difficiles. L'anniversaire des enfants se fête au Club 21, avec sa façade ornée de statues de jockeys en casaque de couleur (le restaurant de la 52^e Rue a fermé en 2021). Elaine's est l'adresse incontournable, sur la 1^{re} Avenue, même si la cuisine vaguement italienne y laisse à désirer : « *La nourriture y était exécrable, mais c'était l'endroit le plus excitant de la ville, rempli de célébrités tous les soirs jusqu'au bout de la nuit* ». Parmi elles, Norman Mailer, Tennessee Williams, David Hockney, Michael Caine, Mary McCarty, Jorge Vidal, Robert Altman, Nora Ephron. Allen avait la table 8 et de nombreuses séquences se déroulent dans l'établissement que célébrait Billy Joel dans une de ses chansons.

Les gens ont un abonnement à l'opéra. Ils écoutent Wagner au Lincoln Center : « *Quand je l'entends, j'ai envie d'envahir la Pologne* », dit le héros de *Meurtre mystérieux à Manhattan* qui préfère assister à des matchs de hockey sur glace au Madison Square

WOODY ALLEN

Le piéton de Manhattan

Éric Neuhoff

Son paradis sur terre est ce pâté de maisons auquel il a dédié un film en noir et blanc. Il y a ses adresses et ses rituels, et en épingle les névroses. S'y ancre aussi sa poésie : spleen et idéal.



Elaine's, l'adresse incontournable, sur la 2^e Avenue : « *La nourriture y était exécrable, mais c'était l'endroit le plus excitant de la ville, rempli de célébrités* », dira Allen. Jouer de la clarinette, pour lui (ici, en avril 1978), « *c'est comme prendre un bain de miel* ». WWW.ALMAMY.COM/ALAMY STOCK PHOTO/ABACA, WWW.BRIDGEMANIMAGES.COM/BRIDGEMANIMAGES

Garden. Avoir sa loge au Metropolitan participe de la décence élémentaire. Les épouses se rendent à des dégustations de vins au National Arts Club. Pendant ce temps, au Café des Artistes, des romancières enseignent à leurs éditeurs les arcanes du poker. Les adulteresses se consomment généralement dans une chambre de l'hôtel Saint Régis (demandez donc au Michael Caine infidèle de *Hannah et ses sœurs*). Dans *Annie Hall*, le couple se rend à une séance du *Chagrin et la Pitié* au Beekman Theater. Dans *Maris et femmes*, des exemplaires du *New Yorker* traînent sur les tables basses et une représentation de *Don Giovanni* est au programme. Les déjeuners entre amies chez le traiteur Dean and De Luca ne sont pas interdits.

Les comédiens ringards de *Broadway*, Danny Rose débâtèrent à n'en plus finir au Carnegie Deli de la 11^e Avenue qui leur sert de QG. Allen a-t-il donné son nom à un de ces fameux sandwiches au pastrami qui étaient hauts comme

New York est le centre de gravité de son œuvre. Il suffit de revoir l'ouverture de « Manhattan », ses plans de la métropole bercés par « Rhapsody in Blue » et se terminant par un feu d'artifice au-dessus des buildings. Le film est un hymne, une lettre d'amour



des gratte-ciel ? La vie, la vraie, consiste à croquer des sandwiches à la dinde en buvant du Château Margaux, à obtenir des places pour soutenir l'équipe des Knicks, à voir les mannequins s'animer dans la vitrine d'Yves Saint Laurent sur Madison. Une balade dans Central Park s'impose, suivie d'une promenade en calèche.

Monsieur s'est acheté en 1970 un duplex au 110, V^e Avenue. Lui a succédé une maison de cinq étages dans le même quartier. Sur les murs, se recaptulent des photos de Cole Porter, Sidney Bechet, Dostoïevski. Le matin, il écrit dans son lit, sur des blocs-notes jaunes, avant de se rendre au Manhattan Film Center qui abrite ses bureaux sur Park Avenue. Il faut préciser que la campagne ne lui réussit pas. Il la fuit

comme la peste. Il avait fait l'acquisition d'une résidence à Southampton. Deux ans de travaux : il n'y dort qu'une nuit et la met aussitôt en vente. Le son des mar- teaux-piqueurs et des sirènes de police lui manquaient. Ne lui parlez pas non plus de la Californie. Obligé de séjourner à Los Angeles, le Alvy Singer d'*Annie Hall* tombe malade.

« *Je pourrais vivre très heureux dans un périmètre de vingt rues* ». Son agenda est millimétré. Le lundi soir est réservé à la clarinette. Il en joue avec Le New Orleans Funeral and Ragtime Orchestra. Longtemps, les concerts ont eu pour cadre le Michael's Pub. Puis ce fut le bar de l'hôtel Carlyle qu'on voit dans un tas de ses films, avec ses fresques murales signées Ludwig Bemelmans. Il sort de sa Rolls blanche, son instrument – une Ramponne douze clés – sous le bras, et s'engouffre dans le palace. Sa présence n'est pas mentionnée sur les affiches et il refuse qu'on l'annonce sur scène. Les yeux fermés, il bat la mesure avec sa jambe gauche, perdu dans la mélodie de *Down by the River Side*. Pour lui, « *c'est comme prendre un bain de miel* ». Sa modestie le pousse à se définir comme « *un joueur du dimanche* ». N'empêche, cette passion va loin. En 1978, les Oscars tombaient un lundi. Allen ne put se rendre sur la côte Ouest : à la place, il jouait de vieux standards avec la formation d'Eddie Davis. Les quatre trophées récoltés par *Annie Hall* (dont meilleur film, meilleur réalisateur, meilleure actrice) atterrirent chez ses parents.

Woody Allen est resté le gamin de Brooklyn qui regardait de l'autre côté de l'East River et voulait habiter l'Upper East Side. « Je pourrais vivre très heureux dans un périmètre de vingt rues »

La nostalgie permet un détour par le grand 8 de Coney Island, pas loin de là où il a grandi. New York est une protagoniste à part entière. « *La dernière femme que j'ai pénétrée, c'est la statue de la Liberté* », avoue Allen dans *Crimes et délits*.

Manhattan constitue un festival. New York ? C'est bien simple : « *Une métaphore de la culture contemporaine* ». Cela signifie être invité à un cocktail au MoMA, emmener son fils au Russian Tea Room, se réfugier au planétarium de Central Park à cause d'une averse. Le fin du fin sera d'attendre que le jour se lève sur un banc au pied du Queensboro Bridge. L'image, si belle et émouvante, illustre l'affiche. Le film lui vaut d'avoir droit à la une du *Time* : « *Un génie comique. Woody Allen atteint la maturité* ». Pourtant, le résultat ne le satisfait pas. Il propose à United Artists de garder l'œuvre dans un tiroir et de leur donner un autre film gratuitement à la place. D'ailleurs, dans *Celebrity*, une réplique évoque « *ces connerds qui ne filment qu'en noir et blanc* ». Apparemment, Allen a un faible pour New York sous la pluie. Cela lui inspirera même un titre, *Un jour de pluie à New York*. Timothée Chalamet réserve une suite au Pierre avec vue sur le parc. Le romantisme s'accompagne d'une promenade en calèche en compagnie de la petite amie avec laquelle on a admiré les portraits de Sargent et les antiquités égyptiennes au Metropolitan Museum. Quoi de mieux que de se retrouver à dix-huit heures sous l'horloge Delacorte à côté du zoo ?

Peut-être que son souhait le plus cher serait, comme dans *Alice*, de pouvoir survoler New York grâce à une potion magique. En attendant cet événement miraculeux, Woody Allen habite juste en face de l'adresse où logeait Diane Keaton dans *Annie Hall*. Cela ne s'invente pas. ■

Retrouvez demain :

Harlene, Louise, Diane, Mia, Scarlett, Emma et les autres : entre leurs bras

LE FIGARO

économie



AFRIQUE

L'E-COMMERCE ET LE PAIEMENT MOBILE EN PLEINE EFFERVESCENCE **PAGE 22**

L'ÉTÉ DU « FIGARO »

LES FANTÔMES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE : SUPERPHÉNIX, UNE PLAIE NUCLÉAIRE ENCORE OUVERTE **PAGE 25**



Ariane 6 prête à doubler ses cadences de vol



ArianeGroup s'est doté d'une nouvelle organisation industrielle afin d'honorer un carnet de commandes bien rempli. Le premier tir commercial est prévu fin 2024. **PAGE 24**

Bruxelles rappelle Musk à l'ordre avant son direct avec Trump

C'est une missive à laquelle Elon Musk ne s'attendait probablement pas. Peu avant sa conversation avec Donald Trump, diffusée en direct sur son réseau social X, le serial entrepreneur s'est fait adresser un rappel à l'ordre de la part de la Commission européenne. « Mes services seront extrêmement vigilants et n'hésiteront pas à utiliser les outils à leur disposition, dont des mesures

d'urgence, si cela permet de protéger les citoyens européens », pointe le commissaire Thierry Breton. Que Bruxelles hausse le ton sur un événement qui s'adresse en premier lieu à un public américain peut surprendre. Mais le Digital Services Act (DSA) est clair : « Les obligations s'appliquent à tous les contenus sur X - dont les vôtres - qui sont accessibles par les internautes européens », rap-

pelle Thierry Breton. Au-delà de la nature des propos échangés entre Elon Musk et Donald Trump, Bruxelles s'inquiète des commentaires de l'événement par des utilisateurs de X qui pourraient donner lieu à une vague de propos illicites ou préjudiciables. Or, « comme vous le savez, des enquêtes sont déjà en cours contre X au nom du DSA », pointe le commissaire. Le réseau

social risque une amende de 6 % de ses revenus. Selon Politico, le groupe Renew a envoyé une lettre à la Commission pour lui demander de prendre « toutes les mesures possibles » pour stopper la diffusion de fausses informations sur X, qui est « susceptible de jouer un rôle dans l'émergence de la violence politique en Europe ».

CÉLOÉ WORTIER

> FOCUS

PARIS A FAIT LE PLEIN DE VISITEURS PENDANT LES JO

Une médaille supplémentaire pour Paris. Les Jeux olympiques ont permis à la capitale, qui se dépeuple d'habitude en août, de signer un record de fréquentation. Selon un premier bilan de l'office du tourisme publié lundi, 11,2 millions de visiteurs (dont 85 % de Français) ont pris part, avec ou sans billet, aux activités liées aux JO en région parisienne entre le 23 juillet et le 11 août.

Paris ne s'est jamais autant vidé de ses Parisiens que pendant les Jeux. Pour autant, elle a fait le plein de Français. Des Franciliens essentiellement (5 millions de personnes), mais aussi des excursionnistes venus de toutes les régions pour la journée.

Les arrivées de touristes étrangers ont elles aussi été dopées par l'événement (+13 % par rapport à 2023). Les Américains ont été les plus nombreux à venir soutenir leurs athlètes (230 000 touristes au total, soit 27 % de plus que l'an passé), suivis des Allemands (+42 %) et des Britanniques (+21 %). Mais ce sont les Brésiliens (+109,4 %), les Japonais (+94 %) et les Chinois (+64,9 %), qui signent les progressions les plus impressionnantes.

Le taux d'occupation des hôtels a augmenté de 10,1 points, à 84 % dans Paris intra-muros. Et le nombre de nuitées étrangères à Saint-Denis a bondi comme jamais (+205 %). Pour autant, les commerçants et les restaurateurs, qui s'attendaient eux aussi à vivre une quinzaine en or, sont nombreux à avoir déchanté. Leur clientèle n'était pas là. Et ils n'ont pas vu les inconditionnels des JO, restés dans les fan-zones et à proximité des sites de compétition.

MATHILDE VISSEYRIAS

le PLUS du FIGARO ÉCO

TÉLÉCOMS

En quête de cash, Patrick Drahi cède ses parts dans British Telecom **PAGE 26**

LA SÉANCE

DU LUNDI 12 AOÛT 2024

CAC 40
7250,67 -0,26%

DOW JONES
39463,08 -0,09%

ONCE D'OR
2420,00 (2410,00)

PÉTROLE (Brent)
81,120 (79,440)

EUROSTOXX 50
4669,16 -0,13%

FOOTSE
8210,25 +0,52%

NASDAQ
18615,18 +0,55%

NIKKEI
35025,00 +0,56%

L'HISTOIRE

Harris mobilise ses réseaux dans une Silicon Valley tentée par Trump

Pour la première fois depuis le début de sa campagne pour la présidentielle américaine, Kamala Harris s'est rendue à San Francisco avec un objectif : garder un pan de l'élite de la Silicon Valley dans sa poche. C'est dans cette région que la carrière politique de l'actuelle vice-présidente a débuté. Dans la salle de bal de l'hôtel Fairmont, au sommet du quartier de Nob Hill, où se côtoient les plus influentes familles de San Francisco, l'équipe de campagne de Harris a réuni, dimanche, près de 700 personnes. Chaque invité y portait un bracelet bleu, rose ou vert en fonction de son poids dans les précédentes collectes de fonds. Un par un, Kamala Harris les a salués et embrassés. « C'est une salle pleine de très, très

chers amis », a-t-elle scandé. Résultat, la candidate démocrate a levé 13 millions de dollars lors de cet événement. Un record. Dans les milieux d'affaires de la région, certains voient dans l'actuelle vice-présidente un espoir après un mandat Biden axé sur la réglementation des Big Tech et de l'IA. L'actuel président en est ressorti très impopulaire au sein de la Silicon Valley. L'équipe de Harris redouble d'efforts pour entretenir ces liens précieux, alors qu'une partie grandissante de l'écosystème tech américain soutient ouvertement Donald Trump. Au domicile de l'investisseur David Sacks, à seulement un kilomètre de l'hôtel Fairmont, l'ancien président avait récolté en juin quasiment la même somme, 12 millions de dollars. Mais auprès d'une centaine de donateurs seulement. ■



Doctolib utilise vos données personnelles pour entraîner son IA

C'est désormais devenu une habitude : cette petite notification inattendue prévenant que vos données personnelles seront utilisées pour entraîner une IA. Depuis le 7 août, c'est également le cas pour l'application française Doctolib, qui avertit ses utilisateurs que leurs données pourront être exploitées « pour créer des solutions encore mieux adaptées à vos besoins et à ceux de vos praticiens ». Les durées de téléconsultation, l'historique des rendez-vous, le profil et les notes médicales ou encore les enregistrements vocaux peuvent ainsi être récupérés par l'entreprise. Tous ces éléments sont en revanche anonymisés pour chaque utilisateur et pourront être conservés jusqu'à trois ans. La firme assure, dans ce document, ne pas vendre les données de ses utilisateurs. « La protection des données personnelles est notre priorité absolue », écrit-elle. Ces informations seront utilisées par Doctolib pour améliorer

ses modèles de langage. Deux projets sont sur la table. D'abord, un assistant numérique dopé à l'IA capable de remplir automatiquement le dossier d'un patient en écoutant les conversations lors d'une consultation (sortie prévue en octobre 2024). Cet outil est encore en test auprès de 360 médecins. Doctolib planche aussi sur une IA pour converser avec les patients qui souhaiteraient prendre rendez-vous par téléphone plutôt qu'en ligne, prévu pour l'horizon 2025. Mais, pour cela, Doctolib doit obtenir le consentement de ses utilisateurs, qui peuvent accepter ou refuser cette récolte de données directement dans les réglages de leur application. L'outil IA du groupe Meta et Grok, celui d'Elon Musk, ont récemment été épinglés par les régulateurs européens pour avoir illégalement exploité les informations de leurs utilisateurs afin d'entraîner leurs modèles. CARLA PLOMB

Avec une population jeune, qui va doubler d'ici vingt-cinq ans, la diffusion de l'internet mobile devrait permettre au commerce en ligne de toucher un demi-milliard de clients dès 2025.

Des ruelles animées de Nairobi aux savanes de Tanzanie jusqu'à l'arrière-pays sénégalais, un petit objet rectangulaire révolutionne le quotidien des Africains : le smartphone. Le continent comptait, en 2023, environ 650 millions d'utilisateurs, selon les données de GSMA Intelligence. Que ce soit pour régler un taxi, recevoir son salaire via une application comme M-Pesa ou envoyer de l'argent, l'appareil est omniprésent dans les transactions financières et redessine les contours des économies. Face à la sous-bancarisation, l'adoption du téléphone sans fil a dopé l'essor des fintechs. Certains pays comptent dix fois plus de comptes sur mobile qu'en agence bancaire.

Aujourd'hui, c'est la croissance exponentielle de l'utilisation de l'internet mobile qui « stimulera le commerce électronique », note la start-up Nikulipe dans son étude « Libérer le potentiel de l'e-commerce en Afrique ». « Avec une population jeune et de plus en plus connectée, le continent se prépare à une transformation numérique majeure. » Alors que la population africaine va quasiment doubler d'ici 2050 et que l'âge médian est de 19 ans, le nombre de personnes ayant accès à internet explose. En 2022, 570 millions d'Africains utilisaient internet sur leur téléphone mobile, chiffre qui devrait atteindre 890 millions d'ici 2028.

Aux Seychelles et à Maurice, les taux de pénétration d'internet sont respectivement de 86 % et 76 %, dopés par le tourisme, mais les îles ne comptent qu'un million d'habitants chacune. En comparaison, le Nigeria a un taux de 45 %, mais cela représente près de la moitié de ses 210 millions d'habitants ! Par rapport à d'autres régions, le continent est en tête de l'utilisation de l'internet mobile, avec 13 % de plus que

L'Afrique, nouvel eldorado de l'e-commerce et de la tech

Le continent est en tête de l'utilisation de l'internet mobile, avec 13 % de plus que la moyenne mondiale, et près de 5 % de plus que les marchés asiatiques.



la moyenne mondiale, et près de 5 % de plus que les marchés asiatiques. Ainsi, toute entreprise qui souhaite vendre en ligne sur les différents marchés africains doit adopter une approche « mobile first ».

« En 2017, environ 13 % de la population africaine a acheté des biens et des services en ligne. D'ici la fin de l'année prochaine, près de la moitié du continent se sera engagée dans le commerce électronique »

Une étude de la start-up Nikulipe

Cette situation offre aux prestataires de services et aux commerçants internationaux des possibilités sans précédent d'étendre leurs activités en Afrique. « Malgré cela, l'e-commerce en Afrique ne représente actuellement qu'une petite fraction des transactions », souligne l'étude. Le potentiel de croissance est d'autant plus significatif que,

en 2010, une personne sur quatre dans le monde sera africaine. Le continent abrite déjà des géants démographiques, le Nigeria (216 millions d'habitants), l'Éthiopie (126 millions) ou encore l'Égypte (112 millions).

« En 2017, environ 13 % de la population africaine a acheté des biens et des services en ligne. D'ici la fin de l'année prochaine, près de la moitié du continent se sera engagée dans le commerce électronique », prédisent les auteurs. Après six ans de croissance consécutive, l'e-commerce africain devrait atteindre 15 milliards de dollars d'ici 2028.

L'Afrique de l'Est est la région la plus peuplée du continent (485 millions de personnes) et la plus ouverte aux achats numériques. L'Ouganda et la Tanzanie en sont les moteurs, deux habitants sur trois de la région possèdent un mobile et le nombre d'utilisateurs d'internet a plus que doublé en cinq ans. L'Afrique de l'Est est par ailleurs le berceau des paiements mobiles du continent. C'est là que le pionnier africain M-Pesa, lancé au Kenya en 2007 par Vodafone et Safaricom en tant que solution de transfert d'argent

par téléphone mobile, a commencé à transformer le paysage.

Si les géants de la tech Google, Facebook et Uber se sont rapidement déployés sur le continent, Amazon a mis du temps et rares sont les grands sites de commerce qui prospèrent. Les freins d'aujourd'hui, notamment d'ordre logistique, sont les mêmes qu'hier, explique Jean-Michel Huet, de la société de conseil BearingPoint. Peu de pays disposent d'adresses postales et de systèmes de transport et de livraisons efficaces. Selon la Banque mondiale, seules 43 % des routes en Afrique sont goudronnées, contre 90 % en Asie de l'Est. « L'e-commerce à l'africaine ressemble plus à du "social commerce", dit l'expert. L'utilisation des réseaux sociaux comme canal de vente coûte moins cher et la logique est beaucoup plus poussée qu'en Europe notamment. » La logistique est plutôt basée sur des points de retrait que des livraisons physiques.

C'est le cas pour le groupe de grands magasins CFAO qui a lancé sa plateforme AfricaShop, permettant aux clients de retirer les produits commandés dans ses points de vente. Fon-

dé en 2012 au Nigeria, le site de commerce électronique Jumia a connu une croissance notable et se déploie désormais sur une vingtaine de pays. Jumia propose plusieurs moyens de paiement, par carte bancaire, paiement mobile ou à la réception. L'entreprise a noué un partenariat avec MTN (le plus grand opérateur de réseau mobile d'Afrique) qui permet aux clients de surfer gratuitement sur son site. Avec deux autres opérateurs il a souscrit à son capital.

Jumia est la première société africaine cotée à la Bourse de New York. « Ce type de plateforme a marché au Nigeria mais pas au Cameroun. N'oublions pas que le secteur informel est aussi très important, les grands acteurs ne détiennent que 20 % du marché », précise Jean-Michel Huet. En outre, les cadres réglementaires variés et souvent fragmentés entre les pays africains créent des obstacles pour les entreprises de commerce électronique. Par ailleurs, de nombreuses start-up et petites entreprises peinent à accéder au financement nécessaire pour développer leurs activités. ■

Abidjan se rêve en Silicon Valley régionale, rivale du Nigeria et du Kenya

Clara Galtier
et Anne Cheyvalier

La ville d'Abidjan, capitale de la Côte d'Ivoire, est parsemée de maquis. Ces petits restaurants de rue, faciles à ouvrir, sont essentiellement tenus par des femmes. Tous les matins, des milliers de cuisinières se lèvent à 4 heures pour s'approvisionner en produits frais au marché informel d'Adjamé, le plus grand de la région, où les prix varient parfois d'une heure à l'autre. Cette journée type les oblige à traîner de lourds sacs et à prendre les transports. Une corvée qui leur fait perdre du temps et de l'argent.

Pour améliorer leur qualité de vie et réduire le gaspillage alimentaire de la chaîne de distribution des produits locaux, la start-up Djoli a créé en 2023 une plateforme d'e-commerce qui permet d'être livré au pied des établissements. Pour garantir des prix fixes, la jeune pousse, qui se rémunère sur les marges de ses reventes, réduit les intermédiaires en achetant des stocks directement aux producteurs, avec la garantie d'acquiescer 100 % de leur récolte. « En moins d'un an, nous avons livré six cents restaurants », clame le cofondateur de l'application, Thomas Giannetti, un Franco-Ivoirien de 24 ans, rencontré lors du salon VivaTech, à Paris.

Djoli a levé 750 000 euros auprès de Saviv Ventures, un fonds d'investissement qui a mis l'accent ces dernières années sur l'Afrique francophone, qui concentre 75 % de son portefeuille. « Beaucoup d'initiatives de financements

voient le jour, Abidjan est le nouveau point névralgique pour atteindre la zone UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine, NDLR) », appuie l'entrepreneur.

« Un écosystème bouillonnant »

« L'écosystème est bouillonnant », confirme Leslie Ossété, à la tête de Mstudio. Lancée en 2022, la structure aide et finance de jeunes entrepreneurs d'Afrique francophone. Djoli est l'une de ses premières pépites. Contrairement à un incubateur classique, Mstudio accompagne plus longuement les chefs d'entreprise, de l'idée au financement, quasiment garanti grâce à leur réseau d'investisseurs. Décrit comme une « usine à start-up », il

assure un premier tour de table, l'amorçage, en trois mois, là où la norme est de douze mois.

La faiblesse de jeunes pousses s'est spécialisée dans la technologie mobile, un moteur de transformation du secteur informel qui représente encore 80 % de l'économie. Restaurateurs, agriculteurs, chauffeurs de taxi... « Nous finançons des start-up et les accompagnons avec des experts en nous inspirant des business models éprouvés d'Afrique anglophone, d'Amérique latine ou d'Asie », explique Leslie Ossété. Une stratégie qui réduit les risques. Selon la Société financière internationale, organe de la Banque mondiale, l'écosystème des start-up numériques africaines connaît l'une des croissances

les plus rapides au monde, particulièrement forte dans le paiement mobile. Mais les disparités sont importantes. La Côte d'Ivoire cherche à rattraper le retard de l'Afrique francophone dans le financement d'entreprises à forte croissance.

L'Est anglophone du continent, qui compte d'importants centres urbains et un revenu moyen plus élevé, offre un environnement plus intéressant pour un fonds d'investissement. Les pays de la région ont tendance par ailleurs à jouir d'une culture plus entrepreneuriale, souligne Leslie Ossété. Avec une part importante de financement du capital-risque africain provenant des États-Unis, les entrepreneurs francophones sont par ailleurs défavorisés par la barrière de la langue. Quatre pays ont concentré 75 % des financements en capital-risque en 2022 : l'Égypte, le Kenya (108 incubateurs rien qu'à Nairobi), le Nigeria et l'Afrique du Sud, soit trois pays anglophones contre zéro francophone.

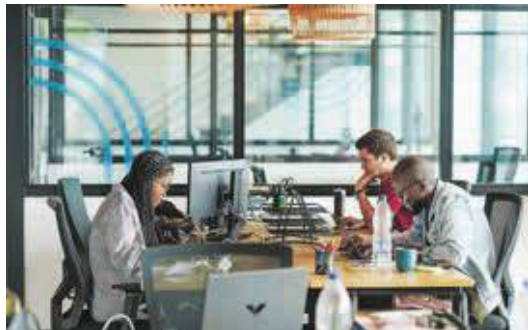
29,17 millions d'abonnés à l'internet mobile

Entre 2021 et 2023, les start-up d'Afrique de l'Ouest francophone n'ont levé que 60,7 millions de dollars sur les 10,1 milliards de dollars levés sur l'ensemble du continent, soit 0,6 % du total. Seules dix start-up de l'UEMOA ont réalisé des levées de fonds d'au moins 1 million de dollars en 2022. Parmi elles, quatre sont issues de Côte d'Ivoire. Le pari de Mstudio est de tripler ce nombre en lançant depuis Abidjan au moins trente championnes de la tech d'ici 2026. Si l'Afrique francophone a longtemps été considérée comme un marché risqué, la stabilité du

franc CFA, la connectivité croissante et la jeunesse de la population sont devenus des atouts, faisant émerger des incubateurs tels qu'Orange Fab et Seedstars.

C'est bien pour rattraper ce déficit qu'Emmanuel Macron, en 2018, a lancé l'initiative Digital Africa, gérée par Pro-parco, filiale de l'Agence française de développement (AFD) dédiée au secteur privé. « L'objectif est de faire réussir les entrepreneurs dans des géographies où les écosystèmes tech sont très jeunes, où il n'y a pas d'accélérateur », explique le directeur général, Grégoire de Padirac. « L'idée est de combler le manque de business angels. On apporte entre 20 000 et 100 000 euros. » Des petits montants que les banques rechignent à prêter aux start-up en Côte d'Ivoire.

L'État ivoirien, de son côté, a lancé un plan national de développement axé sur la numérisation. Avec une population dont plus des trois quarts ont moins de 35 ans, le pays compte 29,17 millions d'abonnés à l'internet mobile et dispose d'une couverture de la population en 4G dépassant les 91 %. À l'instar de son voisin sénégalais, qui a adopté un « start-up act » en 2019, Abidjan a promulgué une série de lois en janvier visant à créer un régime juridique adapté aux jeunes pousses avec avantages fiscaux et simplifications administratives à la clé. L'État prévoit, entre autres, une banque d'innovation. Un grand incubateur abritant une centaine de start-up devrait ouvrir prochainement à Abidjan. La digitalisation de l'économie « permettrait d'améliorer les recettes fiscales et de gagner six points de PIB », soutient le ministre Ibrahim Kalil Konaté, en charge de ce portefeuille. ■



Leslie Ossété (à gauche) dirige Mstudio. Depuis 2022, cette « usine à start-up » aide et finance de jeunes entrepreneurs d'Afrique francophone. MSTUDIO

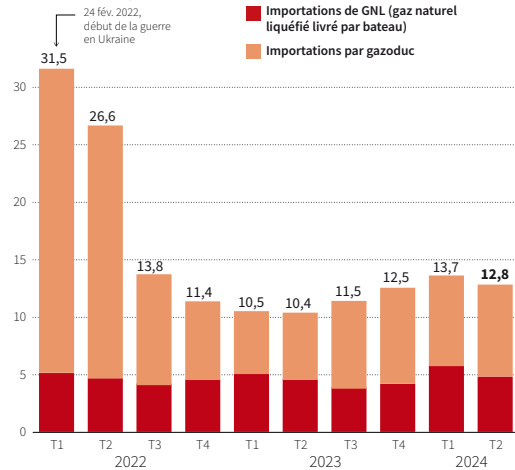
L'Europe peine à se passer du gaz russe

Isalia Stieffatre Bruxelles

La dépendance a diminué, mais l'UE augmente ses volumes de GNL venu de Russie, transporté par navires.

Les importations de gaz russe continuent grâce au GNL

Importations européennes (UE à 27) de gaz en provenance de Russie, en milliards de m³ par trimestre



Source : Bruegel



Les achats de GNL russe acheminé par bateau vers les trois principaux ports européens ont augmenté de 7 % au premier semestre 2024.

Près de deux ans et demi après le début de la guerre en Ukraine, l'Union européenne peine encore à se détourner des énergies fossiles russes, et particulièrement du gaz naturel liquéfié (GNL) exporté par Moscou. Des quantités importantes continuent d'affluer dans l'Union, et risquent de compliquer l'objectif européen de sortir totalement de sa dépendance énergétique envers la Russie d'ici à 2027. En raison même du poids de la Russie dans ses achats gaziers, l'UE n'a pas décrété d'embargo ni pris de sanctions majeures sur cet hydrocarbure.

Si les importations de gaz russe en Europe ont drastiquement chuté depuis l'invasion, pour passer de 40 % des importations à environ 15 %, une récente étude de l'Institut pour l'économie de l'énergie et l'analyse financière (IEEFA) montre que, a contrario, les achats de GNL russe acheminés par bateau vers les trois principaux ports européens ont augmenté de 7 % au premier semestre 2024. En France, ces livraisons ont même doublé par rapport à la même période l'année précédente, passant de 2 à 4,4 milliards de m³ pour une valeur de plus de 600 millions d'euros. Un

volume qui représente environ 12 % de la consommation du pays en 2023.

Alors que sa demande de gaz diminue depuis 2020, le pays continue de développer ses infrastructures et d'accroître la capacité de ses terminaux d'importation de GNL. De 12 milliards de m³ importés en 2008, la France est passée à 30 milliards. La majorité du GNL débarqué dans les ports français ne rejoint cependant pas le réseau intérieur mais est destinée à être réexportée : les transferts vers la Belgique ont par exemple augmenté de 10 % ces six derniers mois.

Selon une liste de navires méthaniers obtenue par l'agence de presse américaine AP, la majeure partie de ces importations russes est réalisée par TotalEnergies, qui se dit légalement tenu d'honorer ses contrats, signés avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Ces importations d'origine russe représentent 27 % du volume total d'importation de GNL par la France en 2024. La Belgique et l'Espagne sont respectivement première et deuxième importatrices de GNL russe en Europe.

Comment expliquer cette hausse, alors que l'UE se montre intransigeante sur ses objectifs de sortie des énergies fossiles rus-

ses ? Plusieurs options sont évoquées : « On peut penser à une activité économique accrue et un besoin du marché qui pourraient expliquer une demande plus élevée en GNL », avance Giovanni Sgaravatti, analyste de recherche sur l'énergie et le climat au centre de réflexion Bruegel. L'expert

« La baisse de demande en gaz est consistante depuis plusieurs années maintenant. Certains pays, de l'Est particulièrement, auront peut-être plus de réticences, car ils ont moins accès aux marchés internationaux. Mais ils finiront par le faire »

Giovanni Sgaravatti
Analyste de recherche sur l'énergie

évoque aussi les « événements récents en Ukraine ». Kiev, lié à un contrat avec Gazprom, continue de laisser transiter du gaz russe à destination de l'Europe centrale, via son réseau de gazoducs. Ce contrat arrive à échéance à la fin de l'année, mais les

Ukrainiens, invoquant les attaques à répétition de Moscou sur son système énergétique, a menacé de l'interrompre avant. L'Autriche et la Slovaquie sont les principaux importateurs restants de gaz russe par gazoduc en Europe. Une interruption anticipée de ce flux terrestre pourrait favoriser une hausse de l'approvisionnement en GNL.

Récemment, les ministres des Vingt-Sept se sont accordés pour valider le quatorzième paquet de sanctions élaboré par l'Union, qui interdit notamment l'utilisation de ports et infrastructures européens pour transborder des cargaisons de gaz d'origine russe. Mais leur impact reste encore à prouver. Pour l'ONG ukrainienne Razom We Stand, qui appelle à un embargo total et permanent sur les combustibles fossiles russes, l'UE doit aller plus loin. « Ces sanctions sont loin d'être suffisantes. Pour avoir un réel impact, il faut que l'achat de GNL soit interdit au niveau national. La France, l'Espagne et la Belgique sont les plus gros importateurs. S'ils devaient mettre en place une interdiction, cela permettrait d'accélérer les choses au niveau de l'UE », martèle Svitlana Romanko, fondatrice et directrice exécutive de l'organisation.

Pour réduire sa dépendance au gaz russe, la Commission européenne a conclu en 2022 des accords gaziers des fournisseurs tiers, notamment avec l'Azerbaïdjan, pour diversifier son approvisionnement. En retour, Bakou a, à son tour, conclu un accord avec la Russie pour augmenter ses importations. Dans le même temps, la Roumanie et la Hongrie ont conclu des accords avec la Turquie, pays qui dépend entièrement des importations de gaz pour répondre à sa demande.

« Je pense que l'indépendance énergétique de l'UE envers la Russie est totalement faisable », assure néanmoins Giovanni Sgaravatti. « La baisse de demande en gaz est consistante depuis plusieurs années maintenant. Certains pays, de l'Est particulièrement, auront peut-être plus de réticences, car ils ont moins accès aux marchés internationaux. Mais ils finiront par le faire. »

Selon les données compilées par Bruegel, la Norvège, au deuxième trimestre de cette année, est le principal fournisseur de l'UE, à hauteur du tiers de ses importations, devant les États-Unis (pour environ 15 %, à égalité avec la Russie). Suivent l'Algérie, le Royaume-Uni et l'Azerbaïdjan, le Qatar venant derrière. ■

Ces projets industriels soutenus par l'IRA de Biden à l'arrêt

Armelle Bohineust

Près de 40 % des investissements aidés par les subventions favorables à l'industrie verte aux États-Unis sont retardés.

Depuis deux ans, aux États-Unis, les annonces d'investissements liés à la transition écologique ou à l'innovation technologique se sont multipliées. En Géorgie, le groupe sud-coréen Hyundai a lancé la construction d'une usine de véhicules électriques et de batteries de 5,5 milliards de dollars. Au Kansas, la société Integra Technologies prédisait l'an dernier la construction d'une usine de semi-conducteurs de 1,8 milliard de dollars.

Mais, entre les annonces et les réalisations, l'écart se creuse. Près de 40 % des grands projets manufacturiers prévus lors de l'avènement des lois de Joe Biden en faveur de la transition écologique et des semi-conducteurs ont été retardés ou suspendus. Parmi les chantiers d'une valeur supérieure à 100 millions de dollars (91 milliards d'euros), soit un montant total de 228 milliards de dollars pour 114 grands projets, au moins 84 milliards de dollars d'investissements ont été freinés, indique le *Financial Times*, à la suite d'une longue enquête. Une partie des projets est « retardée » de plusieurs mois ou plusieurs années, une autre « suspendue indéfiniment ».

La loi IRA (Inflation Reduction Act) et le Chips Act, promulgués en 2022 par le président démocrate, offrent des centaines de milliards de dollars de crédits d'impôt, prêts et subventions pour favoriser le développement d'une chaîne d'approvisionnement américaine en technologies propres et puces électroniques. Avec l'objectif de créer des emplois et de limiter la dépendance du pays à la Chine. Plus de 220 milliards de dollars de projets ont été annoncés dans la première année de ce plan qui doit durer jusqu'en 2032, les entreprises américaines ou étrangères délocalisant des projets d'autres pays pour profiter des nouvelles aides.

Mais, beaucoup de sociétés interrogées par le FT se disent freinées par la détérioration des conditions de marché et le ralentissement de la demande. L'incertitude politique, alors que l'élection présidentielle de novembre pourrait ramener au pouvoir un Donald Trump bien décidé à « mettre fin à l'IRA » s'il est élu, incite également les chefs d'entreprise à revoir leurs plans.

Parmi les grands projets en attente figurent l'usine de panneaux solaires d'Enel d'une valeur de 1 milliard de dollars dans l'Oklahoma, l'installation de

stockage de batteries de LG Energy Solution pour 2,3 milliards de dollars en Arizona, le projet d'Integra Technologies dans le Kansas ou encore la raffinerie de lithium d'Albemarle, d'une valeur de 1,3 milliard de dollars, en Caroline du Sud. Et si de nombreux retards ont été rendus publics, d'autres n'ont pas été annoncés. En Caroline du Sud se trouve une installation où le fabricant de semi-conducteurs Pallidus a annoncé l'an dernier qu'il déménagerait son siège social de New York et ouvrirait des opérations de fabrication, investissant 443 millions de dollars et créant plus de 400 emplois. Pourtant, alors que les opérations devaient commencer au troisième trimestre 2023, le bâtiment est toujours inutilisé, précise le quotidien.

Si l'Inflation Reduction Act a particulièrement stimulé l'industrie des véhicules électriques, il a moins d'impact dans les secteurs de l'énergie propre, solaire ou éolien. Les crédits d'impôt réduisent effectivement le surcoût de la construction de centrales d'énergie renouvelable par rapport aux sources plus polluantes. Mais des obstacles comme l'insuffisance des réseaux électriques ou la difficulté à exploiter les fonds disponibles de l'IRA freinent les investissements. La lenteur

du gouvernement à mettre en place le financement du Chips Act et le manque de clarté des règles de l'IRA ont laissé un certain nombre de projets au point mort. Nel Hydrogen, un fabricant d'électrolyseurs, a suspendu son projet d'usine de 400 millions de dollars dans le Michigan en raison de l'incertitude entourant les règles de crédit d'impôt pour l'hydrogène. Anovion, fabricant de pièces de batterie en Géorgie, a retardé de plus d'un an la construction d'une usine de 800 millions de dollars en raison du manque de clarté sur la réglementation relative aux véhicules électriques.

Des défis multiples

Par ailleurs, « tout le monde est confronté à des coûts plus élevés que prévu simplement à cause de la main-d'œuvre et de la chaîne d'approvisionnement », rappelle Craig MacFarland, maire de Casa Grande, en Arizona, une ville qui abrite plusieurs projets d'usines. Des fabricants de panneaux solaires ont retardé la construction de leurs usines américaines l'année dernière suite à l'effondrement des prix mondiaux provoqué par une surproduction à Pékin. La Chine, qui fabrique plus des trois quarts des panneaux solaires, a suscité depuis deux ans un tel

excès d'offre que les prix mondiaux se sont effondrés, menaçant l'ambition de Joe Biden de faire de son pays une puissance des énergies renouvelables.

En face, l'Europe est confrontée à des défis multiples. Elle subit la concurrence exacerbée de la Chine et le pouvoir d'attraction des États-Unis pour les entreprises étrangères désireuses d'investir à coût réduit dans les technologies de la transition énergétique et du numérique. La mise en place d'une réaction efficace est difficile. Ce qui se voulait la réplique européenne à l'IRA, la loi sur l'industrie à bilan carbone nul ou Net-Zero Industry Act (NZIA), adoptée en mai, se contente de fixer des objectifs de décarbonation sans moyens associés. Le « fonds de souveraineté » appelé de leurs vœux par plusieurs dirigeants européens a accouché d'une souris : l'enveloppe Plateforme technologies stratégiques pour l'Europe (Step) qui ne mobilise que 1,5 milliard d'argent frais à côté d'anciens programmes communautaires repackagés. Quant au rapport sur la compétitivité, de l'ex-président de la Banque centrale européenne Mario Draghi, qui devait être publié en juillet et appeler à un « changement radical » d'approche de l'UE, il a été reporté à après l'été. ■

Succès commercial, Ariane 6 doit doubler ses cadences de vol

Véronique Guillermand

La fusée européenne prépare son deuxième tir, prévu fin 2024. ArianeGroup s'est doté d'une nouvelle organisation.

Un mois après son vol inaugural réussi, le 9 juillet, Ariane 6 se prépare pour son second décollage, qui sera aussi sa première mission commerciale. En décembre 2024, la nouvelle fusée européenne doit placer en orbite basse le satellite militaire CSO-3 pour le compte du ministère des Armées. « Ce premier vol commercial sera effectué par une Ariane 62 (avec deux boosters, NDLR) qui, en succédant à Soyouz, qui avait lancé les deux premiers satellites CSO, démontre qu'elle est le lanceur de souveraineté de l'Europe », souligne Stéphane Israël, président exécutif d'Arianespace.

Il faudra donc attendre cinq mois avant le deuxième vol. Un délai qui peut sembler long. En réalité, « ce délai est assez court pour un nouveau lanceur lourd cryogénique : en moyenne, il s'écoule un an entre un premier et un deuxième vol », assure Carine Leveau, directrice du transport spatial du Centre national d'études spatiales (Cnes). À titre de comparaison, le deuxième tir de Vulcan Centaur, conçu par Lockheed et Boeing, est prévu entre septembre et décembre 2024, soit neuf à douze mois après le vol inaugural de janvier dernier. Quant au Falcon 9, la fusée de SpaceX, il a redécollé six mois après son premier vol, en juin 2010.

Désormais, « il s'agit de réaliser un "retex", un retour d'expérience, comme le font les militaires après avoir éprouvé un nouveau système de combat sur le terrain. La première Ariane 6 était barde de capteurs afin de collecter des données. Si une anomalie ou une défaillance sont détectées, cela permet d'ajuster un équipement ou un système pour les corriger en amont du deuxième vol », développe Florent Collet, directeur au cabinet Avenecore. « Pendant trois mois environ, nous allons analyser précisément l'ensemble des données et des télémesures, cela afin de valider toutes les opérations et manœuvres réalisées depuis le décollage et la qualification du système de lancement », confirme Carine Leveau. Or une de ces manœuvres, la désorbitation du dernier étage, ne s'est pas produite

comme prévu. L'ordinateur de bord d'Ariane 6 a coupé de façon prématurée l'APU (le moteur auxiliaire), interrompant la procédure de désorbitation. Au lieu de plonger vers la Terre et de se désintégrer en traversant l'atmosphère, le dernier étage est devenu un débris en orbite.

Le Cnes, responsable de la construction du pas de tir d'Ariane 6, a aussi inspecté les installations au sol, très sollicitées au décollage. « Nous avons retrouvé le pas de tir dans un très bon état. De même, le réglage très fin de la cinématique de l'ouverture des bras qui encerclent la fusée avant le décollage a bien fonctionné. Ils se sont bien ouverts au moment où l'ordre d'allumage des boosters a été donné », précise Carine Leveau. Ces bras préfigurent un nouveau système d'attrape d'un futur étage réutilisable, avant contact avec le sol. Ce qui permettrait de s'affranchir des pieds d'atterrissage (comme ceux du Falcon 9), inutiles à la mission, tout en allégeant le poids du lanceur.

Une version survitaminée

Avant le deuxième vol, le Cnes se prépare à passer le relais de la responsabilité de l'exploitation du pas de tir, à ArianeGroup, constructeur de la fusée. Ce dernier continuera cependant à s'appuyer sur l'expertise technique de l'Agence spatiale. Car Ariane 6 a déjà commencé à évoluer, avec l'entrée en service, prévue en 2026, d'une nouvelle version, dite Evolution ou Block 2. Le Cnes sera partie prenante dans l'adaptation du pas de tir à ces A62 et A64 (avec 4 boosters) plus puissantes. Conçue pour être polyvalente – capable de lancer tout type de satellites sur toutes les orbites sur différents plans au cours d'une même mission –, Ariane 6 va élargir son domaine de vol et renforcer ses capacités d'export. Elle doit être capable de lancer le futur cargo spatial européen, qui doit réaliser un vol de démonstration en 2028.

Une Ariane 6 survitaminée, dite Block 3, fait aussi l'objet de discussions entre l'ESA (Agence spatiale européenne), ArianeGroup et le Cnes. Cette Ariane 6 surpuissante est destinée à réaliser des missions lunaires, dans le cadre du



Ariane 6 au Centre spatial guyanais de Kourou, en juillet. Six fusées sont actuellement à différents stades de production, dont la première A64, qui doit décoller au second semestre 2025. JODY AMIET / AFP

projet d'alunisseur logistique européen Argonaut, annoncé par l'ESA mi-juillet. L'engin, destiné à donner à l'Europe un accès autonome à la Lune, pourra transporter 2,1 tonnes de matériels, instruments scientifiques, eau, nourriture, éléments d'habitat pour les astronautes à la surface ou encore un rover. Cinq missions sont prévues à horizon 2030.

Pour l'heure, ArianeGroup est en train d'achever la production de la deuxième

Ariane 6, l'étage principal étant confié au site français des Mureaux et l'étage supérieur à celui de Brême, en Allemagne. Six fusées sont actuellement à différents stades de production, dont la première A64, qui doit décoller au second semestre 2025 pour déployer un lot de plus de 30 satellites pour le compte de Kuiper, la constellation d'Amazon.

Des méthodes venues de l'aéronautique

Le défi industriel est de taille. « Après deux Ariane 6 en 2024, nous visons 6 lancements en 2025, 8 en 2026, 10 en 2027 puis prévoyons d'adopter un régime de croisière, avec entre 9 et 11 vols par an », précise Stéphane Israël. « Avec Ariane 6, le système industriel change de paradigme pour réussir la montée en cadence. Il passe d'un mode de production proche du prototype, avec de petites cadences – 5 Ariane 5 par an au maximum –, à une production industrialisée avec deux fois plus de lanceurs Ariane 6 par an en moyenne », explique Maxime Bremond, directeur chez Avenecore.

Pour relever le défi, ArianeGroup applique des méthodes venues de l'aéronautique. Cela, en s'appuyant sur l'expertise d'Airbus et de Safran, ses coactionnaires. Un gros travail de modernisation et de spécialisation des usines a été engagé. Tout comme l'optimisation des processus de fabrication, la standardisation de certains systèmes et éléments du lanceur et la numérisation. Objectif ? Réduire les coûts, les cycles de fabrication et gagner en efficacité.

Malgré ces efforts, « Ariane 6 n'est pas encore assez compétitive pour se passer d'un soutien public. La règle du retour géographique (GEO) (chaque pays reçoit une charge de travail alignée sur sa contribution financière, sans tenir compte des compétences et des coûts, NDLR) est contraignante et fige l'organi-

sation industrielle, en particulier en limitant la mise en compétition des sous-traitants », relèvent Maxime Bremond et Florent Collet. Or, les 600 fournisseurs issus des 13 pays financeurs de l'ESA (sur 22) représentent 65 % de la valeur ajoutée de la fusée. ArianeGroup n'a pu ni les choisir ni négocier les prix. Une situation dénoncée par Airbus et Safran. Après des discussions tendues, l'ESA a accepté d'assouplir la règle du retour GEO. En contrepartie d'une subvention de 140 millions par an jusqu'à la 15^e mission d'Ariane 6 entre 2025 et 2027, puis entre 290 et 340 millions entre la 16^e et 42^e tir jusqu'en 2029, l'agence exige une réduction des coûts de 11 % de la part d'ArianeGroup et de ses fournisseurs. Des renégociations de contrat sont en cours.

Les industriels doivent être au rendez-vous pour servir les clients. Ariane 6 est déjà un succès commercial, avec 29 missions à effectuer en carnet de commandes, dont 18 pour le compte de Kuiper, 5 missions Galileo (le GPS pour le compte de la Commission européenne) et 6 missions réparties à égalité entre les opérateurs de satellites de télécoms Eutelsat et Intelsat. « Depuis le vol de qualification réussi en juillet, Ariane 6 suscite de nombreuses marques d'intérêt, tant de la part d'acteurs institutionnels que d'opérateurs privés. Le dialogue s'est intensifié », témoigne Stéphane Israël. De nouveaux contrats doivent être annoncés dès septembre. Mois qui sera marqué par le tout dernier vol de Vega, la petite fusée italienne. Le 3 septembre, elle doit lancer le satellite Sentinel-2C du programme d'observation de la Terre Copernicus. Avant la fin 2024, ce sera au tour de Vega C, la nouvelle version du lanceur, de reprendre du service, soit deux ans après l'échec de son premier vol commercial, qui avait entraîné la suspension des vols. ■

LA SÉANCE DU LUNDI 12 AOÛT

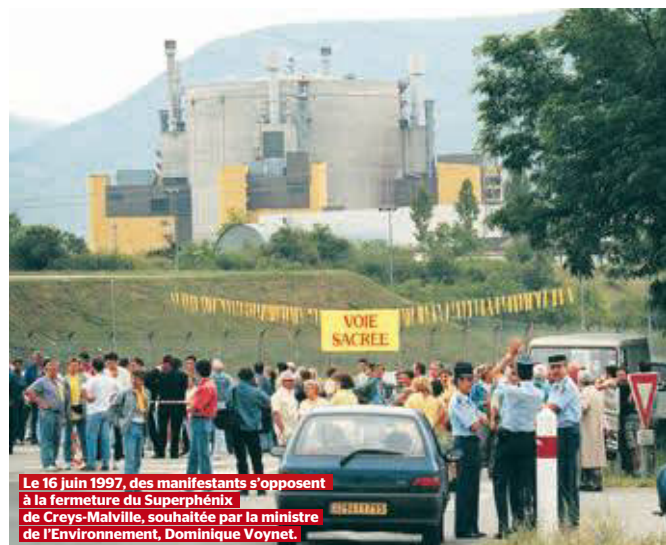
LE CAC									
	BOUR	STAR	HAUT BOUR	BAS BOUR	SCAP BOUR	31/12		BOUR	STAR
ACCOR	33,57	-0,74	34,07	33,53	0,232	-2,98	LMVH	635,1	-0,14
AIR LIQUIDE	162,3	-0,79	164,58	162,02	0,094	-7,85	MICHELIN	34,34	-0,41
AIRBUS	133,76	-0,45	135,26	133,36	0,066	-4,31	ORANGE	10,15	-0,25
ARCELORMITTAL SA	20,11	-0,01	20,3	20,05	0,246	-21,67	PERNOD RICARD	12,8	-0,33
AXA	22,35	-0,77	22,82	22,17	0,088	+9,7	PUBLICIS GROUPE SA	91,56	-0,58
BNP PARIBAS ACT A	59,25	0	59,79	59,11	0,119	-5,34	RENAULT	40,25	-0,72
BOUYGUES	31,12	-0,54	31,4	31,06	0,067	-8,79	SAFRAN	192,2	-0,18
CAPGEMINI	175,55	-0,4	177,5	175,15	0,154	-6,99	SAINT GOBAIN	73,56	-0,41
CARREFOUR	13,73	-0,36	13,83	13,705	0,164	-17,11	SANOFI	95,67	-0,6
CREDIT AGRICOLE	13,205	-0,57	13,245	13,13	0,084	-2,75	SCHNEIDER ELECTRIC	21,25	-0,38
DANONE	60,14	-0,07	60,26	59,98	0,097	-4,54	SOCIETE GENERALE	20,52	-0,44
DASSAULT SYSTEMES	33,53	-0,03	33,74	33,43	0,043	-24,2	STELLANTIS NV	13,984	-0,61
EDENRED	35,89	-0,25	36,26	35,75	0,106	-33,71	STMICROELECTRONICS	26,855	-0,49
ENGIE	15,335	-0,49	15,425	15,225	0,223	-3,66	TELEPERFORMANCE	101,45	-0,1
ESSILORLUXOTTICA	207,3	-0,58	208,7	206,2	0,05	+14,15	THALES	147,05	-0,2
EUROFINS SCIENT.	52,7	-0,28	53,06	52,34	0,107	-10,65	TOTALENERGIES	61,72	-0,6
HERNIMINTL	2006	-0,15	2027	1999	0,036	-4,54	UNISAL-RODAMCO-WE	66,6	-0,6
KERING	249,85	-1,85	250,25	248,8	0,23	-37,38	VEOLIA ENVIRON	27,76	-0,14
L'OREAL	376,65	-1,59	384,9	376,25	0,081	-16,42	VINCI	102,65	-0,77
LEGRAND	93,28	-0,09	93,82	92,8	0,078	-0,87	VIVENDI SE	9,488	-0,44

LES DEVISES			1 EURO=			L'OR		
	MONNAIE					VEILLE	31/12	
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN		1,655	AUD		Lingot 100g	72,309€	+20,28%
CANADA	DOLLAR CANADIEN		1,4998	CAD		Lingot 100g	72,424€	+20,24%
GROBRETAGNE	LIVRE STERLING		0,8555	GBP		Lingot 50g	3,627,95€	+20,2%
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG		8,1517	HKD		Lingot 10g	2,260,17€	+20,16%
JAPON	YEN		161,25	JPY		Lingot 10g	733,29€	+19,94%
SUISSE	FRANC SUISSE		0,9491	CHF		Lingot 2,5g	191,5€	+19,05%
ETATS-UNIS	DOLLAR		1,0925	USD		20F-NAPOLÉON	450,18€	+20,29%
TUNISIE	DINAR TUNISIEN		3,37	TND		445,14€	20,23%	+20,23%
MAROC	DHARAM		11,103	MAD		563,19€	20,29%	+20,29%
TURQUIE	NOUVEAU LIVRE TURQUE		36,8293	TRY		2,405,23€	20,29%	+20,29%
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE		53,833	EGP		2,873,09€	20,29%	+20,29%
CHINE	YUAN		7,8439	CNY		10 DOLLARS	117,82€	+20,29%
INDE	ROUPIE		91,7375	INR		20 DOLLARS	2,350,65€	+20,29%
ALGERIE	DINAR ALGERIEN		146,59	DZD				

Superphénix, aux racines de la défiance entre le monde nucléaire et la politique

Elsa Bembaron

Rêve d'ingénieurs en quête de l'absolue indépendance énergétique, le surgénérateur a été arrêté sur la décision du gouvernement Jospin. La blessure reste ouverte, mais la technologie continue d'inspirer.



Le 16 juin 1997, des manifestants s'opposent à la fermeture du Superphénix de Creys-Malville, souhaitée par le ministre de l'Environnement, Dominique Voynet.



Le 10 février 2022, à Belfort, Emmanuel Macron relance le programme nucléaire français.

Superphénix. La seule évocation de ce nom suffit à déclencher des soubresauts empreints de regrets. De rancœur, même. Les « historiques » du nucléaire en parlent encore avec des frémolos dans la voix, quand ils ne rêvent pas de faire renaître une nouvelle fois le projet de ses cendres. Superphénix est deux fois un symbole. Celui de l'histoire des surgénérateurs français, la quête contrariée du graal énergétique. Celui d'une défiance entre ingénieurs et politiques sur la question nucléaire. Superphénix ayant été le premier sacrifié sur l'autel d'accords électoraux d'une liste qui s'est ensuite allongée avec le projet Astrid et la centrale de Fessenheim.

L'histoire commence à la fin des années 1950, quand la France compte de compléter sa filière nucléaire civile par un surgénérateur, un réacteur à neutrons rapides (RNR). Le premier et le plus petit d'entre eux, Rapsoie, est mis en service en 1966 et arrêté en 1983. Son successeur, Phénix, premier surgénérateur de démonstration, est achevé à Marcoule en 1972. « Une réalisation quasi parfaite », écrivent Boris Dänzer-Kantof et Félix Torres dans *L'Énergie de la France*.

La surgénération apporte son lot de promesses. Dans un réacteur nucléaire « classique », seule une infime partie de l'uranium, 0,7 % précisément, concourt effectivement à la production d'énergie. Avec la surgénération, la totalité de l'uranium y participe, ce qui accroît le rendement du processus dans des proportions considérables. Cela résout aussi la question des déchets nucléaires, puisqu'il n'y en a pour ainsi dire plus. Superphénix a apporté la démonstration qu'un surgénérateur de grande puissance, de 600 ou 1000 mégawatts (MW) soit l'équivalent des réacteurs de la première vague du parc français (900 MW) encore en service, pouvait voir le jour.

C'est le choc pétrolier de 1973 qui a conforté la France dans son idée de disposer d'une production d'électricité nucléaire lui permettant de s'affranchir de sa dépendance aux énergies fossiles. Parallèlement à la construction accélérée d'une flotte de réacteurs classiques, le chantier Superphénix est lancé en 1976 sur la commune de Creys-Mépieux au lieu-dit Malville, en Isère. Il est porté par EDF et ses homologues italiens et allemands de l'ouest (RFA). L'accord initial prévoyait la construction d'un second prototype industriel de surgénérateur sur le sol de la RFA. Mais outre-Rhin, le projet est tué dans l'œuf par les écologistes locaux. Les décisions politiques ont eu raison de la belle unité européenne.

Sur le sol français, l'opposition tourne rapidement à l'internationale des anti-

nucléaire, avec, pour point d'orgue, une manifestation ultra-violente en juillet 1977 à Creys-Malville qui se solde par un mort. En 1982, un « écologiste pacifique », selon la presse de l'époque, revendique des tirs de roquettes en direction du bâtiment réacteur. Malgré tout, le chantier suit son cours, il est même bouclé en une décennie. La centrale est couplée au réseau électrique en janvier 1986. Ironie de l'histoire, trois mois plus tard, la centrale de Tchernobyl explose.

« Les antinucléaires ont attaqué là où ça fait mal. Ils ont commencé à s'en prendre à Superphénix qui permettait de boucler le cycle du combustible, avant de s'attaquer à l'usine de la Hague, qui elle le recycle », analyse le directeur général du cabinet de conseil NewCovalence Henri Wallard. La question de déchets est un des éléments clés du discours des adversaires de l'atome. Le bouclage du cycle les priverait d'un précieux argument, mais offrirait à la France une autonomie énergétique inégalée. « Les opposants au nucléaire l'ont placé dans une situation où il meurt sous ses propres déchets », expliquait il y a quelques mois au *Figaro* l'ancien haut-commissaire à l'énergie atomique Yves Bréchet.



C'est la première vraie défaite du lobby nucléaire

Dominique Voynet Ministre de l'Environnement, le 1^{er} février 1998

Au-delà des incidents « propres à un prototype » pour ses défenseurs ou de « son échec technologique doublé d'un fiasco financier » pour ses détracteurs, le coup fatal porté à Superphénix trouve ses origines dans la dissolution de l'Assemblée nationale décidée par le président de la République Jacques Chirac en 1997. La droite est battue, Lionel Jospin entre à Matignon, à la tête d'une coalition entre le PS, le PC, les radicaux de gauche et les Verts. Ces derniers sont vent debout contre le nucléaire, quitte à travestir la réalité. « Cette machine n'est vraiment adaptée ni à la production d'électricité en quantité ni à l'élimination des déchets nucléaires. Elle ne justifie donc pas les sommes considérables qu'on y a englouties », martèle alors l'écologiste Dominique Voynet. Ministre de l'Environnement du

2 février 1998

La fermeture de Superphénix est actée en comité interministériel

gouvernement Jospin, elle n'aura de cesse de tenir cette promesse de campagne, reprise dans le discours de politique générale de Lionel Jospin le 15 juin 1997, et de prononcer l'arrêt de mort de Superphénix. C'est chose faite en comité interministériel le 2 février 1998. « C'est la première vraie défaite du lobby nucléaire », se réjouit Dominique Voynet. Vingt-cinq ans plus tard, devant les députés, Lionel Jospin assume encore mais réfute à la fois toute opposition au nucléaire et toute influence déterminante de ses alliés écologistes. Que « la présence d'une ministre et d'un secrétaire d'Etat Verts au gouvernement et de 8 députés sur plus de 300 ait pesé négativement sur la politique énergétique de la France et en particulier sur sa politique nucléaire » est, dit-il, « une fable ».

En 1998 pourtant, une commission d'enquête du Sénat sur la politique énergétique de la France fustige une décision purement politique, arguant que « l'argument financier ne peut, en aucun cas, justifier l'arrêt prématuré du réacteur », dont la construction a coûté moins de 30 milliards de francs (environ 4,5 milliards d'euros courants) dont « seulement la moitié à la charge d'EDF ». Des arguments qui, vingt ans plus tard, trouvent un troublant écho avec la décision de fermer la centrale nucléaire de Fessenheim, actée par François Hollande en 2015, confirmée par Emmanuel Macron, qui la met en œuvre en 2020, tous deux soucieux de satisfaire une fois encore aux exigences de ses alliés pour le premier, des ralliés pour le second, écologistes du moment.

« On a arrêté Superphénix pour un petit arrangement politique. On peut comprendre ça chez un homme politique, pas chez un homme d'Etat », cingle aujourd'hui Yves Bréchet, ciblant directement Lionel Jospin et fustigeant « des logiques de chef comptable ». Le 4 juillet dernier, une nouvelle commission d'enquête sénatoriale sur la production l'électricité recommande (à nouveau) de « préparer l'avenir en relançant dès à présent les études et recherches sur un prototype de réac-

teur à neutrons rapides avec comme objectif la mise en service d'un premier réacteur d'exploitation en 2050 ». Un RNR, comme Superphénix. Cinquante-cinq ans après, les enjeux sont les mêmes, il faut assurer l'indépendance énergétique de la France, qui n'a pas de mines d'uranium naturel sur son sol, mais dont les réserves de matière nucléaire issues de ses centrales sont susceptibles de lui assurer des siècles de tranquillité.

C'est peu dire que le monde de l'atome n'a pas fait le deuil de son surgénérateur. Des études sociologiques ont même été menées par EDF, pour tenter de comprendre l'ampleur du traumatisme laissé par l'expérience sur ses équipes. « Le sujet n'avait intéressé personne à l'époque. Or, le facteur humain lié à la démotivation des personnels doit être pris en compte pour la sûreté des sites en démantèlement », souligne Christophe Quintin, inspecteur en chef à l'Autorité de sûreté nucléaire. Pour Fessenheim, tout a été fait pour que les équipes gardent leur appétit au travail ».

Si la leçon de Superphénix a été apprise côté sûreté, d'autres aspects restent en suspens. Le courant a toujours du mal à passer entre les « technos » et les élus. « Les politiques incriminent les ingénieurs et les ingénieurs font porter la charge de la responsabilité aux politiques », résume Frédéric Vairine, fondateur d'Otrera, une start-up qui développe un petit réacteur modulaire (SMR) et ancien chef de projet Astrid. Il résume ainsi la grande incompréhension qui s'est installée entre deux mondes qui ne se comprennent pas. Ou plus. « Au moment où Superphénix a été arrêté, il n'avait jamais aussi bien fonctionné », ajoute-t-il. La faute aux politiques...

Souvent politique varie. Avec le discours de Belfort en février 2022, Emmanuel Macron a relancé le programme nucléaire français. Si les projecteurs ont été braqués sur la construction de six EPR2, un pan important du dispositif ne doit pas être omis. Les réacteurs de type SMR-AMR (petit réacteur modulaire et réacteur modulaire avancé) se sont vu attribuer plusieurs missions, dont celle de « réduire les déchets nucléaires ». Contrairement aux tentatives précédentes de RNR, le chef de l'Etat a fait le choix de faire porter la recherche par le privé, ouvrant la porte à l'émergence de nombreux projets. Si les choix technologiques diffèrent, sur la quinzaine recensée, une dizaine emploie ou bénéficie des conseils d'anciens de Superphénix.

« Il faut leur dire à tous de transmettre, d'écrire des livres et de se faire plaisir : sortez ce que vous avez dans la tête et que vous n'avez pas pu faire à l'époque, profitez des capacités de calcul actuelles », lance Jean-Luc Alexandre, président fondateur de Naarea, une start-up du nucléaire, louant « le retour d'expérience

de Superphénix ». Hexana, une autre jeune pousse française, est l'héritière la plus directe, avec son projet de réacteurs à neutrons rapides (à caloporteur sodium), bénéficiant directement du retour d'expérience de Superphénix, comme aime à le rappeler le CEA.

Le programme Astrid pourrait aussi jouer les phénix. Lancé en 2010, il visait lui aussi à développer un surgénérateur. Il a été arrêté en 2019 après que l'Etat avec les industriels français et le CEA (ex-commissariat à l'énergie atomique), ont décidé d'un report de la réalisation



On a arrêté Superphénix pour un petit arrangement politique. On peut comprendre ça chez un homme politique, pas chez un homme d'Etat

Yves Bréchet Ancien haut-commissaire à l'énergie atomique

d'un démonstrateur... Il suffirait d'une décision politique pour qu'il renaisse de ses cendres. Loin des atermoiements français, la Chine, elle, progresse à bas bruit dans la construction de deux RNR à Xiapu (dans l'est du pays). Chaque jour qui passe prive la France d'une partie de l'avance qu'elle possédait dans ce domaine.

Les difficultés rencontrées par Orano, ex-Areva, privé de ses mines d'uranium au Niger, apporté de l'eau au moulin des défenseurs des RNR. François Jacq, administrateur général du CEA, expliquait au Sénat en février 2024 que le coût d'investissement d'un réacteur de type Superphénix serait « environ 50 % supérieur à celui d'un réacteur classique de troisième génération. Dès lors, si nous disposons de réserves suffisantes d'uranium, pourquoi dépenser immédiatement de l'argent pour cela ? ». Mais dans le cas contraire, que faire ? Le Graal de l'indépendance énergétique reste une quête. ■

Retrouvez demain :

« L'entreprise sans usines » : Serge Tchuruk ou le symbole de la désindustrialisation

Patrick Drahi quitte le monde des télécoms britannique comme il y était entré : par surprise. Avant l'ouverture des marchés locaux ce lundi, le géant indien Bhartel a annoncé avoir racheté les 24,5 % de British Telecom que détenait le tycoon des télécoms avec son holding Altice UK. Patrick Drahi s'était invité au capital du premier acteur du secteur outre-Manche en juin 2021, déboursant 2,2 milliards de livres pour devenir son premier actionnaire. Le milliardaire était progressivement monté à 18 %, puis à 24,5 % du capital de l'opérateur aux 30 millions de clients en mai 2023. Le tout, via une filiale contrôlée à 100 % et indépendante de ses autres entités dans les télécoms, Altice UK.

Une poussée rapide donc, dont les analystes estimaient qu'elle pourrait déboucher à terme sur une prise de contrôle de British Telecom, devenu BT. Un rachat qui ne manquait pas d'arguments sur le plan stratégique. En retard sur le développement de la fibre optique, le Royaume-Uni a engagé un vaste chantier de raccordement avec, à la clé, des super-réductions fiscales pour les opérateurs locaux. BT devait bénéficier de ce grand plan pour conquérir des parts de marché. Par ailleurs, le géant a annoncé en février dernier un vaste plan visant à la suppression d'ici 2030 de 55 000 emplois sur les 130 000 que compte le groupe, pour améliorer sa rentabilité et préparer l'arrivée de l'IA.

Les marchés ont salué ces différentes perspectives, avec une progression du cours de Bourse de 11 % depuis le début de l'année. Pas suffisant toutefois pour assurer une culte financière à Patrick Drahi. Depuis juin 2021 et son entrée au capital, le cours des actions de BT a dévié de 26 %, même si l'entrepreneur n'a pas acquis celles-ci d'un bloc. Il touchera sensiblement moins que ce qu'il a déboursé pour acquérir un quart de BT. Selon Bloomberg, la moins value pourrait dépasser le milliard de livres. L'entrepreneur se consolera néanmoins avec les dividendes versés depuis 3 ans par l'opérateur.

Patrick Drahi renonce aux télécoms britanniques

Lucas Mediavilla

Ses 24,5 % du capital de British Telecom ont été cédés à l'indien Bhartel. Il accueille aussi un nouvel actionnaire chez Sotheby's.



Patrick Drahi avait déboursé 2,2 milliards de livres, en juin 2021, pour devenir actionnaire de British Telecom.

VIOLETA SANTOS MOURA/REUTERS

Il faut donc chercher ailleurs les raisons de ce désengagement, et notamment dans l'aspect réglementaire. « C'était devenu très contraignant. Cela aurait pris des années à Patrick Drahi pour éventuellement prendre le contrôle de BT », estime un bon connaisseur des télécoms. Pour rappel, l'homme d'affaires avait fait l'objet d'une enquête menée par le législateur local au printemps 2022. La fibre est une infrastructure critique qui permet au Royaume-Uni d'in-

tervenir s'il juge que la sécurité nationale est mise en cause. Si les autorités britanniques avaient donné leur feu vert à Drahi pour qu'il prenne un quart de la société, une autre augmentation de capital aurait pu encore donner lieu à enquête.

« Dans cette année de revue stratégique, et d'arbitrages, Patrick Drahi fait un choix mature », insiste la source citée plus haut. Difficile en effet de ne pas faire un lien entre cette vente et la situation financière du milliardaire, par-

ticulièrement endetté. À hauteur de son empire, Patrick Drahi cumule plus de 60 milliards de dollars de dette. Il avait promis à ses créanciers une vaste opération désendettement pour les rassurer. La cession de BT est une nouvelle étape, et rappelle, s'il en était besoin, le besoin urgent de liquidité du milliardaire. Au cours actuel de l'action, il pourrait récupérer autour de 3 milliards de livres de l'indien Bhartel pour cette sortie du capital.

Le week-end a décidément été chargé, outre-Manche, pour Patrick Drahi. Dimanche, l'on apprendait également que l'homme d'affaires a ouvert le capital de sa maison d'enchère Sotheby's au fonds souverain d'Abu Dhabi. Pour 1 milliard de dollars, ce fonds d'investissement va devenir actionnaire minoritaire de l'entité. « Il y avait beaucoup de candidats pour prendre une part de capital dans Sotheby's. Patrick Drahi est aussi très proche de Mohammed Ben Zayed al-Nahyan (le président des Émirats arabes unis depuis 2022, NDLR) », résume une source.

Effet immédiat auprès des investisseurs

Pour l'anecdote, le groupe spécialisé dans les enchères et la vente d'objets de luxe avait été racheté il y a quelques années pour 3,7 milliards de dollars. Cette opération a permis à Patrick Drahi de se faire un nom dans les milieux d'affaires britanniques et américains. Mais, comme le reste de son empire, l'entité détenue par Patrick Drahi est endettée. Selon L'Infini, Sotheby's accumulerait environ 1,8 milliard de dollars de dette. Il y a quelques semaines, l'agence Standard & Poors a dégradé la dette de la maison d'enchères, s'inquiétant de résultats moins bons qu'espérés, une baisse de la rentabilité et de gros dividendes versés à son actionnaire. Le milliard récupéré auprès du fonds d'Abu Dhabi doit permettre de renforcer le bilan de l'entité.

Bien que la période soit calme sur les marchés financiers, les deux opérations ont eu un effet immédiat auprès des investisseurs. « Les obligations d'Altice ont repris de la couleur car ces deux opérations vont faire baisser le besoin pour Patrick Drahi de remonter du cash depuis ses activités dans les télécoms », insiste Benoît Soler, analyste crédit chez Keren Finance. Reste à savoir comment Patrick Drahi compte utiliser notamment le cash perçu de la cession de ses actifs chez BT. Les dirigeants d'Altice laissent entendre depuis plusieurs jours que les négociations autour de la dette d'Altice France, qui ont déclenché un bras de fer entre Drahi et ses créanciers, pourraient reprendre en septembre. ■

LES PETITES MAINS DES INFLUENCEURS 2 / 5

Les miniamakers, indispensables experts des vignettes YouTube

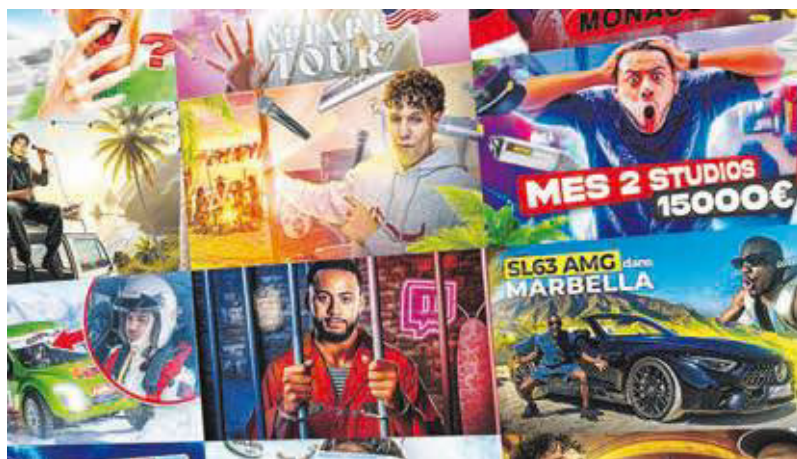
Klara Durand

La conception de miniatures tape-à-l'œil est devenue un incontournable pour donner envie de cliquer sur une vidéo.

Une miniature avec des visages en gros plan, étirés et surexposés du youtubeur Squeezie et de ses invités, l'acteur Omar Sy et l'artiste DJ Snake. Le tout accompagné d'un fond pastel et d'un titre accrocheur : « Arrivez-vous à trouver l'imposteur ? » Un peu plus loin sur la page d'accueil YouTube, c'est la miniature du vidéaste Tibo InShape qui accroche l'œil : un montage photo similaire, aux couleurs saturées, le montre serrant la main d'un bodybuilder.

Si ces vignettes tape-à-l'œil ne vous disent rien, elles sont pourtant bien connues des plus jeunes qui arpentent YouTube en quête de distraction. C'est même la première chose que voient les utilisateurs en se connectant sur la plateforme américaine. Le succès de cette dernière et la professionnalisation croissante des créateurs qui l'alimentent ont transformé sa page d'accueil en un immense catalogue de contenus.

Afin de se démarquer et donner envie de cliquer sur leur vidéo plutôt que sur une autre, les youtubeurs ont donc tout intérêt à créer la miniature la plus alléchante possible. Cette tâche est bien souvent déléguée à un « miniamaker », qui, comme son nom l'indique, est un spécialiste des miniatures YouTube. « Les miniatures sont devenues l'image de marque des youtubeurs », note le miniamaker Yann Dhote. Surtout que, ces dernières années, YouTube a agrandi la taille des vignettes de sa page d'accueil. Mais alors, quelle est la recette pour faire percer une miniature et la vidéo qu'elle vient illustrer ? D'après la miniamaker Ornella, qui travaille pour une cinquantaine de créateurs, dont le youtubeur Dr Nozman et le streamer Domingo, « la tendance actuelle est aux miniatures de type "photomanipulation", c'est-à-dire un procédé qui consiste à recréer un décor ou une scène à partir de différents clichés ».



L'activité des miniamakers s'est considérablement développée depuis deux ans et l'apparition de nouvelles fonctionnalités sur YouTube.

fonctionnalités sur la plateforme. « C'est un milieu en plein essor. Il y a un mois, par exemple, YouTube a lancé un module qui permet à un créateur de tester trois miniatures en postant sa vidéo, rappelle Nella. Elles sont équitablement distribuées par YouTube auprès des spectateurs, et il peut ainsi mesurer laquelle les a le plus incités à cliquer sur sa vidéo. Pour les miniamakers, cela fait donc de potentielles commandes supplémentaires ! »

Aaron, qui s'est lancé comme miniamaker à son compte au mois de février, fait le même constat. Le free-lance s'est constitué un carnet d'adresses qui lui permet de se dégarer un smic par mois. « Dès que j'ai créé mon autoentreprise, j'ai immédiatement reçu des commandes et je n'ai pas eu une seule fois à démarcher. »

Afin de se dégager un salaire, il ne faut pas hésiter à produire énormément de miniatures. « Je produis 70 à 100 miniatures par mois », confie Skybans. La plupart partagent leur travail sur les réseaux sociaux. Des lieux essentiels pour se faire connaître et décrocher de nouvelles commandes. La miniamaker Ornella, qui vit de son activité depuis deux ans, a été repérée grâce à son compte Instagram. « J'y postais des miniatures inspirées de mes séries télé favorites avant d'en faire pour des vidéos YouTube », conclut-elle, amusée. ■

Retrouvez demain : Les scripteurs, rédacteurs fantômes des youtubeurs

Au sein de ce petit milieu de miniamakers, le nom d'AziaTack, qui s'occupe des vignettes du youtubeur Inoxtag (7,85 millions d'abonnés), est souvent cité. « Ses miniatures sont pratiquement des chefs-d'œuvre visuels. Il travaille beaucoup la peau des youtubeurs, qu'il retouche, en essayant de faire les poses les plus réalistes possibles », relate, admiratif, le miniamaker Aaron.

Les codes ne sont pas les mêmes en fonction de l'audience que capte la chaîne du youtubeur. Au vu de son large succès, Inoxtag peut se permettre des miniatures artistiques. Mais, pour les chaînes plus petites, il est nécessaire que « le contenu de la vidéo soit compris en une fraction de seconde », souligne Ornella. Il y a des caractéristiques précises à respecter, comme

mettre en avant les personnes connues sur la miniature et ajouter des éléments visuels qui intriguent. » Par exemple, au moment de créer les miniatures du youtubeur culinaire Gastronegeek, son confrère Nelly repère « le plat dont il parle dans la vidéo, afin d'adapter la colorimétrie de la vignette en fonction de celui-ci ».

« Il y a des caractéristiques précises à respecter, comme mettre en avant les personnes connues sur la miniature et ajouter des éléments visuels qui intriguent »

Aaron Miniamaker

Parmi les outils prisés de ces miniamakers, le logiciel Photoshop est un indispensable. Certains, comme Aaron, s'aident aussi de l'intelligence artificielle pour gagner du temps sur les étapes fastidieuses. « Avec le logiciel Midjourney, par exemple, je peux générer immédiatement les objets qui me viennent en tête pour animer une miniature », détaille-t-il. « L'IA me permet de retoucher des photos de mauvaise qualité pour travailler sur une base saine ou encore créer des arrière-plans plus originaux en fonction des prompts que je vais soumettre au logiciel », ajoute son confrère Skybans.

L'activité des miniamakers s'est considérablement développée depuis deux ans et l'apparition de nouvelles